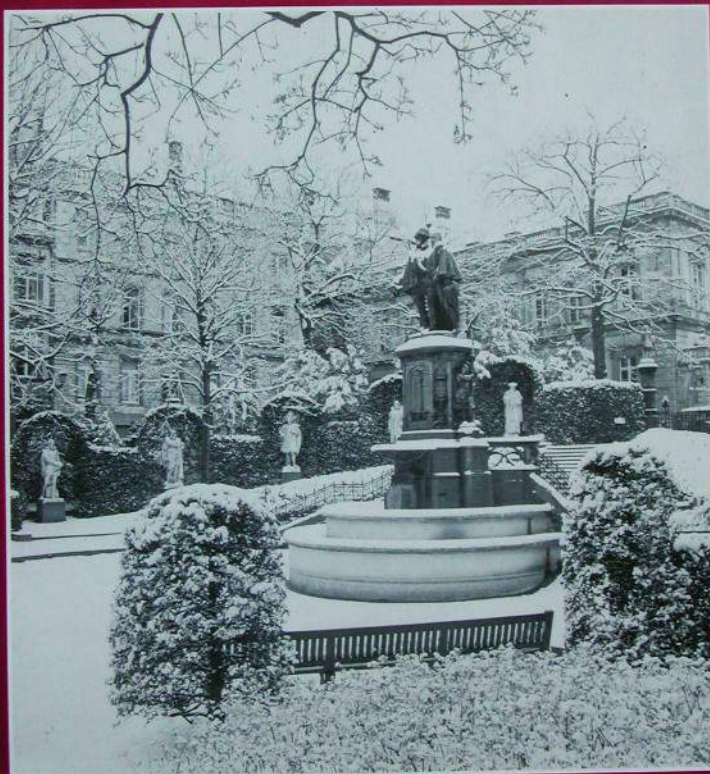


INTERNATIONAL
TRAN/NATIONAL
ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS
TRAN/NATIONALES
INTERNATIONALES



La revue des associations
et des réunions internationales

The review of international
associations and meetings

1980 -



- n° 1



UNION DES ASSOCIATIONS
INTERNATIONALES
UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS
COMITE DE DIRECTION
EXECUTIVE COUNCIL

PRESIDENT: President:
FA. CASADIO, Directeur, Societa Italiana per
l'Organizzazione internazionale (Mabo)
Vice-Présidents: Vice-Presidents:
Mohamed Ali RIFAAT A R E
Former Secretary-General of the Afro-Asian Orga-
nisation for Economic Co-operation.

S.K. SAVENA (India)
Director of the International Co-operative Alliance

Treasurer General :
Paul E. WERNAUX (Belgique)
Président honoraire de la Conférence Permanente
des Chambres de Commerce et d'Industrie de La
Communauté Economique Européenne

F.W. & BAKER (U.K.)
Executive Secretary, International Court of
Scientific Unions.
Luis a de SEVILLA (Mexico)
President Doyen de l'Académie mexicaine de Droit

international
Marmond FOROUGH (Iran)
Ambassadeur, Directeur de l'Institut des Affaires
internationales au Ministère des Affaires étrangè-
res d'Iran.
Johan GALTUNG (Norvège)
Director, Goals Process and Indicators Project
United Nations University
Nikola A. KOVALSKY (URSS)
Directeur adjoint de l'Institut du Mouvement
Ouvrier International de l'Académie des Sciences
de l'URSS.

Marcel Merle (France)
Procureur a l'Université de Paris 1.
Jef RENS (Belgique)
Président du Conseil National du Travail

Andrew E. RICE (U.S.A.)
Executive Secretary of the Society for International
Development
Charles Andre SCHUSSELE (Suisse) Conseiller
aux relations internationales de la Ligue des
Sociétés de la Croix Rouge Délégué de l'UAI a
Genève.

Secrétaire Général : Secretary-General :
Robert Fenaux (Belgique)
Ambassadeur honoraire
ASSOCIATIONS:
« TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS »

Redaction/Editorial
Robert FENEAUX
George Patrick SPEECKAERT
Geneve DEVLLE
Anthony J.N. JUDGE
Gresiane COWINCKX
Jennifer OTLET

Published monthly by MENSUEL publié par
Union of international Associations- UAI (founded
1910).

Editorial and Administration : RUE aux Laines 1.
1000 Brussels (Belgium) Tel (02) 511 83 96
Editeur responsables : R. Fenaux. 1 rue aux Laines
1000 Bruxelles (Belgique) Tel (02) 511 8396

Publicité
Advertising: Union of International Association.
2nd aux Laines 1, 1000 Brussels (Belgium). Tél
(02) 511 83 96-512.54/42

OUOR
ROGER RAMON, DELEGUE - DIRECTEUR DE PUBLICITE
Paris 9 avenue de Latre de Tassigny
92210 64 Cloud France Tel 6025363
ISSN-0020-0050

Sommaire / Contents

janvier/january

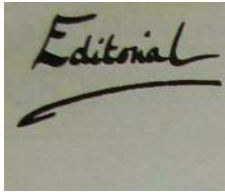
1980 - n° 1

Editorial	4
Address by H.H. the Pope to the representatives of the INGO's - UNO October 1979	7
Réflexions sur la civilisation associative, par J.M. Chevallier	8
La réponse de la FMVJ au questionnaire de l'UAI	9
Reply to the UAI questionnaire, by Dr. J.S. G.O. Morozov and Dr. H.S.A.N. Kalyadin of the Scientific Research Council on peace and Disarmament	11
La transnationalité de l'entreprise, par Rik Vermeire	13
Les OING et le Conseil de l'Europe par C-L. Genty	18
La 4e réunion des fédérations des institutions internationales établies à Genève, Bruxelles et Paris	21
Le problème des OING en relation de consultation avec l'Unesco ayant des sections de membres à Taiwan Participant interaction messaging, by A.J.N. Judge	22 27
La vie des associations. News from Associations	37
La Belgique, pays-hôte des organisations internationales	43
Geographical distribution of international meetings, by continent, country, city Répartition géographique des réunions internationales par continent pays et ville en 1978	45
International congresses March 1980	49

Cover picture : The . Little Sablon park Brussels

Photo de couverture : Le parc du petit Sablon a Bruxelles

Photo : Inbel



U A I
1910 - 1980

DES ETATS AUX PEUPLES

Un itinéraire transnational de démocratie associative

« Vous êtes les peuples des Nations-Unies »

Kurt WALDHEIM •

Nous voici au seuil de l'année du 70ème anniversaire de l'UAI, à quelques mois de sa commémoration, l'été prochain, lors du Forum mondial qui fera écho, d'un bout du siècle à l'autre, au premier Congrès mon-

à Bruxelles en 1910. L'événement fit alors date dans l'histoire des relations internationales. Le Prix Nobel de la Paix venait d'être institué en 1901, par testament de son auteur, pour récompenser « celui qui aura agi le plus et le mieux pour la fraternité des peuples, pour la suppression ou la diminution permanente des armements et pour la contribution et la propagation des Congrès de la Paix ». Nos pères fondateurs furent, à ces trois titres, parmi les premiers lauréats du Prix: Auguste BEERNAERT en 1909, Henri LA FONTAINE en 1913. à qui il faut associer Paul OTLET, son frère spirituel, et toute une équipe militante de beaucoup de foi et de dévouement. On doit à ces pionniers de l'organisation internationale d'avoir énoncé et pratiqué la solidarité transnationale, avant la lettre et le mot, dans la confusion des intérêts et des raisons d'Etats, souvent sous les reproches de contem porains sceptiques qui les taxaient volontiers d'idéalisme et d'utopie.

Or il est arrivé que l'évolution ou plutôt la révolution des faits réfute ce scepticisme à courte vue. Des faits assez bouleversants pour ébranler les esprits, même quand les cœurs restent froids, et pour donner à penser aujourd'hui à une certaine interdépendance des êtres et des choses, le temps venu des satellites artificiels, du voyage à la lune et de l'arme absolue. On songe ici au mot peremptoire d'André GIDE dans ses « Nouvelles nourritures » : tout grand progrès dans l'humanité est dû à l'utopie réalisée et la réalité de demain est faite de l'utopie d'hier et d'aujourd'hui.



* Message aux associations
lors de la conférence des
ONG de l'ECOSOC juillet 1979.

- La Fondation de l'Union des Associations Internationales, au Congrès Mondial de Bruxelles en 1910, évoque le temps des pionniers de la coopération internationale, quand l'initiative privée traçait hardiment la voie de l'organisation universelle des nations. Depuis lors, la Charte de San Francisco a associé les organisations non gouvernementales à l'œuvre des Etats.

Le réseau des relations internationales s'intensifie d'année en année, grâce aux progrès incessants des transports et des communications et à leur accès grandissant à toutes les couches de la société. Autour de chaque activité humaine, autour de chaque intérêt professionnel, scientifique, social ou culturel, s'organisent des associations internationales.

Cette extension des intérêts de l'homme à l'échelle universelle est une des plus belles pages de notre époque.

L'U.A.I. a décidé de donner à ses travaux d'information, d'étude et de contacts l'ampleur et la diffusion que permettent aujourd'hui les moyens de la technique moderne et qu'exigent l'intensification et l'importance grandissante des relations internationales. Au seuil de cette nouvelle étape de votre association, je forme les meilleurs vœux pour l'accomplissement de l'importante tâche que vous vous êtes assignée ».

U THANT
Secrétaire General de l'ONU
(1960)
à l'occasion du soixantième anniversaire de l'U.A.I.

En explorant les archives de l'UAI, qui sont comme le miroir rétroviseur de notre passé et un facteur de conviction dans la conduite présente de nos actes, nous trouvons l'admirable témoignage, au long du siècle, de l'initiative des personnes et de l'impulsion des associations dans la recherche soutenue de relations humaines fondées sur une morale internationale de nature démocratique.

Ainsi dans la démarche des maîtres du droit international et de leurs associations tendant à assurer la paix par l'arbitrage - une procédure en net progrès sur les bons offices et la médiation - quand BEER-NAERT animait la « Société belge pour l'arbitrage de la Paix » et multipliait les réunions au service de cette espérance.

Ainsi dans la recherche de la sécurité collective et du désarmement progressif, quand Henri LA FONTAINE et Paul OTLET présentaient leurs projets de pacte mondial, d'université internationale et de coopération intellectuelle en vue de la Société des Nations.

Ainsi plus tard et plus près de nous, à San Francisco, les précurseurs alors disparus mais leur message demeurant, quand les associations, nationales et internationales, pressèrent les Etats de faire bonne place aux droits de l'homme et à l'affranchissement des peuples dans la nouvelle Charte des Nations-Unies.

L'an dernier à Genève. M. Kurt WALDHEIM, dans une adresse aux associations, pleine de sens et d'a-propos, leur dit : « Les ONG ont été au cœur des Nations-Unies depuis le début, alors que leur vision et leur engagement ont joué un rôle-clé en inspirant les Actes de la Charte. Depuis lors, elles ont joué un rôle de participation toujours croissant en aidant les Nations-Unies à réaliser une large étendue de responsabilités ».

C'est relativement vrai, si l'on veut bien faire les distinctions nécessaires dans les suites de l'article 71 de la Charte, générateur de la consultation. Il y a en effet ONG et ONG, comme il y a fagot et fagot. Le Secrétaire Général des Nations-Unies le sait bien, lui qui ne s'est pas fait faute de déplorer dans ses rapports et interventions à l'Assemblée, les abus du pouvoir souverain et les obstacles mis, ici et là, à l'action des ONG, fût-ce dans le domaine purement humanitaire.

Car la réalité - internationale » d'aujourd'hui, étape de notre itinéraire à frontières ouvertes, c'est que les Nations-Unies sont organisées en système inter-tatique; un forum d'Etats généralement

disposés à une coopération avec les OING, au demeurant bien endiguée, dès lors que celles-ci ne les gênent pas, mais dont beaucoup sont prompts à dénoncer l'ingérence des forces d'opinion dans leur domaine réservé et, le cas échéant, à contester la légitimité du droit d'enquête et de critique.

« L'Union a joué un rôle de pionnier en matière de coopération internationale, comprenant très vite que celle-ci, plus que toute autre entreprise, exigeait un effort de synthèse et de coordination. Grâce à ses services de documentation, à ses recherches, à ses publications, l'Union établit un lien des plus utiles entre de nombreuses organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, et leur fournit ces instruments de travail précieux que sont l'Annuaire des organisations internationales et le Calendrier annuel des congrès internationaux. »

Il est en outre plusieurs domaines dans lesquels l'Unesco tient à exprimer à l'Union sa gratitude particulière. Je veux parler de la collaboration féconde qui s'est instaurée entre les deux institutions en ce qui concerne la terminologie scientifique, la diffusion de la documentation scientifique et la recherche de la paix ».

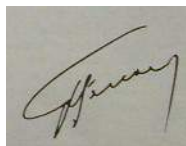
René MAHEU
Directeur Général de l'UNESCO
(1970)
à l'occasion du soixantième anniversaire de l'U.A.I.

Or, l'accent d'Etat mis à la priorité d'un nouvel ordre économique mondial et la restructuration de l'organisation internationale à cette fin font malheureusement craindre une restriction de la consultation actuelle, un recul plutôt qu'un progrès dans le sens espéré d'un « partenariat » des forces associatives transnationales. Le Forum de l'UAI, auquel la fonction internationale, universelle et régionale, apporte le concours de sa précieuse expérience, a pour dessein de rendre l'opinion des peuples et la classe politique des Etats attentives à cette grave affaire, d'intérêt si général qu'il ne se

borne pas au seul système des Nations-Unies, tant s'en faut.

« Connaissance est source de compréhension et de tolérance » disait feu U THANT dans le beau message adressé à l'UAI lors de son soixantième anniversaire. Notre Institut aurait le sentiment d'honorer sa tradition si son effort d'étude et d'information conduisait à un dialogue compréhensif et tolérant.

L'objectif visé par le premier Congrès mondial des associations était : « Une Organisation combinée des Etats et des Associations » et sa conclusion : « Les éléments constitutifs de l'organisation internationale sont les Nations d'une part, les Associations internationales d'autre part ». On estasse loin de là, pour ne pas dire que la moitié du parcours reste à faire. Mais les faits vont vite et la solidarité que nos précurseurs à l'âme sensible attendaient peut-être un peu trop des bons sentiments, peut désormais venir du simple bon sens, la chose au monde le mieux partagée, selon Descartes, en supposant qu'on ne fasse pas à l'illustre philosophe un procès de pensée occidentale.



Robert FENAUX.

P.S.

On lira plus loin, aux dossiers du Forum, des réflexions fort à propos sur une - civilisation associative », sous la plume de Jean-Maurice CHEVALLIER, le co-fondateur de la Fédération des Villes-Jumelées Cités-Unies, qui s'attache au principe de - l'autonomie coopérative », d'où découlent les droits et devoirs respectifs de l'autorité politique et du monde associatif : « C'est de citoyens que le pouvoir politique a besoin, c'est dans l'action associative qu'ils peuvent se former à la base et l'intérêt bien compris de tous exige qu'une telle action, non seulement ne soit pas entravée, mais que le pouvoir lui-même la tasse naître et en favorise l'épanouissement ».



ADDRESS BY H.H. THE POPE TO THE REPRESENTATIVES OF THE INGO's

Ladies and Gentlemen,

It gives me great pleasure to extend my greetings to the representatives of the Intergovernmental and Non-governmental Organizations who are present here, and to thank you for your cordial welcome. Your presence at the centre of the United Nations' activities is a consequence of the growing awareness that the problems of today's world can only be solved when all forces are joined together and directed towards the same common aim. The problems that the human family faces today may seem overwhelming. I for my part am convinced that there is immense potential with which to face them. History tells us that the human race is capable of reacting and of changing direction every time it perceives clearly the warning that it is on the wrong course. You are privileged to witness in this building how the Representatives of the nations endeavour to chart a common course in order that life on this planet will be lived in peace, order, justice and progress for all. But you are also aware that every individual must work towards the same end. It is individual actions put together which bring about today and tomorrow the total impact which is either beneficial or harmful for humanity.

The various programmes and organizations that exist within the framework of the United Nations Organization, as well as the Specialized Agencies and other inter-governmental bodies, are an important part of that total effort in the area of its

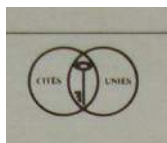
own specialization - be it food, agriculture, trade, environment, development, science, culture, education, health, disaster relief, or the problems of children and refugees - each one of these organizations makes a unique contribution not only to providing for people's wants, but also to fostering respect for human dignity and the cause of world peace. No organization however, not even the United Nations or any of its specialized



agencies, can alone solve the global problems which are constantly brought to its attention, if its concerns are not shared by all the people. It is then the privileged task of the non-governmental organizations to help bring these concerns into the communities and the homes of the people, and to bring back to the established agencies the priorities and aspirations of the people, so that all the solutions and projects which are envisaged be truly geared to the needs of the human person.

The Delegates who drafted the Charter of the United Nations had a vision of united and cooperating governments, but behind the nations, they saw also the individual and they wanted every human being to be free and to enjoy his or her fundamental rights. This fundamental inspiration must be preserved.

I wish to express my best wishes to all of you here who work together to bring the benefits of concerted action to all parts of the world. My cordial greeting goes to the Representatives or the various Protestant, Jewish and Moslem associations, and in a particular way to the Representatives of the International Catholic Organizations. May your dedication and your moral sense never become blunted by difficulties, may you never lose sight of the ultimate aim of your efforts : to create a world where every human person can live in dignity and loving harmony as a child of God.



**Le point de vue
de la Fédération mondiale
des Villes Jumelées - Cités Unies**

RÉFLEXIONS SUR LA CIVILISATION ASSOCIATIVE

par Jean-Maurice Chevallier'

La tendance à l'association est tellement naturelle chez l'homme - parmi bien d'autres espèces vivantes - qu'on a peine à comprendre la situation étiologique généralement faite à la vie associative : les associations en sont paradoxalement à revendiquer leur droit à l'existence et à l'expression dans la société, alors qu'en bonne logique la société devrait reconnaître et promouvoir le fait associatif comme un facteur essentiel de dynamisme et de progrès. Ce droit à la vie associative doit être notre exigence primordiale. Entendons par là non pas une vie larvée qu'on tolère avec condescendance pour l'étouffer si elle fait mine d'éclore, ni une vie factice qu'on feint d'encourager afin de la mieux domestiquer, mais une vie réelle, comportant assurément un cycle inévitable de pulsions et de tensions, mais par la même la seule qui soit gage de fécondité. Précisons également que la vie associative doit pouvoir se développer à tous les niveaux - sur le plan le plus modeste, mais non le moins utile, qui est le plan local - à une échelle plus vaste : régionale, nationale, plurinationale - enfin au niveau que la situation actuelle du monde rend nécessaire : le niveau continental, voire planétaire, celui où se situent les O.I.N.G.

A ces divers niveaux la vie associative se trouve en présence de l'autorité politique. Bien que les relations entre elles varient beaucoup suivant le niveau et les circonstances, le seul principe sur quoi ces relations puissent se fonder durablement et valablement est celui de l'autonomie coopérative. C'est de ce principe que découlent les droits et devoirs des uns et des autres.

Certes c'est une grande tentation pour l'autorité politique de disposer d'une - opinion - passive, indifférente, mal-

léable. Mais cette tentation a toujours été dangereuse : dans le meilleur des cas on crée une clientèle d'assistés, qui se muent à plus ou moins long terme en insatisfaits, puis en révoltés.

Seule une opinion informée, responsable, consciente de participer à la gestion des affaires communes peut écarter ce danger, et une vie associative autonome est le meilleur terrain où puisse prendre racine et se fortifier cette « participation » jusqu'ici plus souvent évoquée que pratiquée. Substituer aux sujets des anciens absolutismes les numéros matricules des nouveaux totalitarismes est le contraire d'un progrès : c'est de citoyens que le pouvoir politique a besoin, c'est dans l'action associative qu'ils peuvent se former à la base, et l'intérêt bien compris de tous exige qu'une telle action non seulement ne soit pas entravée, mais que le pouvoir lui-même la fasse naître et en favorise l'épanouissement.

D'ailleurs, nous n'avons pas le choix. Dans le passé le contrepoids habituel aux excès de l'autorité - hormis la révolte ouverte - était la possibilité d'un appel à une autorité « supérieure ». Or nous nous acheminons, ne serait-ce que par l'effet des progrès technologiques, vers une centralisation toujours plus poussée, où l'autorité supérieure devient toujours plus lointaine. A la limite, on peut concevoir une autorité planétaire, contre laquelle tout recours deviendrait impossible : si une telle autorité voulait se garder d'un arbitraire qui serait sans doute fatal à elle-même et au monde, son premier souci devrait être de ne pas se couper de la masse de l'humanité, dont la vie associative apparaîtrait comme le véritable sanctuaire de la liberté. Ou bien les discours sur les Droits de l'Homme resteront creux, ou bien ce droit particulier, le droit à la vie associative s'affirmera et apparaîtra comme le plus sûr garant de tous les autres droits. Mais il va de soi

qu'il n'existe pas de droits sans devoirs, ni d'autonomie sans limites : c'est même à l'acceptation de ses limites que se reconnaît la véritable autonomie, celle que ses excès ou son inconséquence ne mèneront pas à l'impuissance, voire à sa propre négation du fait qu'elle justifie par avance la « poigne » de l'autorité.

En premier lieu, le fondement nécessaire de la vie associative est une spontanéité vraie, s'appuyant sur un solide consensus à la base ; et il ne faut pas croire que cela « se fait tout seul » bien au contraire : une certaine inertie de la base - que de trop fréquentes désillusions passées expliquent peut-être, sans la justifier - a sa part de responsabilité dans la relative anémie de la vie associative, il faut le reconnaître honnêtement. En outre, la vie associative doit être inspirée par un souci élevé du bien général, et cela non plus ne peut être considéré comme acquis d'avance : de l'expression d'intérêts légitimes la glissade est aisée vers la défense d'égoïsmes collectifs, dégénérant infailliblement en rivalités qui pervertissent l'essence même du fait associatif. Dans le même ordre d'idées, on ne peut que dénoncer cette autre perversion qu'entraînent les discriminations de toute nature (âge, sexe, race, idéologie, etc.) : faire valoir un « droit » au détriment d'autrui est toujours, au bout du compte, une mauvaise opération.

Enfin il est clair que la défense, et même une défense énergique, de l'indépendance vis-à-vis de l'autorité politique n'a rien à voir avec une attitude systématique d'opposition et d'obstruction,

N'imaginons pas toutefois que ces beaux principes, même mis en œuvre, suffisent à donner une assise incontestable aux associations, soit devant l'opinion, soit devant l'autorité. S'associer pour s'associer, s'associer à vide

pour amst dire. ne mène pas loin - tout au plus au plaign discutable d'élire des présidents ou des secrétaires généraux Vivre, pour une association, c'est avoi un domaine de compétence, varié suivant les buts visés, étroit ou vaste suivant le niveau et la taille de l'association, mais un domaine bien défini. dans lequel et grâce auquel elle s'impose d'elle-même oar le service d'intérêt général qu'elle est appelée à y fournir.

Et c'est là que l'exigence d'autonomie coopérative énoncée plus haut prend tout son sens. Les Etats centralisés sont déjà atteints de boulimie administrative, et tout le monde sent bien que celle-ci tend à s'aggraver chez tes organismes inter-Etats. Vouloir tout faire, c'est l'asphyxie: laisser tout faire, c'est l'abolie: entre les deux maux également mortels, la seule voie rationnelle est celle de la coopération qui s'inspire du principe de subsidiarité : l'autorité ne se diminue pas, bien au contraire elle accroît son efficacité lorsqu'elle prend en compte l'informa-

tion fournie par les organes subsidiaires et laisse à ceux-ci une juste part de responsabilité dans l'exécution.

Aucune « révolution » ne saurait être plus constructive que cette coopération organique entre les centres de décision - nécessaires - et les « exécutants », les « usagers », les « praticiens », et sans qui les décisions prise au sommet resteraient des pièces d'archives.

Au tableau qui vient d'être esquissé des droits et obligations de chacun on peut reprocher son caractère passablement idyllique, sinon franchement utopique: et ce reproche n'est que trop fondé si l'on se réfère aux exemples du passé et même du présent : car l'égoïsme y apparaît comme un trait constant et souvent dominant (1). Ce qu'il convient de répondre, c'est qu'aujourd'hui les véritables utopistes sont ceux qui refuseraient de voir cette évidence : si nous n'élaborons pas d'urgence une civilisation plus consciente et plus solidaire, il n'y aura plus de civilisation du tout. Ce n'est même

pas une question de morale : là dura réalité est que nous n'avons plus les moyens d'être égoïstes.

Certes la mutation sera difficile et sa réussite est loin d'être assurée; et l'on ne prétend pas non plus que la vie associative soit l'unique remède aux maux qui nous assiègent. Mais enfin, c'est le lieu privilégié - à la fois école de formation et champ d'activité - où une mutation aussi considérable et aussi vitale peut s'accomplir, les « âges » de l'humanité ont été jalonnés jusqu'à présent par des conquêtes techniques : la pierre polie, le fer, la vapeur, l'électricité, l'atome...; n'est-il pas temps que le prochain et décisif progrès se réalise dans l'homme lui-même et que nous abordions l'âge de la civilisation associative ?

(1) Précisons bien : dominant d'un point de vue statements d'altruisme, d'exemples de dévouement, plus qu'ils aient régi le monde.

LA REPONSE DE LA FMVJ

Les considérations développées par J.U. Chevallier dans son rapport introductif, sans être littéralement extraites de la Charte de la FMVJ, en expriment néanmoins l'essentiel.

Par ailleurs la FMVJ, récusant tous les dogmatismes, n'a pas de dogme à imposer à qui que ce soit. C'est dire que les principes proposés plus haut peuvent être discutés, contestés, amendés à l'occasion de réunions comme le Forum de Bruxelles: ce qui nous paraît impérieux, en revanche, c'est que d'une réunion comme celle-ci se dégage une sorte de philosophie globale, susceptible d'inspirer une stratégie commune des O.I.N.G.

Dans l'immédiat, c'est-à-dire en vue de « l'enquête préparatoire », la FMVJ s'inspirera d'une part des textes de ses Actes, d'autre part de l'exposé ci-dessus, qu'elle croit de nature à répondre à la plupart des - questions indicatives - proposées aux participants. Les nombres renvoient naturellement aux paragraphes du Questionnaire.

Commission I

Nous pensons que le Rapport introductif a suffisamment insisté sur l'importance et la nécessité du fait associatif et sur les - attitudes et moyens propres à imposer les O.I.N.G. - à la considération et au respect - essentiellement volonté d'indépendance, compétence, « esprit coopératif » et discrimination

au questionnaire de l'UAI *

1.1. Les libertés des O.I.N.G. ne sont qu'un aspect de la liberté en général, qui ne se détaille pas, et ne connaît qu'une limite (mais trop souvent oubliée) : la liberté d'autrui. Cependant la vocation de la FMVJ l'incite à défendre plus spécialement :

- 1) le principe - et les moyens - d'une autonomie de décision suffisante, pour les collectivités locales ou régionales, notamment dans le domaine des contacts transnationaux (jumelages);
- 2) la libre circulation des personnes et des idées (la FMVJ a revendiqué la suppression au moins des visas de sortie).

Ainsi qu'on l'a dit, l'indépendance d'une O.I.N.G. trouve sa meilleure garantie dans le service d'intérêt général que l'organisation est apte à exercer dans le domaine de sa compétence, le fait de recevoir ouvertement des subsides en provenance d'Etats, d'organisations gouvernementales ou d'entreprises lucratives n'est pas de nature à disqualifier une O.I.N.G. pourvu bien entendu qu'elle refuse de - se vendre ». Tout au contraire ce sont les pouvoirs politiques ou économiques qui devraient rechercher la collaboration des O.I.N.G. dans la mesure où celles-ci leur apportent une garantie d'indépendance et d'impartialité, voire d'efficacité (Cf. ci-dessous I.3). Dans ces conditions un statut juridique internationalement

reconnu ne devrait pas effaroucher les O.I.N.G.

1.2. La spécificité, la diversité, la multiplicité des associations (1.1.b) ne sont pas des obstacles en soi, dans la mesure où elles reflètent des compétences variées, et ne servent pas de camouflage à des rivalités personnelles ou politiques. Elles doivent bien plutôt inciter les O.I.N.G. à se concerter afin de réduire les occasions de friction ou de concurrence (au besoin par d'éventuels regroupements), d'améliorer leur image de marque, leur information et leur efficacité, et en tout cas de défendre le plus fondamental et le moins contestable de leurs intérêts communs : l'indépendance.

I.3 et I.4. La participation - voire, dans les cas les plus défavorables, l'initiation - à l'action associative apparaissent non seulement comme des facteurs souhaitables du développement humain, individuel ou social, mais comme une issue possible (peut-être même indispensable) aux contradictions où la civilisation risque de périr : « les problèmes de solidarité, d'interdépendance, d'universalité, de contribution au développement » constituent à nos yeux une urgence absolue pour qui n'a pas le goût du nihilisme.

En instituant des jumelages-coopération entre villes de pays industrialisés et de

(1) Le questionnaire a été publié dans n° 11 de la Revue novembre 1979

pays en voie de développement, la FMVJ a montré non seulement quelle importance et quelle dimension elle attribue à cette question du développement, mais aussi quelle voie pourrait permettre une décentralisation effective en étayant les - plans - sur une action à la base, plus humaine, sûrement, et sans doute plus efficace. Car il n'est pas sans exemple qu'à un niveau élevé des crédits de coopération se dissipent en - études » et en - frais » (de nature très diverse...), alors que sur le terrain les partenaires engagés dans une action accepteraient mal de voir leur effort commun dilapidé sans profit.

Mondiale par sa vocation, locale par son implantation, la FMVJ ne croit nullement inconciliables ces deux aspects de son action (du moins quand on ne s'ingénie pas à les opposer artificiellement par des « préalables » à caractère politique). En tout cas, elle ne pense pas qu'il soit expédient d'imposer un « modèle », occidental ou autre, qui étoufferait dans l'œuf la spontanéité essentielle à toute vie associative.

1.5. Etant bien entendu qu'il s'agit ici de communication et non de propagande ou de prosélytisme, on ne peut qu'insister à nouveau sur la liberté de circulation et d'échanges.

L'information est un problème énorme : naguère encore déficiente, elle est devenue envahissante. On ne pourra échapper à la nécessité d'un tri, mais avec le terrible danger d'un tri tendancieux. Les « souverainetés nationales » seraient certainement mieux inspirées en faisant porter leur effort sur cette question capitale plutôt que d'élever des barrières assez dérisoires appelées à être balayées par les progrès techniques. Pour une action possible au niveau des O.I.N.G. voir ci-dessous III.2 et III.3.

Sans accorder au vocabulaire une importance excessive, on peut penser que la « transnationale » - dans la mesure où elle suggère des contacts d'une autre nature que les relations « internationales » des gouvernements - reflète de façon plutôt satisfaisante l'esprit et le comportement des associations concernées. Le rapprochement dans les mots avec les « multinationales » ne semble pas un obstacle dirimant; quelque opinion qu'on ait de ces dernières, on ne peut leur dénier le sens de l'efficacité, qui à certains égards les met en avance sur les Etats. Pourquoi un comportement analogue, mais pour des buts plus désintéressés, serait-il interdit aux associations ?

Commission II

II 1. La question serait plutôt de savoir si les Etats sont sages de donner la primauté absolue aux faits économiques. Personne certes n'a la folie de préférer une société de disette à une société de consommation; mais il suffit de regarder

les pays dits évolués pour se convaincre que cette société « de consommation » (ou, plus justement, de gaspillage inconscient) est foncièrement incapable de combler les aspirations de l'homme. N'est-ce pas précisément le rôle des O.I.N.G. d'alerter les pouvoirs et de frayer les voies vers un monde mieux équilibré ?

II.2 et II.3. La circulation à double sens de l'information entre la base et le sommet est une solution, certes partielle, du problème évoqué en 1.5; mais, dans son domaine de validité, les associations ont un rôle de premier plan à y jouer.

Il faut souligner, en ce qui concerne les O.I.N.G., qu'elles joueront ce rôle d'autant mieux que leur statut sera plus net et plus stable, et leur accordera un droit et des moyens permanents de collaboration avec les organisations intergouvernementales. Naturellement ce droit ne saurait être irrévocable, mais le considérer comme une faveur passagère et capricieuse est un obstacle à toute action sérieuse.

Il va de soi que le respect des buts et principes de la Charte des Nations Unies est une condition minimale de cette collaboration. Cela n'entraîne pas pour autant la soumission aveugle et passive à toute décision prise en haut lieu; une libre critique, même publique, doit pouvoir s'exercer (la FMVJ n'a pas hésité à le faire en diverses occasions). Mais une fronde systématique et de constants appels à l'opinion ne seraient guère réalistes, sauf crise majeure.

Pour 11.2. e), se reporter à I.1., I.2., I.3.

Commission III.

III.1 Tant qu'on se cantonne dans un domaine technique et assez spécialisé, les difficultés d'ordre linguistique ne paraissent pas en général insurmontables. Certes l'ambiguïté de la terminologie existe, même à l'intérieur d'une discipline donnée et d'une langue donnée (surtout si son extension géographique est grande), et il va sans dire que la traduction écrite, et à fortiori l'interprétation orale improvisée tendent à l'aggraver. Mais il est rare qu'entre gens qui savent « de quoi il est question » cette ambiguïté dégénère en véritables malentendus.

La situation est toute différente au niveau de l'homme-de-ia-rue. Prétendre qu'il n'a pas besoin de contacts extérieurs serait lui interdire toute participation à la coopération transnationale et l'amputer d'une certaine dimension culturelle et économique; l'inciter à ces contacts extérieurs sans lui en donner les moyens personnels serait pure hypocrisie. C'est pourquoi la FMVJ, reprenant et développant les thèses formulées par le « Monde Bilingue » il y a plus de 25 ans, proclame la nécessité de l'éducation bilingue : droit pour chaque homme à sa langue maternelle, obligation pour chaque homme d'acquiescer l'usage

d'une langue de communication internationale, par une initiation aussi précoce que possible et l'emploi équilibré des deux langues au cours de la scolarité.

Le Centre Mondial d'Information sur l'Educational Bilingue (CMIEB), centre spécialisé de la FMVJ, a pris la relève du Mouvement en adaptant ses objectifs aux nécessités de révolution des pédagogies et du développement. En tant que tel, il participera aux travaux de la Commission III.

On imagine sans peine que la FMVJ a eu maintes occasions de mesurer les difficultés et obstacles de toute nature qui se dressent sur la voie qu'elle a indiquée. Mais elle demeure persuadée: 1) qu'il s'agit bien là d'un problème fondamental, le plus important après l'éradication de l'analphabétisme - 2) que le remède qu'elle propose, s'il peut assurément être discuté dans ses modalités et ses méthodes, reste le seul qui aille au fond des choses, en conciliant le pluralisme culturel et « le droit de parler à son semblable » - 3) que l'effort éducatif à consentir est considérable, hors de proportion avec les mesures ponctuelles et timides prises ou même envisagées jusqu'à présent, mais qu'il n'a rien de chimérique et surtout qu'on a déjà perdu trop de temps.

III.2 et III.3. Dans le domaine qui lui est propre, et dans la limite de ses moyens, la FMVJ a cherché à faire circuler l'information et la documentation en créant des « Centres - susceptibles de réunir et rediffuser celles-ci, spécialement au niveau des villes. Citons entre autres l'Institut International de Promotion Communale Henri Jaquet (1) qui diffuse la documentation et l'information en direction des collectivités locales et des pays dans lesquels les structures communales sont encore très faibles, voire même inexistantes. En cela, il peut contribuer puissamment au développement de la coopération mondiale intercommunale, proposée et mise en œuvre par la FMVJ.

Commission IV.

Cette commission concerne en premier lieu les sociologues et les animateurs spécialisés de collectivités. Il nous paraît souhaitable qu'une véritable « technique » des relations publiques vienne simplifier les contacts entre participants à des réunions, colloques, conférences, etc.; un certain formalisme doit céder la place à l'efficacité. Les interventions et les suites qui leur seront données auraient tout à y gagner. Mais encore une fois nous pensons que c'est aux psychosociologues et organisateurs de se pencher sur ces problèmes spécifiques.

(1) Henri JAQUET, décédé en 1976, fut Président de la Villa suisse du Locle qu'il administra pendant près de 30 Ans. Il fut aussi l'un des principaux dirigeants de la FMVJ. A ce double titre il avait su établir et mettre en œuvre cette relation étroite entre le combat pour la paix et la démocratie, et le combat pour la défense et la promotion communales.

SCIENTIFIC RESEARCH COUNCIL ON PEACE AND DISARMAMENT

Reply to UIA questionnaire by

J.S. G.I. Morozov, Secretary-General and H.S. A.N. Kalyadin, Member of Council

1. a) At present we evidently see the manifestation of an objective law when the public is becoming more active and experts stronger influence on social processes. In the international scene, it manifests itself, in particular, in a more active and broad participation of INGOs in the discussion and solution of problems which are of extreme importance for mankind (maintenance of peace, disarmament, international cooperation, decolonization, development etc.). The possibilities for the INGOs to exert influence are closely related to general positive changes in the world and especially to changes in intergovernmental relations and in the state of the public mind conditioned by the process of the international détente.

b) The formation of a favourable « image » of INGOs would first of all be helped by a more active involvement of these associations - taking into account their specific nature and competence - in positive processes in the international scene, their support of all undertakings that serve to form a new system of international relations based on the peaceful coexistence, reliable security and equitable cooperation of all countries and peoples. In particular, it would allow to consolidate the « image » of INGOs as means of the expression of heart-felt aspirations of wide circles of the world public.

c) Various measures, including the growth of potentialities of the INGOs' competence in the appropriate sphere, the inclusion of important problems of consolidating the international peace in the programme of INGOs' activities, active usage of a Consultative Status by them, cooperation and coordination of activities with possibly wider circle of non-governmental organizations in the sphere of consolidat-

ing peace, would ensure the growth of the INGOs' authority in the international public's eyes and their higher efficiency.

1. a) For normal functioning of INGOs first of all it is necessary, on the one hand, that their activities meet the interests of the consolidation and development of international cooperation and, on the other hand, that an opportunity be given to INGOs for implementing official goals in accordance with the interests of preserving peace and the laws of the country of residence.

b) The main problem in the context of the question raised is coordination of the activities of international non-governmental organizations and a guarantee of their cooperation.

c) A more punctual regulation of legal status of INGOs would promote the efficiency of their activities.

d) The Scientific Research Council on peace and disarmament is a centre of the scientific and public thinking in the Soviet Union in the field of peace and disarmament. The Scientific Council coordinates peace and disarmament research carried out in different academic institutions.

2. a) Common interests of international non-governmental organizations consist first of all in their support of the principles and goals of the United Nations Charter and appropriate actions of this organization, in joint activities of INGOs promoting 'the consolidation of peace and détente, expansion of the international cooperation and strengthening a mutual understanding among peoples

b) The Coordination of the activities of international non-governmental organizations, including the scope of such forums as for example the conference of non-governmental organizations in Consultative Status with ECOSOC (CONGO), a search of practical ways of establishing and developing the coordination of non-governmental organizations in the solution of common tasks facing them, are of a special importance within the context of the question raised.

5. a) The realistic viewpoint of our organization on the international activities of non-governmental organizations is determined by the existence of sovereign countries in the world, different socio-political systems, different public interests and stands. In accordance with international law, the problems related to sovereign rights of states should be solved by them in compliance with their national interests and the interests of the international community as a whole.

b) An international non-governmental organization in its activities should not be guided by the interests of profit, taking into account its public nature.

c) We support the use of the term - INGOs ». Introduction of a new terminology could lead to misunderstanding and disputes taking into account the lack of a generally accepted understanding of the term "transnational association ».

II. 1 Under a - new world order - we understand an international order based upon the observance by the states of 10 principles of the Final Act of the Confer-

ence on Security and Cooperation in Europe, i.e. the principles of : sovereign equality; mutual refusal to use force or menace of force; inviolability of frontiers; territorial integrity of states; peaceful settlement of conflicts: non-interference into internal affairs of states; respect of human rights and fundamental liberties; equality and rights of the peoples to master their destiny; cooperation between states; conscientious fulfillment of obligations according to the international law. In this connection it is worth mentioning that the above mentioned principles are fixed in the Constitution of the Soviet Union - the fundamental law of the country (art. 29). All the non-governmental organizations are called upon to promote the establishment of a lasting international peace, the solution of significant political and social problems not confining themselves to the problems of the economic development.

2. a) The representativeness of an organization, its competence and compliance of its activities with the fundamental principles of the common international law including the United Nations Charter.

b) We consider both above-mentioned forms of the participation of non-governmental organizations « in international, universal, specialized and regional actions » to be equally important.

c) In our opinion, the granting of Consultative Status to non-governmental organizations imposes certain serious obligations upon them that presuppose a corresponding level of requirements to INGOs as to their competence, efficiency of their activities etc. The problems of the granting of a Consultative Status to non-governmental organizations is, as is well known, a prerogative of international intergovernmental organizations.

d) The activities of an organization having a Consultative Status should meet its requirements. We consider an elaboration of measures, promoting the efficiency of consultative relations, a more efficient participation of INGOs in the activities of IGOs and a greater contribution of non-governmental organizations to the activities of IGOs in the consolidation of peace and international cooperation, to be expedient.

e) The measures listed in this paragraph and aimed at the growth of the INGOs' efficiency seem to be appropriate and their number could be enlarged. As for solidarity with » developing regions » it is one of the conditions of the efficiency of the INGOs' activities.

III. 2. a) and b). We consider the problems

mentioned in these paragraphs to be important.

3. a) Collection of an objective documentation and a guarantee of the access to it for INGOs are important conditions for efficient activities of international non-governmental organizations.

b) The basic problems are of a material nature related to the availability of resources.

IV. 1. The main shortcoming consists in the fact that the preparation for such meetings is not always efficient, general discussions take too much time to the detriment of a profound consideration of specific problems.

2. Not necessarily.

3. See paragraph - a) ».

4. First, a more thorough consideration of preliminary materials in order to prevent protracted general discussions and, second, a wider application of the principle of consensus.



Photo Inbel.

CEEIM

Centre européen
d'étude
et d'information
sur les sociétés
multinationales



ECSIM

European centre
for study
and information
on multinational
corporations

LA TRANSNATIONALITE DE L'ENTREPRISE

par Rik Vermeire

Avant-propos

Le lait associatif transnational, dans sa dénomination présente, a pu prêter à quelque équivoque - sans le nécessaire discernement - entre l'entité associative désintéressée et les entreprises transnationales de profit. La description de la transnationale de ces dernières, dans son contenu à la fois extensif et interne, doit utilement clarifier la différence d'essence entre ces deux groupes d'organisations.

Un peu de sémantique

Jusqu'à la création par les Nations Unies du Centre sur les Sociétés Transnationales, le vocable le plus répandu pour qualifier l'entreprise de profit à grande dispersion géographique, hors des frontières du pays d'origine, était « multinationale ». Actuellement, les deux vocables se font concurrence.

Ils furent toutefois précédés par un grand nombre d'appellations comme « internationale », « plurinationale », « supranationale », « entreprise à vocation mondiale », « ou grandes unités inter-territoriales ». Chaque vocable lui-même proposant un contenu qui donnait lieu à controverses.

La terminologie académique

Parmi les académiques, à titre d'exemple. R. Vernon préfère le terme « entreprise » associée à « multinational » au lieu de « corporation » et qu'il définit comme « a duster of corporations of diverse nationality joined together by ties of common ownership and responsive to common management strategy » (1).

L'expression « international business » est proposée par Farmer et Richmond entendue comme « business operations of any sort by one firm, which take place within or between two or more independent countries » (2).

Neil Jacoby suggère la définition suivante : « a multinational corporation owns and manages businesses in two or more countries. It is an agency of direct, as opposed to portfolio, investment in foreign countries, holding and managing the underlying physical assets rather than securities based upon those assets » (3).

Quant à Kindleberger, celui-ci propose la distinction entre firmes nationales qui ont des activités à l'étranger, firmes multinationales qui cherchent à s'intégrer largement dans les communautés nationales où elles exercent des activités et sociétés internationales qui fonctionnent en tant qu'entités intégrées, comme entités économiques mondiales (4).

Howard Perlmutter, fondant sa distinction sur une orientation de la politique interne. leur a adjoint les qualificatifs « ethnocentrique », « polycentrique » ou « géocentrique » (5).

Il s'est trouvé même un auteur pour proposer les combinaisons de termes « multinationale internationale » (6). Selon la première formule, toute les filiales repolvent des ordres du siège central de gestion et ne constituent que les membres du corps de l'entreprise. Dans le second cas, il co-existe deux ou plusieurs sociétés-mères d'origine géographique différente pour diriger l'ensemble. Lorsque le siège central a cette nature internationale, on dit aussi que l'entreprise est transnationale.

Chez les dirigeants d'entreprise

Du côté des dirigeants d'entreprise, on retrouve le même manque d'accord sur une définition des entreprises multinationales.

A. W. Clausen, Président de Bank America Corporation, qui préfère le vocable - firme

transnationale », la définit ainsi: « Although transnational firms vary widely in their structure and operations, all must be concerned with most, if not all, of the following areas : management, ownership, financing, resourcing, manufacturing and marketing » (7).

Sir David Barran, of the Shell Centre. London, qui a repris le terme « entreprise internationale », comprend cette notion comme s'entendant depuis les entreprises géantes et très intégrées jusqu'au producteur d'un produit unique qui se voit poussé par les exigences de ses affaires vers les étapes successives d'extension à l'étranger (8).

Tandis que la définition la plus complète a été proposée originellement par Jacques G. Maisonrouge. Président de IBM World Trade Corporation, qui doit, à son avis, répondre à cinq critères de base pour pouvoir définir une entreprise multinationale (9) :

1. activité dans de nombreux pays
2. direction des filiales par des nationaux
3. organisation industrielle complète dans plusieurs pays
4. direction centrale multinationale
5. détention multinationale du capital.

Dans les organisations nationales et internationales

Des organismes officiels, nationaux ou internationaux, ont essayé de fournir des définitions qui intègrent les conceptions des académiques et des dirigeants- Le Département of Commerce des Etats-Unis trouve la définition de M. Maisonrouge satisfaisante (10).

Tandis que le Conseil Economique et Social des Nations Unies, suggère d'y ajouter des éléments plus quantitatifs, comme le nombre de filiales contrôlées à l'étranger, un nombre minimum de pays

vi établissement, ou la proportion du chiffre- d'affaires, de l'emploi ou des actifs, hors du pays d'origine (11).

Dans ce dernier cas. - the word transnational would better convey the notion that those firms operate from their home bases across national borders - (12), tandis que « international » suggère des relations entre les nations, avec l'accent place sur les nations elles-mêmes comme auteurs.

Toutefois. - although the definitional issue was briefly discussed at the second and third sessions of the U.N. Commission on Transnational Corporations, no decision on a precise definition has yet been reached. « Actuellement, les termes « multinational » et « transnational » sont utilisés comme synonymes dans la plupart des institutions autres que les Nations Unies (13).

Et pourtant, alors que de nombreuses instances internationales envisagent l'adoption de codes de conduite, la définition est

importante : quelle sera l'efficacité

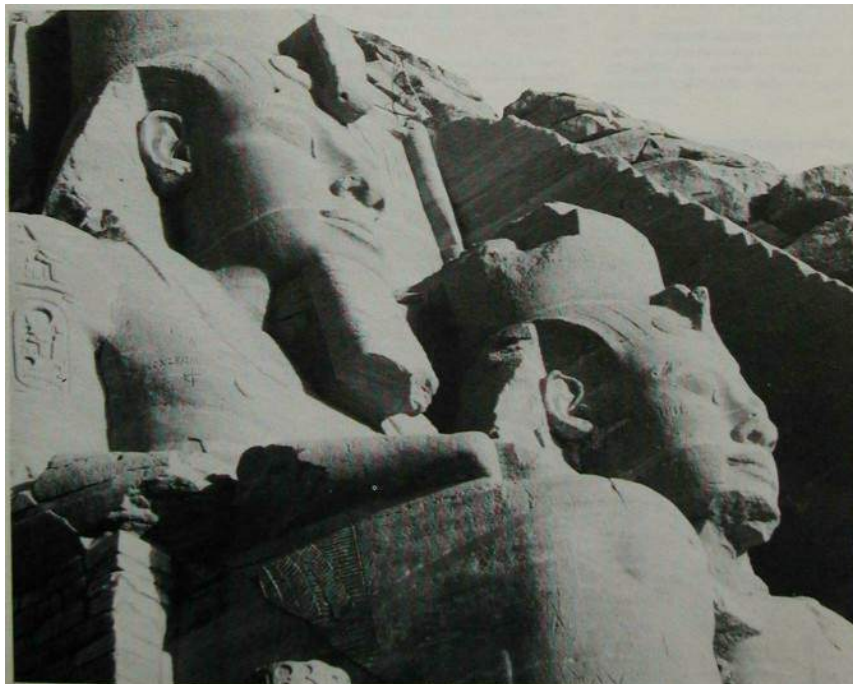
floue ne permet pas de déterminer ceux à qui ils devraient s'appliquer (14) ? Bref, la confusion reste grande, tant dans la terminologie que dans la phraséologie explicative, comme par exemple, « la grande entreprise américaine a pu faire peu à peu l'apprentissage de la multinationalisation en acquérant la souplesse et le savoir-faire pour s'adapter aux contraintes spécifiques à chaque nouveau marché national tout en gardant une vision globale et une direction centrale de l'entreprise » (15).

Non seulement, dans les essais d'explication qui précèdent, garder « une vision globale et une direction centrale » ne peut conduire à « l'apprentissage de la » multinationalisation », mais à l'affirmation de la « supra-nationalité » si on adopte l'orientation « géocentrique », ou de la « transnationalité », si la direction centrale garde un caractère « ethnocentrique », ce qui reste prédominant dans le cas précis de la gestion américaine.

Mais encore, ce n'est plus la structure même de l'entreprise (répartition géographique, pluralité d'origine du personnel de direction, multiplicité des sources de financement, notamment) qui lui donne qualité de « multinationale », mais en fait sa capacité de s'adapter à des marchés différents.

C'est cet aspect relatif de la définition qu'a bien perçu Tindall (16), lorsqu'il exprime que « any one multinational takes on different nationalities depending on whether one focuses on the place of incorporation of the parent company, or companies, the location of its subsidiaries, and the nationality of its managers, directors and shareholders ».

Mais, de conclure néanmoins : « Some multinationals clearly remain national in character, while with others the nationality of the above factors will be so diverse as to be truly multinational », sans préciser, ni dans un cas, ni dans l'autre, l'angle sous lequel on considère le fait, comme le suggère la phrase précédente.



Colosses représentant Ramses II (1290-1223 Av. J. C.) Unesco/ D. Roger

Le phénomène mondial

En raison des difficultés de définition évoquées ci-dessus, ce sera la notion même de la « multinationalité » ou de la « transnationalité » des phénomènes économiques, vécus à travers l'entreprise qui sera l'objet de l'analyse. Il sera question par la suite d'entreprise transnationale, sans préjuger la supériorité (toute relative) de ce terme par rapport au vocable « multinationale ». bien qu'un certain usage ait « popularisé » ce second terme dans la plupart des milieux extérieurs aux Nations Unies.

C'est donc la prise de conscience du phénomène de la mondialisation de tous les processus économiques, permise par des moyens nouveaux de communication et de transport, sous-tendus par un système économique largement libéral, qui sera le biais par lequel il sera tenté de tirer les conséquences sur le plan conceptuel, social, politique et économique. On sera nécessairement amené à envisager la nécessaire révision des concepts antérieurs qui ne permettent plus de saisir l'essence même des nouvelles réalités.

L'entreprise transnationale dans un système économique mondialisé

Agent économique très dynamique, bénéficiant d'un modèle économique ouvert qui la stimule, l'entreprise transnationale s'est adaptée aux circonstances, selon des stratégies ou simplement des adaptations successives en fonction du critère central de l'économie libre : l'optimisation des profits sous contraintes.

En fait, on pourrait exprimer ce phénomène dans une formule plus dynamique : l'économie dans son ensemble est actuellement transnationale, dans laquelle certains agents sont plus actifs que d'autres, ou l'ont été jusqu'à présent. Le mouvement, en effet, s'étend. Des entreprises de plus en plus nombreuses, de dimension de plus en plus réduite, voient leurs intérêts, sinon leur survie, dans le mouvement transnational.

Mais ce phénomène ne se limite pas au monde occidental. Des entreprises au nombre croissant, ayant leur siège soit dans des pays au système d'économie planifiée, soit dans des pays nouvellement industrialisés, apparaissent dans l'aéropage des 500 premières entreprises mondiales classées par le magazine Fortune.

Le processus même de la restructuration des activités des pays industrialisés, en échange de matières premières et de la sécurité d'approvisionnement, ne peut que stimuler le rôle des transnationales. Lorsque le Groupe des 77 négocie au sein des Nations Unies pour obtenir que 25 %

du volume mondial des produits manufacturés soient réalisés sur leur territoire pour la fin de ce siècle, ce sont à nouveau les entreprises transnationales qui seront nécessairement les agents privilégiés des transferts de ressources, fût-ce sous forme de technologie, de savoir-faire ou d'exploitation des marchés. On désire l'un des effets : en mesure-t-on assez les autres conséquences ?

Le nouvel ordre économique international semble en voie de se réaliser paradoxalement par les agents les plus critiqués de l'ordre présent. La nouvelle division internationale du travail, par les transformations qu'elle implique, est porteuse d'espoir et d'appréhension, sur fond de contradictions et de paradoxes.

Ainsi, l'ouverture récente de la Chine et son appel à l'investissement et au commerce occidental participent de la mondialisation de l'économie dont on soupçonne difficilement les répercussions possibles sur le mode de vie et sur l'avenir du monde occidental.

Pour certains, la menace est grande. La main-d'œuvre chinoise, très adroite et très active, coûtant le septième seulement de celle déjà bon marché de Hong Kong, vis-à-vis des salaires occidentaux, apparaît comme un danger immédiat. Un danger tant pour les débouchés des pays occidentaux que pour les marchés internes.

Mais aussi, avec l'appel irrésistible à la technologie occidentale qui fera de la Chine un partenaire industriel dont ses voisins les plus immédiats auront à tenir compte.

Pour d'autres, l'aubaine pour l'économie mondialisée ne pourrait être meilleure. Tout marché vaste à satisfaire offre d'innombrables possibilités d'expansion ou de coopération économique. Les machines, les usines et le savoir-faire des pays industrialisés pourraient trouver d'innombrables applications dans ce vaste territoire, apportant le bénéfice immédiat d'une reprise économique.

Il reste à savoir si ce marché est solvable. Mais, déjà se profile la transnationale de la banque, moins visible encore que la transnationale industrielle et qui s'est fortement développée dans le sillage de cette dernière et la domine déjà dans certains cas. La transnationale bancaire devrait mobiliser - sans doute le pourrait-elle avec quelques garanties - les moyens nécessaires à cette opération. Qui prendra toutefois la charge de ce risque à couvrir ? Qui va parier sur les bienfaits immédiats et futurs, sur l'interdépendance fondamentale des partenaires ?

Car, à travers la transnationalité de l'entreprise, se profile une chaîne de problèmes d'ordre social, culturel, éthique.

économique et politique. Car aussi, ce mouvement est irréversible. Le protectionnisme même, issu de la crise en stimule l'accélération : rapatriement de capitaux américains sur leur propre marché, stable, important et solvable et la cohorte grandissante des investissements européens qui se joint à ce mouvement en sont une démonstration éclatante. Des révisions de politique spectrales se sont produites récemment en Europe pour attirer l'investisseur américain en particulier. De la France à l'Ecosse, en Irlande déjà, la surenchère s'installe.

Non seulement, il est possible de se retirer d'un pays, mais les conditions du retour - ou la leçon pour d'autres avant établissement - renforcent le pouvoir de négociation de l'entreprise transnationale.

Un sujet de controverses

Les leçons tirées par ceux qui les observent ont suscité un vif débat sur le rôle et la place des entreprises transnationales dans la société. Doivent-elles devenir fou restes ? l'agent privilégié, l'instrument éminent, de l'intensification de l'économie transnationale ? Mais alors au profit de quel groupe social ?

Ou bien sont-elles, selon d'autres, à l'origine de tous les problèmes qui confrontent aujourd'hui nos sociétés occidentales : chômage, crise monétaire, crise de confiance ? A supposer qu'il en fût ainsi, de quelle alternative dispose-t-on ?

Dans l'écheveau des opinions contradictoires, cet agent économique parviendra-t-il à tenir la gageure de satisfaire suffisamment - équitablement - les intérêts des uns et des autres ?

Ici encore la situation est confuse, complexe et diversifiée. La nature du produit, le pays d'origine parfois, la personnalité des dirigeants souvent, la conjoncture économique sûrement, influencent notablement les comportements.

Il n'existe pas de modèle d'entreprise transnationale en tant que tel. Bien que des essais de typologie aient été proposés (17), traduits dans les réalités vécues par l'entreprise, les classifications proposées n'offrent souvent qu'une ressemblance lointaine.

En fait, le seul principe unificateur des entreprises transnationales est la nécessité d'assurer un profit suffisant, en protégeant leur part du marché et si possible en l'accroissant, soit nécessairement dans la lutte avec les entreprises concurrentes.

L'unité d'objectif n'exclut pas l'opposition sur le terrain, au contraire elle lui est consubstantielle.

Est-ce à dire que tout moyen est bon pour assurer cette part de marché ? Certaines entreprises l'ont cm. Les scandales ont rejailli sur l'ensemble des transnationales. Ce fut là l'origine, selon d'aucuns, du débat international qui a cours aujourd'hui à propos des transnationales. Défendues pour leur dynamisme et leur organisation, ont-elles, par ailleurs, fondamentalement contribué à la disruption sociale, à la dégradation de l'environnement, à la crise économique et monétaire (et inversement), à la crise énergétique, à la course aux armements, à la menace de la famine, à la déculturation des pays tiers ?

Nombreux sont les écrits, innombrables les discussions qui évoquent les deux visages de ce Janus moderne. Il est tentant il est aisé, en période de crise, de chercher un bouc émissaire. C'est oublier précisément que la diversité des transnationales est telle que ces dernières se prêtent difficilement à globalisation. Ou bien alors sur des aspects très précis et très limités, comme leur principe unificateur de profit.

Toutefois, lorsque les quelques centaines d'entreprises les plus importantes des pays occidentaux contrôlent directement ou indirectement quelque 50 % du commerce mondial, il n'y a pas réellement d'alarme sans raison. L'économisme l'emporte. En d'autres termes, il est réaliste d'imaginer qu'une partie significative du commerce mondial et donc des activités industrielles, des modes d'exploitation et de commercialisation qui sous-tendent ces dernières, est susceptible d'échapper, ou échappe déjà, soit à toute tentative d'en moduler les effets par un contrôle des Etats ou des interlocuteurs sociaux, soit simplement à la loi du marché.

Puissantes et incontrôlables ?

Il n'est même pas possible que des mesures trop rigides ou vexatoires soient adoptées. Ceux qui ont pu en adopter en furent souvent les victimes finales. Bien évidemment, certaines firmes ou leur filiales ont pu souffrir de pertes immédiates. Mais, la crainte pour d'autres de se voir imposer le même sort les a rendues extrêmement prudentes à l'égard de ces pouvoirs : la réduction ou l'absence d'investissements, de commerce, de flux financiers ou d'experts ont rapidement mis en position de faiblesse ceux-là même qui se croyaient forts.

Ainsi, par la mondialisation de l'activité industrielle, de nouvelles forces sont nées, de nouveaux modes et moyens d'entraide ou de pressions, au gré des intérêts en cause ou des choix idéologiques qui ne manquent pas d'animer les acteurs en présence. C'est la naissance

du « pouvoir transnational privé », soit en première approximation » l'ensemble des formes de conception, d'organisation et de gestion de projets collectifs se situant à une échelle transnationale et échappant au contrôle des sujets traditionnels de droit des gens, c'est-à-dire des Etats-nations et des organisations inter-étatiques » (18). En bref, ce nouveau pouvoir mène « des stratégies autonomes, en grande partie indépendantes des pouvoirs politiques nationaux, donc sans contrôle du point de vue du bien commun » (19).

Dès lors, la notion de « la souveraineté nationale qui implique en principe l'indépendance, s'évanouit si, économiquement, les gouvernants ne peuvent pas choisir une fonction d'objectif et favoriser, pour la mettre en œuvre, un agencement de moyens à la disposition des nationaux et de l'Etat » (20).

Cet aspect important mérite attention. Mais, en outre, tout projet véhicule par une grande firme, parce que conçu pour le long terme, alors que les dirigeants politiques orientent leur comportement. Sur la durée d'une législature, est, au plein sens de l'expression, societal (21). C'est, en fait, le projet « d'un remodelage du sys-

tème international à sa propre image soit, selon Jantsch, une fonction planétaire de « régulation », ou la tâche de « coordination transculturelle » (22).

De la position de force de ces agents économiques, d'aucuns en ont conclu à l'abus. Encore que la notion d'abus soit toute relative, rien n'est plus difficile à prouver, voire à démontrer. Si certains individus peuvent se comporter comme des irresponsables vis-à-vis de l'humanité - et il en existe dans le corps des transnationales comme dans tout corps social - pour lesquels le profit à court terme est le moteur de toute action, ce serait imprudent d'extrapoler et d'en appeler à l'irresponsabilité sociétale en bloc des entreprises transnationales.

Le danger existerait-il que jamais autant de contrôles et de contre-pouvoirs, ou simplement des mécanismes auto-régulateurs, n'ont autant proliféré à l'égard d'autres composantes sociales. La crainte même de l'abus a suffi pour multiplier les actions préventives.

Les gouvernements s'organisent, se consultent et s'informent, exigeant plus de clarté ou adoptant des instruments de contrôle ou de surveillance pour faire



Enfant Thibetain - Photo: Unesco/W. Hubbell

valoir leurs intérêts. Les organisations gouvernementales internationales préparent ou adoptent des codes de conduite. Les pays en vote de développement, au sein du Groupe des 77, expriment leurs soucis et imposent leurs vues dans des instances de plus en plus nombreuses. Le mouvement syndical international ne voit une chance de se faire entendre qu'au niveau transnational.

La transnationale d'un agent suscite, bien qu'avec un certain délai, la transnationale des autres qui cherchent la parade à l'échelle adéquate. Par contre, si la force des entreprises transnationales réside dans leur flexibilité, leur adaptabilité, leur mobilité, leur talent d'organiser, de réaliser et de vendre, la force des autres protagonistes se trouve dans leur légitimité inébranlable tant qu'ils sont au pouvoir, sans aucune nécessité intrinsèque et vitale d'efficacité économique immédiate et dans l'autonomie politique conférée aux Etats et à leurs constituants dans le système international actuel.

Aussi, entre les divers protagonistes le discours n'est pas inégal, il est différent en nature et en temporalité. Efficacité économique, contre pouvoir politique; bénéfices immédiats eu égard ou non aux effets sociaux évolutifs et mesures correctrices retardées, avec compensation des effets pervers éventuels.

C'est bien à ce niveau que peu perçoivent encore la modification profonde qu'apporte la mondialisation de l'économie. On retrouve la « persistance des analyses conflits - concours de souverainetés théoriquement égaux en droits et

en pouvoirs » et « le système des forces et des modes de production des objets et des informations continue d'être considéré comme une variable exogène de l'analyse » tandis que « le dogme du monopole de la contrainte publique » et celui de la « souveraineté » externe continuent de régner sans partage sur l'univers des discours de la science politique » (23).

La perception de l'inter-relation des phénomènes liés à l'interdépendance n'a pas encore vraiment été citée. Non pas dans le sens que dénonce François Perroux de « l'abus cynique que le politicien aime à faire de l'indépendance dans l'interdépendance, pour asservir ou pour bernier un partenaire moins riche et moins puissant » (24) mais comme la nécessité d'études systématiques des transformations des fonctions de la puissance publique et des autres agents et de leurs inter-réactions réciproques, chaque agent devenant variable endogène d'un ensemble intègre, en relation constante et mouvante avec d'autres ensembles intégrés, plus ou moins proches, mais dont l'avenir de chacun est indissolublement lié au devenir des autres.

On peut dire que la firme transnationale, précisément dans son comportement réel essaie de « tenir compte dans l'analyse d'un intérêt de chaque espace et de trancher entre la tendance qui voudrait que l'intérêt d'un espace donné ne se définisse qu'en fonction des optimums relatifs à chaque espace différencié, se coordonnant avec les autres espaces, au lieu de viser à une intégration du tout pour la réduction à l'unité » (25).

Conclusion

La mondialisation de l'économie est l'aboutissement du processus de croissance des économies occidentales, permis et stimulé par divers facteurs, notamment les progrès technologiques et l'amélioration des modes de communication et de transport (26). L'abaissement des coûts qui en a résulté a propagé et exacerbé de proche en proche la concurrence pour les parts des marchés ou les approvisionnements en matières premières. Un sens plus aigu aussi de l'interdépendance en est issu. Mais la transnationalisation forcée et en décalage des autres agents, s'appuyant à la fois sur la première et l'aménageant, a suscité réclusion de malaises, de malentendus, de mythes ou d'espoirs dont on a peu fait la part encore.

Le devenir du monde est en bonne partie conditionné par ce mécanisme complexe, analyse selon des concepts dépassés en fait, dont on n'a pas encore perçu la profonde interdépendance des acteurs, des espaces et des générations.

L'analyse nouvelle, nécessairement systématique, doit permettre de résoudre le dilemme fondamental : chacun et chaque espace devront-ils s'adapter à une économie qui se veut et qui devient mondiale, ou bien des choix individuels sont-ils possibles qui vont au contraire forcer les jeux de l'économie mondiale, pour la moduler selon des règles qui n'obéiront pas surtout et d'abord aux lois économiques libérales ? Y répondre sera la gageure des générations prochaines. Trouver un mode d'analyse adéquat sera déjà une réussite.

Références

- (1) VERNON, R.
- *Economie Sovereignty at Bay* -
Foreign Affairs. Vol. 7. N° 1. October 1968. p. 1 14
- (2) FARMER and RICHMOND
- *International Business : An Operational Theory* -
R.D. Irwin, Inc., 1966, p. 13.
- (3) JACOBV, Neil
- *The Multinational Corporation* -
The Center Magazine. Vol. 3 n° 3, May, 1970. p. 38.
- (4) KINDLEBERGER, C.
- *American Business Abroad* -
Yale University, New Haven, Conn., 1969.
- (5) PERLMUTTEH, H.V.
- *The tortuous evolution of the multinational corporation* -
Colombia Journal of World Business, vol. 4. N° 1. Jan-Fev. 1969.
- (6) SCMMITTHOFF, Clive M.
- *Multinational Enterprises* -
The New Law Journal (1971) N° 1. 1963
- (7) CLAUBEN A. W.
- *The International Corporation : An Executive's View* -
The Annals Vol 403, September, 1972. p 14
- (8) BAHARAN, Sir David
- *The Multinational Broom in Sheep's Clothing* -
Journal General Management. Vol 1. N° 3. 1074, p13
- (9) MAISONROUGE, Jacques G.
m Bradley and Bursk
- *Multinationalism and the 29th Day* -
Harvard Business Review. Vol. 50, N° 1, Jan-Feb. 1972. p. 39.
- (10) U.S. Department of Commerce
The Multinational Corporation : Studies on U.S. Foreign Investment. Vol. 1, U.S. Government Printing Office, March 1972. p. 7.
- (11) Pour un classement des significations diverses accordées aux termes rencontres, voir aussi UNITED NATIONS, Department of Economics and Social Affairs.
- *Multinational Corporations m World Development* -
U.N., New York, 1973. ST/EC/190 - Annex II.
- (12) UNITED NATIONS ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL.
Transnational Corporations m World Development -
U.N., New York, 1976. E/C.AQ/ 36, 0. 159.
- (13) Ibid., p 60. note 7.
- (14) Multinational Service.
- *MNCs a problem of definition* -
August 2. 1979- N° 64
- (15) BERTIN, Gilles Y.
- *Les Sociétés Multinationales* -
P.U.F. 1975, p. 23
- (16) TINDALL, op. cit. p 13
- (17) BROOKE, M.Z. & H.L. REMMERS
- *The strategy of multinational enterprises* -
London. Pitman, 1978. 290 p.
- (18) DECOUPLE, André Clement
- *Firmes multinationales et perspectives du système international* -
Quelques éléments d'analyse -
Analyse et Prévision. T. XIV, 1972. pp. 1269-1330
p. 1287
- (19) PAUL VI (Pape)
- *Lettre apostolique de sa Sainteté le Pape Paul VI à Monsieur le Cardinal Maurice Roy, à l'occasion du 80e anniversaire de l'Encyclique Rerum Novarum* -
Cahiers de l'Actualité Religieuse et Sociale. N° 17.
- (20) PERROUX, François
- *Indépendance de la nation* -
Union Générale d'Édition (Collection 10-18)
Paris. 1971. 312 p. p. 7.
- (21) DECOUPLE, op. cit. p. 1298
- (22) Ibid., p. 1300.
- (23) DECOUPLE, op. cit., p. 1276
- (24) POURROUX, François, op. cit., p. 306.
- (25) ANGERS, François-Albert
- *La tume plurinationale et l'Etat-Nation* -
L'Actualité Économique (Montréal), 40 année, n° 4, janvier-mars 1971, pp 726-733.
- (26) MICHALET, C.-A. et DELAPIERRE, M.
- *Pouf quoi et Comment les Entreprises deviennent Multinationales* -
Bruxelles. C.E.E.I.M. 1978.33 p.



LES ONG ET LE CONSEIL DE L'EUROPE

par Claude-Laurent GENTY *

Introduction

Les ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe - actuellement 216 - entretiennent avec le Conseil de l'Europe des relations d'information et de consultation. Le Secrétariat Général informe régulièrement les ONG des travaux du Conseil, de l'Assemblée Parlementaire, du Comité des Ministres, des différentes Directions du Secrétariat. Les ONG informent le Secrétariat Général des études menées dans les divers domaines qui concernent le Conseil. Elles organisent parfois des colloques qui se déroulent au Conseil de l'Europe, sous l'égide du Conseil ou de son Secrétaire Général.

Le Conseil de l'Europe consulte les ONG lors de l'élaboration de son Plan à moyen terme.

I. Réunion générale annuelle d'information des ONG

Chaque année, à l'occasion de la session de janvier/février de l'Assemblée Parlementaire, le Secrétaire Général invite toutes les ONG dotées du statut consultatif à une « réunion générale d'information » sur les travaux réalisés et ceux en cours d'étude. Il est alors entouré de tous les Directeurs du Secrétariat, qui répondent aux questions des représentants des ONG et écoutent leurs avis et suggestions.

II. Conférence plénière annuelle des ONG

Depuis 1977, les ONG dotées du statut consultatif tiennent, également à l'occasion de la session de janvier/février de l'Assemblée Parlementaire, une « Conférence Plénière ». Celle-ci, au cours de sa

première réunion en janvier 1977, a constitué une « Commission de Liaison » chargée de faciliter et de développer les relations entre le Conseil de l'Europe et les ONG dotées du statut consultatif. Les rapports entre la Conférence Plénière et la Commission de Liaison sont définis par un Protocole de Fonctionnement de la Commission de Liaison. Selon ce Protocole, chaque année, la Conférence Plénière des ONG entend le rapport d'activités de la Commission de Liaison, renouvelle (tous les deux ans seulement) une partie des membres de la Commission et définit les grandes lignes de son action.

III. Commission de liaison des ONG

Depuis janvier 1977, la Commission de Liaison des ONG, composée des représentants de 17 ONG élus par la Conférence Plénière, s'efforce de faciliter et de développer les relations entre le Conseil de l'Europe et les ONG dotées du statut consultatif, plus particulièrement avec les Commissions de l'Assemblée Parlementaire et les Directions du Secrétariat Général.

La Commission de liaison a obtenu du Comité des Ministres, et avec l'appui de plusieurs parlementaires¹ (« Questions écrites » de MM. Grant et Spautz), un bureau permanent (dans le Bâtiment B) et la mise à sa disposition d'une secrétaire à mi-temps. Elle se réunit au moins trois fois par an, à l'occasion de chaque session de l'Assemblée Parlementaire. Elle suit la préparation, le déroulement et les conclusions des « réunions sectorielles » qui sont périodiquement organisées par chacune des Directions du Secrétariat Général, à l'intention des ONG intéressées par leurs domaines d'action respectifs.

Le Bureau de la Commission a déjà été reçu plusieurs fois par le Secrétaire Général et le Secrétaire Général adjoint du Conseil de l'Europe, pour examiner les problèmes que pose l'amélioration des relations entre les ONG et le Conseil de l'Europe.

Enfin, trois de ses membres - dont son Président-composent depuis 1978, avec plusieurs parlementaires de la Commission chargée des relations avec les Parlements nationaux et le public, un Comité mixte « Parlementaires - ONG ». Le but de ce Comité est de développer les relations d'information entre l'Assemblée Parlementaire, ses Commissions et toutes les ONG dotées du statut consultatif.

Conclusion

Ainsi,

- grâce aux structures de liaison récemment mises en place par les ONG : Conférence Plénière, Commission de Liaison.
- grâce également aux réunions générales annuelles d'information et aux différentes réunions sectorielles,
- grâce, enfin, aux travaux du Comité Mixte « Parlementaires-ONG », Les ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe espèrent pouvoir désormais être mieux associées aux travaux du Conseil de l'Europe, en
- informant leurs sections nationales et tous leurs membres, des résultats des travaux de l'Assemblée Parlementaire;
- participant aux travaux des Commissions Parlementaires et des Comités d'Experts (propositions de sujets d'étude, suggestions, contributions par l'apport d'expériences ou d'études etc). Une ère nouvelle s'ouvre pour les relations entre les O.N.G. et le Conseil de l'Europe.

Claude-Laurent GENTY

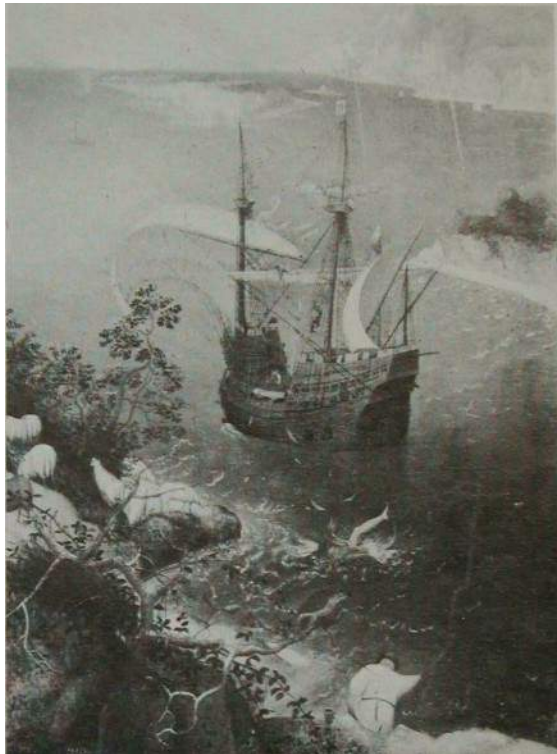


Photo C.G.T.

ANNEXE

Objectifs à moyen terme et à long terme de la Commission de Liaison des O.N.G.

1° Objectifs à moyen terme :

- participation des ONG à l'élaboration, à la réalisation et à l'évaluation du Plan à moyen terme du Conseil de l'Europe;
- conception renouvelée et renforcement de l'efficacité des réunions sectorielles.

2° Objectifs à long terme :

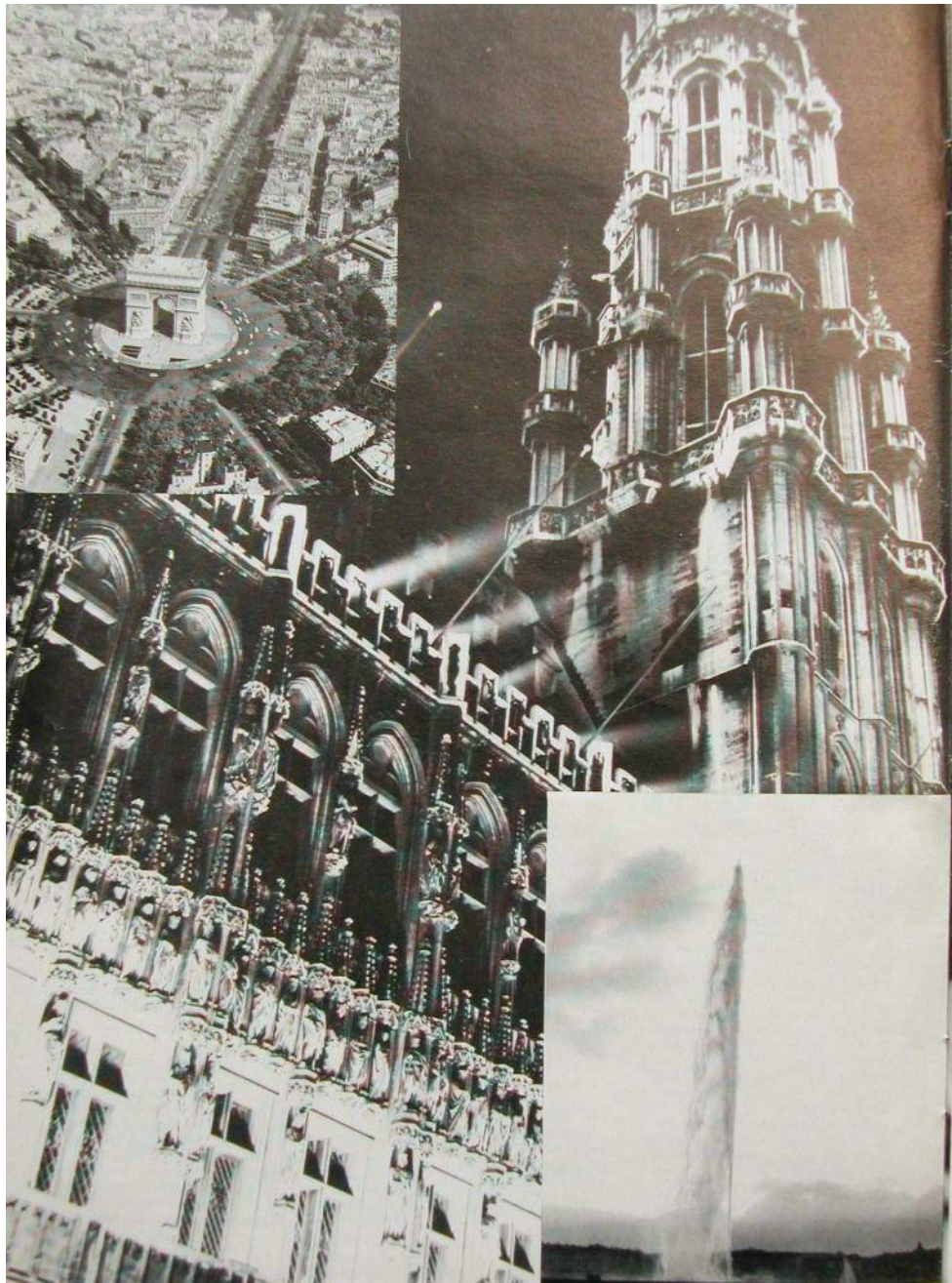
- consultation effective des ONG en vue des orientations et des activités du Conseil de l'Europe;
- création de liaisons permanentes entre les ONG et l'Assemblée Parlementaire
- faire de l'actuel Comité ad hoc mixte « Parlementaires - ONG » un organe

permanent de liaison entre l'Assemblée Parlementaire et la Conférence plénière des ONG.

3° Perspectives d'avenir :

- rôle accru des ONG par rapport à l'évolution future du Conseil de l'Europe ;
- dialogue européen Est-Ouest et Nord-Sud favorisé par le champ géographique du Conseil de l'Europe (21 pays) et celui, souvent mondial, des ONG;
- dimension culturelle de l'Europe favorisée par la vocation commune du Conseil de l'Europe et des ONG : Droits de l'Homme, Culture et Education, etc...

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 1/1980



4^e REUNION DES FEDERATIONS DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES ETABLIES A GENEVE, BRUXELLES ET PARIS

(avec la participation de l'UAI)

La séance s'ouvre sous la présidence de M. Ritchie, qui souhaite la bienvenue aux participants à la présente réunion, que la FIIG se réjouit de pouvoir organiser dans le cadre des manifestations marquant son 50^e anniversaire.

Activités des Fédérations

FAIS:

Les travaux les plus récents de la FAIB ont porté sur :

- l'étude d'un statut juridique international pour les OING, et qui vient de faire l'objet du Séminaire qui s'est tenu le 2 octobre à Genève à ce sujet;
- la relance du projet de création à Bruxelles d'une Maison Internationale sous forme non plus d'un bâtiment unique, mais d'un ensemble de maisons situées dans une même rue, et dont certaines abriteraient les locaux des associations, tandis que d'autres serviraient à l'hébergement des délégués de passage, et d'autres encore à l'implantation de boutiques, banques, bureaux de poste, etc.

UOINGEF:

- avant tout, l'association a tenu à acquiescer le statut juridique qui lui était nécessaire pour pouvoir mener à bien ses activités. Depuis novembre 1978, elle jouit de la personnalité juridique en vertu de la loi française de 1901.
- un des projets de l'association consiste également en l'implantation en France d'une Maison Internationale. La ville de Lyon a fait des propositions en ce sens, et Paris a également fait preuve de dispositions favorables à cet égard. Une telle émulation peut contribuer à voir se réaliser ce projet. L'UOINGEF entreprendra une étude des besoins des OING en la matière, ainsi que de la mesure dans laquelle elles peuvent contribuer financièrement au projet.

FIIG:

- depuis douze mois les efforts de la FIIG sont concentrés sur la préparation des manifestations des 1. 2 et 3 octobre marquant son cinquantième anniversaire, en même temps, la FIIG a mené une enquête concernant les effets de la situation économique et monétaire sur ses institutions membres.

- à l'heure actuelle, la FIIG tente d'obtenir que les autorités compétentes mettent gratuitement à la disposition de ses membres l'utilisation du Centre International de Conférences de Genève. Sur le plan des locaux, il faut mentionner les possibilités que représentent déjà le Centre de la rue de Varembe, le Palais Wilson, et les bâtiments appartenant en propre à certaines organisations. Dans son action en vue d'aider ses membres à trouver des locaux adéquats, la FIIG a toujours joui de la compréhension des autorités locales et espère pouvoir compter, le cas échéant, sur celle de la Fondation Immobilière pour les Organisations internationales. (FIPOI).

La question des locaux dont doivent disposer les OING semblant être un problème sur lequel se penche chacune des Fédérations, il paraît utile d'y vouer une attention particulière.

Les participants estiment que :

- la collaboration des autorités locales semble indispensable en vue de la réalisation des projets avancés. Il y a lieu toutefois d'éviter qu'il n'en résulte pour les OING une trop grande dépendance à l'égard de ces autorités, ce qui pourrait être préjudiciable à leur action.
- les Fédérations d'OING peuvent utilement attirer l'attention des autorités de leurs pays-hôtes sur l'avantage économique que représente la présence des bureaux des OING sur leurs territoires.

Dans cet ordre d'idées, les Fédérations pourraient établir des bases communes d'études dont les conclusions les aideraient à appuyer les démarches qu'elles entreprennent auprès des autorités de leurs pays-hôtes en vue d'obtenir des avantages en faveur de leurs membres.

Une comparaison de ce qui se fait dans les différents pays pourrait faire ressortir non seulement les avantages offerts (p. ex. en matière de statut juridique ou de régime fiscal), mais aussi les inconvénients (p. ex. en matière de recrutement de personnel étranger) auxquels les OING sont confrontées. De cette comparaison pourrait également résulter une émulation entre pays-hôtes, dont bénéficieraient les organisations internationales. Il est rappelé à ce propos que certains pays (tels

que l'Autriche) semblent actuellement faire un effort pour inciter les OING à établir leur siège sur leur territoire.

Les Fédérations se donnant pour tâche générale de promouvoir les intérêts de leurs membres, leur action peut présenter de nombreux aspects.

Afin de mieux connaître leurs formes d'activités respectives, chacune des Fédérations échangera avec les autres tous documents susceptibles de les tenir au courant réciproquement.

En outre, chacune des Fédérations établira un rapport de synthèse sur un sujet susceptible de les intéresser toutes. Il est convenu de répartir les tâches et sujets comme suit :

- UOINGEF :

Rôle et activités des Fédérations

- FIIG :

Critères d'admission des membres

- FAIS :

Obstacles rencontrés par les OING dans leur action.

Par la suite, des études ou des échanges de vues pourront également être consacrés à d'autres sujets, tels que le financement des OING, la participation de leurs membres aux activités qu'elles organisent, les formes de leurs activités, etc. L'utilité d'échanges de vues réguliers entre Fédérations leur semblant évidente, les participants conviennent de se réunir à nouveau dans un proche avenir. Au nom de l'UOINGEF, Mme Goncet invite les Fédérations à tenir leur prochaine réunion à Paris dans la première moitié du mois de mars 1980. Cette invitation est acceptée à l'unanimité.

M. Fenaux fait une communication au sujet du Forum Mondial que l'UAI organise en juin 1980, grande rencontre internationale des associations transnationales, et dont l'intérêt est évident pour les institutions membres des trois Fédérations. Une réunion des Fédérations aura lieu à Bruxelles à l'occasion du Forum.

Les participants remercient la FIIG et son Comité de ce qu'ils ont bien voulu faire pour assurer à la présente réunion un aussi parfait déroulement.



LE PROBLEME DES OING EN RELATION DE CONSULTATION AVEC L'UNESCO, AYANT DES SECTIONS DE MEMBRES A TAÏWAN

Nous versions ici au dossier du groupe de travail du Forum chargé du problème des obligations du - Statut consultatif », un résumé du rapport du Directeur Général de l'Unesco distribué en vue de la 108ème session du Conseil exécutif de cette Institution spécialisée. On y trouvera les réponses de dix-huit OING pressées de se conformer aux exigences des résolutions des 19ème et 20ème sessions de la Conférence générale ayant trait aux relations que leurs sections de Taïwan entretiennent avec des autorités « usurpant le nom de Chine ». Ces réponses sont une remarquable illustration de l'indépendance statutaire des associations, un principe que l'UAI a affirmé dans sa propre réponse à l'enquête de l'Unesco et qui figure en tête du programme du Forum.

La Conférence générale, à sa vingtième session, après avoir examiné le point 67 de son ordre du jour intitulé « Question des organisations internationales non gouvernementales entretenant des relations avec l'Unesco et ayant des branches, sections ou membres liés à la « clique » de Tchiang et usurpant le nom de Chine », a adopté la résolution 7/34. Cette résolution se référant à la résolution 7/34 adoptée par la Conférence générale a dix-neuvième session.

1. Demande à toutes les organisations internationales non gouvernementales qui entretiennent des relations avec l'Unesco et auxquelles participent encore des branches, sections ou éléments liés à la clique de Tchiang et usurpant le nom de la Chine ou employant tout autre nom, de prendre des mesures pour les exclure immédiatement et de rompre toutes relations avec eux;

2. Invite le Directeur général :

(A) A transmettre cette résolution à toutes les organisations internationales non gouvernementales entretenant des relations avec l'Unesco.

(b) A demander aux organisations internationales non gouvernementales concernées de l'informer des mesures qu'elles auront prises pour se conformer à la présente résolution.

(c) A prendre toutes autres dispositions qu'il jugera nécessaires pour inviter instamment les organisations internationales non gouvernementales concernées à prendre des mesures en application de la présente résolution.

(d) A soumettre un rapport sur la question au Conseil exécutif à sa 108^e session.

3. Afin de donner suite à cette résolution, le Directeur général a adressé le 11 mai 1979 une lettre (Annexe 1) à toutes les organisations internationales non gouvernementales entretenant des relations officielles avec l'Unesco (catégories A, B et C), en leur communiquant, pour information, le texte de la résolution 20 C.7/34.

4. A la même date, le Directeur général a adressé une autre lettre (Annexe 2) aux organisations internationales non

gouvernementales qui l'ont informé, au cours des années précédentes, qu'elles avaient des branches, sections ou membres à Taïwan. Le Directeur général attirait plus particulièrement l'attention de ces organisations sur les alinéas 2 (b) et 2 (d) de la résolution 7/34 et les invitait à l'informer avant le 15 juin 1979 des mesures qu'elles auront prises pour se conformer aux dispositions de ladite résolution.

5. Sur instructions du Directeur général, le Sous-Directeur général pour la coopération en vue du développement et les relations extérieures a adressé une lettre datée du 7 mai 1979 (Annexe 3) à toutes les organisations internationales non gouvernementales n'ayant jamais répondu aux lettres précédentes du Directeur général sur le même sujet.

6. A la date du 27 juin 1979, le Directeur général a reçu des réponses de 18 organisations internationales non gouvernementales sur les 41 ayant signalé qu'elles avaient des branches, sections ou membres individuels à Taïwan.

* Le 9 juillet 1979, une lettre de rappel a été adressée aux 23 autres organisations concernées qui n'ont pas répondu à la lettre ci-dessus mentionnée du Directeur général. Les réponses feront l'objet d'un addendum à ce document.

... Le Directeur général soumet ci-après à l'attention du Conseil les textes des lettres des organisations internationales non gouvernementales concernées par la résolution 20 C.7/34 et ayant répondu à sa lettre circulaire du 11 mai 1979.

CATEGORIE A :

Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante



* En réponse à votre lettre du 11 mai dans laquelle vous demandiez des renseignements concernant la résolution 7/34 adoptée par la Conférence générale à sa session de 1978. J'ai le plaisir de vous faire connaître la position adoptée par la CMOPE en 1978 lors de l'Assemblée des délégués de notre Confédération :

« L'Assemblée des délégués prend note (a) de la décision prise par la Conférence générale de l'Unesco en 1976 de demander aux organisations internationales non gouvernementales entretenant des relations avec l'Unesco de rompre toutes relations avec les organisations de Taiwan qui leur sont affiliées et (b) de la demande adressée par le Directeur général de l'Unesco, invitant les organisations intéressées à lui rendre compte des mesures prises pour donner effet à cette résolution. Elle prend note en outre qu'une demande analogue lui est parvenue du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Tout en reconnaissant l'importance du problème soulevé par l'Unesco et la FAO, l'Assemblée ne se préoccupe pas moins des questions de principe plus générales

ainsi posées. Elle note que des mesures prises dans ce cas précis pourraient créer un précédent et faire naître, ultérieurement, des exigences analogues dans d'autres cas.

L'Assemblée considère que, en principe, c'est à la Confédération de décider de la nature et du caractère des organisations qui peuvent lui être affiliées. Elle note de plus que, sur recommandation du Comité exécutif, toute organisation membre peut se voir retirer la qualité de membre si elle ne s'est pas acquittée des obligations prévues par la Constitution ou les règlements.

L'Assemblée note que (a) la Confédération peut admettre, en qualité de membre à part entière, les organisations composées d'enseignants se trouvant sur une

nal et un système d'éducation séparé ne correspondant pas nécessairement aux frontières politiques des Etats tels qu'ils sont reconnus par l'Organisation des Nations Unies; (b) les organisations définies à l'Article VI de sa Constitution peuvent être admises en qualité de membre associé sans qu'elles aient nécessairement un caractère national.

L'Assemblée considère que c'est à la Confédération de définir le territoire à l'intérieur duquel un membre à part entière est censé exercer ses activités en ce qui concerne sa liste d'adhérents. A cet égard, l'Assemblée note que la Société d'éducation de Chine figure sur la liste des membres à part entière comme exerçant ses activités sur le territoire de Taiwan.

L'Assemblée note que le Comité exécutif ne voit aucune raison de recommander l'exclusion de la Société d'éducation de Chine, de l'Association municipale d'éducation de Taipei et de l'Association provinciale d'éducation de Taiwan, et elle appuie cette décision ».

Comme je l'ai indiqué dans ma lettre du 29 août 1978, nous espérons vivement que l'Unesco reconnaitra le bien-fondé de ces arguments compte tenu du fait que nous sommes une organisation non gouvernementale et sera sensible aux efforts que la Confédération a faits pour éviter tout malentendu au sujet de ses relations avec les enseignants de Taiwan.

John M. Thompson
Secrétaire général ..

Confédération internationale des syndicats libres

•• Nous nous référons à votre lettre datée du 11 mai relative au sujet repris sous rubrique.

Notre position à cet égard a été précisée antérieurement apportant ainsi les renseignements nécessaires sur la question.

C. Lehnars

Pour le Secrétaire général -.

La Confédération internationale des syndicats libres avait, en effet, précisé sa position dans sa lettre du 23 janvier 1974 au Directeur général. La Confédération soulignait que « l'article I de ses statuts qui détermine l'affiliation à la CILS est fonction de l'esprit et des principes stipulés dans le préambule. De plus, le Congrès est l'autorité suprême de la CILS en matière d'affiliation ».

12-6-1979



Conseil international des unions scientifiques

« En réponse à votre lettre DG/7.6.2/A.157 du 11 mai, je vous prie de trouver ci-après le texte d'une résolution adoptée par l'Assemblée générale du CIUS à sa 17e session, à Athènes, en septembre 1978 :

«Considérant le développement de la coopération internationale entre les hommes de science de la République populaire de Chine et ceux d'autres nations.

Convaincue que le moment est venu de «doubler d'efforts pour accueillir les hommes de science de la République populaire de Chine au sein du CIUS.

Rappelant que l'article 8 concernant les membres nationaux a été révisé afin qu'à certains malentendus soient évités.

Décide d'explorer les moyens de faciliter et d'engager des échanges de vues entre les hommes de science de Chine continentale et ceux de Taiwan;

Invite le Comité exécutif à étudier soigneusement ces questions pour en rendre compte à l'Assemblée générale à sa dix-huitième session ».

Lors de sa réunion du 29 septembre qui a immédiatement suivi l'Assemblée générale, le Comité exécutif du CIUS a autorisé le Président et le Secrétaire général à poursuivre leurs négociations et à faire de leur mieux pour assurer la participation des hommes de science de la République populaire de Chine au CIUS et à ses travaux, et à prendre les mesures qui s'imposent pour s'efforcer de mettre en contact les hommes de science des Académies de Pékin et de Taipei, conformément à la résolution de l'Assemblée générale.

Forts de cette autorisation, le Président, le Secrétaire général et le Secrétaire exécutif, désireux de mettre en œuvre les termes de la résolution de la 17^e Assemblée générale, ont engagé des pourparlers avec les représentants des deux communautés, cela, sans succès jusqu'à présent

De nouvelles initiatives éventuelles seront examinées à la prochaine réunion du Comité exécutif.

Sir John Kendrew
Secrétaire général ».

CATEGORIE B : Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines

- Je me permets de me référer à nos précédentes lettres des 5 mai 1977 et 1^{er} avril 1976 dans lesquelles nous appelions votre attention sur la Constitution de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines, qui est la base de l'affiliation des unions chrétiennes féminines au Mouvement mondial. Dans ces mêmes lettres, nous signalions que l'Alliance n'admet - ou n'exclut - les groupes féminins que dans la mesure où ils satisfont - ou se dérobent - aux obligations et responsabilités prescrites par cette Constitution.

Compte tenu de cela, l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines n'a pas de raison de rompre ses relations avec l'Union chrétienne féminine de Taipei.

Erica Brodie
Secrétaire général «.
28-5-1979



Bureau mondial du scoutisme

- Ainsi que je l'avais déjà manifesté dans ma lettre du 25 avril 1977 sur le même sujet, je suis heureux de confirmer ici que l'Organisation mondiale du mouvement scout, ayant un caractère strictement apolitique, n'a jamais entretenu ni n'entretient a présent aucune relation avec la - clique - mentionnée dans la Résolution adoptée par la Conférence générale. Par conséquent, il nous est impossible de rompre une relation qui n'existe pas

Les Organisations membres de la Conférence mondiale du Scoutisme sont des Organisations non gouvernementales et, d'après les termes de notre Constitution mondiale, seule la Conférence mondiale peut décider de la reconnaissance, la suspension ou l'annulation de l'appartenance d'une Organisation membre.

Laszlo Nagy
Secrétaire général »>.
11-5-1979



Caritas Internationalis.

Confédération internationale d'organismes catholiques d'action charitable et sociale.

« Votre lettre DG/7.6.2/A.157 du 11 mai 1979 nous fait connaître la résolution 7/34 adoptée par la dernière Conférence générale de l'Unesco (vingtième session).

Nous en prenons bonne note et après consultation, notre Secrétaire général me charge de vous confirmer la teneur de notre lettre RI 102/78 du 16 octobre 1978, qui précise les raisons motivant la position de notre Confédération, laquelle regroupe à ce jour plus d'une centaine d'organisations membres dans tous les continents.

Ce point de vue, conforme à nos statuts, a reçu l'accord de notre Comité exécutif, ainsi que le soutien de notre dernière Assemblée générale plénière, qui s'est tenue à Rome en mai 1979.

Nous espérons que cette réponse, s'ajoutant aux précédentes, et qui ont retenu l'attention de notre Comité exécutif depuis plusieurs années, vous donnera satisfaction, d'autant plus que ces derniers mois ont marqué une intensification réelle de la collaboration de l'Unesco et de Caritas Internationalis.

M. Durel
pour le Secrétaire général ».
12-6-1979

Dans sa lettre du 16 octobre 1978 ci-dessus mentionnée, le Secrétaire général de Caritas Internationalis disait :

« Nous avons lu attentivement la déclaration de Monsieur le Directeur général à l'occasion de l'ouverture de la 16^e Conférence des ONG, mais nous tenons à vous

dire que nos instances exécutives ayant délibéré plusieurs fois sur ce sujet ne peuvent que maintenir leurs positions antérieures.

Notre organisation membre sise à Taiwan nous continuons à l'affirmer, est un organisme de caractère purement caritatif et humanitaire. De plus, notre Organisation membre au plan local est de droit privé puisque non gouvernementale. C'est dans ce sens que nous pensons préserver, comme le souhaite Monsieur le Directeur général, le - caractère fondamental - international de l'Unesco.

Nous avons également pris note avec satisfaction de la déclaration de Monsieur le Directeur général, lorsqu'il préconise « d'éliminer définitivement des éléments de tension artificiels », et ceci à une période où l'on reconnaît partout la valeur des ONG, et que les relations de Caritas Internationalis avec les différents secteurs de l'Unesco connaissent un bon développement.

Nous n'avons pas en ce moment l'occasion de nous rendre à Paris, mais la Délégaration de notre Organisation sera présente tout au long de la vingtième session de la Conférence générale de l'Unesco. Comme vous le voyez, la proposition de Monsieur le Directeur général a retenu toute notre attention, et nous espérons vivement qu'à l'occasion de la vingtième Conférence, ce que nous pensons être un simple malentendu disparaîtra définitivement ».

Comité international pour le fair-play

« En réponse à votre lettre du 11 mai 1979 - DG/7.6.2/A.157 - nous avons l'honneur de vous confirmer que le Comité international pour le fair-play se conforme à la résolution 7/34 adoptée par la Conférence générale de l'Unesco lors de sa vingtième session.

Mme L. Meunier
pour le Comité ».
29-5-1979

Conseil international de l'action sociale

« Me référant à votre lettre traitant de la question susmentionnée, qui nous est parvenue à la fin de mai, nous avons l'honneur de vous informer que notre Secrétaire général n'est pas en Europe à l'heure actuelle et que notre bureau doit déménager dans le courant du mois. Notre réponse à votre lettre s'en trouvera retardée, à notre grand regret.

M. Schmidt Sohtag
Chargé des relations internationales ».
6-6-1979

Le Conseil international de l'action sociale, par lettre du 6 juin 1977, reproduite dans le document 103 EX/27, avait

informé le Directeur général que le Comité de représentants réuni en juillet 1976 avait adopté une résolution par laquelle il avait « décidé de maintenir l'affiliation de l'organisation aujourd'hui connue sous le nom de Conseil de l'action sociale, Taipei, Taiwan ».

ICSID

Conseil international des sociétés d'esthétique industrielle

- Le Comité exécutif du Conseil international des sociétés d'esthétique industrielle confirme qu'il continue d'être prêt à établir des contacts avec la République populaire de Chine. Le membre japonais de notre Conseil a fait un voyage d'étude sur l'esthétique en juin 1978. Notre attitude n'est ni plus ni moins rigoureuse que les relations existant entre Taiwan et la Chine.

Yoshio Nishimoto
Secrétaire général».
18-5-1979)

Fédération internationale d'astronautique

- En ce qui concerne la position de la Fédération internationale d'astronautique, notre Constitution prévoit que les membres ne peuvent être exclus que pour les manquements définis dans ce texte.

Toutefois, pour répondre au vœu de la République populaire de Chine, nous nous proposons de classer notre unique association membre de Taiwan sous - Taiwan - et non sous - Chine ».

J'en ai informé notre société de Taiwan ainsi que celle avec laquelle nous entretenons des relations épistolaires à Pékin.

Celle-ci n'est pas encore membre de la Fédération, mais nous espérons sincèrement que la mesure que nous avons prise lui permettra d'adhérer sans embarras.

Gibson
Président ».
20-5-1979



Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs

- Le problème de la participation du - membre national chinois - aussein de notre Fédération retient notre attention et

par lettre du 7 juillet 1977 notre Président avait déjà eu l'honneur de vous exposer les résultats des délibérations de notre sixième Assemblée générale (Varsovie - juillet 1977).

Depuis cette époque, les contacts avec les représentants chinois se sont poursuivis régulièrement et à plusieurs reprises, tant par lettre qu'au cours de nos conversations avec M. Kaddoura, sous-directeur général pour les sciences. L'Unesco a été informée de l'état de nos relations...

Ces entrevues ont illustré l'évolution de nos interlocuteurs qui ont paru beaucoup mieux comprendre que par le passé la position de notre Fédération, association internationale *non gouvernementale* dans laquelle tout « membre national » doit se conformer aux statuts en vigueur, notamment pour ce qui touche aux admissions.

Nos interlocuteurs nous ont donné l'assurance que nos lettres ne resteraient plus sans réponse, comme cela s'était produit dans le passé, et qu'une démarche de leur part permettrait, probablement, de sortir du status quo où nous nous trouvions placés depuis plusieurs années.

C. Herselin
Secrétaire général ».
11-6-1979

Fédération PEN

« Je vous remercie de votre lettre relative à la résolution 7/34 adoptée par la Conférence générale l'année dernière. Notre position concernant notre Centre de Taiwan, qui, vous vous en souvenez, s'appelle le Centre PEN chinois de Taipei, demeure inchangée. Comme tous les autres Centres PEN, il ne prétend pas représenter le pays dans lequel il se trouve, mais uniquement ses membres, sur le plan individuel comme sur le plan collectif. C'est un principe acquis pour la Fédération internationale des PEN clubs qu'un centre ne représente pas son pays et ne peut donc être tenu pour responsable des initiatives de son gouvernement.

Toutefois, je ne manquerai pas de soumettre votre lettre au Comité exécutif international, lors du 44e Congrès international, qui se tiendra à Rio de Janeiro le mois prochain pour solliciter ses instructions.

Je saisis la présente occasion pour signaler que lors des entrevues qui ont eu lieu récemment entre les représentants de la République populaire de Chine et les membres de notre Centre français, il a été dit qu'il n'y aurait pas d'objection à ce que notre Centre de Taiwan continue de fonctionner, à condition qu'il ne prétende pas représenter la Chine. Je vous tiendrai bien entendu au courant de la décision de notre Comité exécutif.

Peter Elstob
Secrétaire international ».
12-6-1978

Organisation mondiale pour la promotion sociale des aveugles

« Conformément à la Constitution de l'Organisation mondiale pour la promotion sociale des aveugles, notre organisation est ouverte aux ressortissants de tous les pays du monde, et ses membres sont classés en cinq catégories : membres nationaux, membres internationaux, membres associés, membres honoraires et membres honoraires à vie. Les membres nationaux sont désignés par chaque pays participant aux travaux de l'Organisation mondiale et constituent les délégations nationales. Les membres nationaux, les membres internationaux et les membres honoraires à vie participent aux assemblées générales de l'Organisation et disposent sans réserve du droit de vote.

Les membres associés et les membres honoraires ne font pas partie des délégations nationales, et, s'ils peuvent participer aux assemblées générales et à d'autres réunions à titre d'observateurs, ils n'ont par contre pas le droit de vote et ne peuvent pas être élus membres des comités.

L'Organisation mondiale a un *membre associé* à Taiwan, M. Tsung Wen Shiong, administrateur du Comité pour les aveugles de Taiwan, qui assure le fonctionnement d'une école pour enfants aveugles.

Toutefois, M. Tsun Wen Shiong *ne* représente pas son pays ni aucun intérêt politique; il n'est membre qu'à titre personnel.

L'Organisation mondiale a déjà, à maintes reprises, essayé de s'assurer la participation de la République populaire de Chine aux échanges internationaux de connaissances et de données d'expérience en matière de protection sociale des aveugles, et elle a invité le gouvernement chinois à devenir membre national de l'Organisation. Nous avons renouvelé ces efforts lorsque, il y a quelques mois, nous avons appris que la République populaire de Chine avait créé, en février 1978, un Ministère des affaires civiles, qui comprend les services pour les handicapés, notamment les aveugles. Par l'intermédiaire de l'Ambassade de la République populaire de Chine à Copenhague (Danemark), nous avons essayé d'entrer en contact avec le ministre de ce nouveau service administratif, M. Tche Tse-Houa, ainsi qu'avec l'Association nationale des aveugles, en appelant leur attention sur la possibilité de devenir membres de l'Organisation mondiale.

Anders Amor
Secrétaire général honoraire ».
8-6-1979

Rehabilitation International. Société internationale pour la readaptation des handicapés

« Poursuivant les efforts que nous avions déjà déployés pour prendre contact avec le ministère responsable en Chine en vue d'examiner les modalités d'une représentation adéquate de ceux qui s'occupent des problèmes des handicapés dans ce pays, nous avons été mis en rapport avec le Ministre des affaires civiles, à qui, semblerait-il, cette tâche a été confiée. Nous lui avons envoyé des renseignements concernant notre structure et nos services, et nous avons proposé une consultation soit à New York, soit à Pékin, au sujet de la représentation future.

J'espère sincèrement que cette démarche aura une suite positive et nous permettra de trouver une solution répondant au mieux aux intérêts des handicapés des régions concernées.

Norman Acton
Secrétaire général ». 31-5-1979

religieux et humain de tous les hommes sans discrimination d'opinion, de race, de nationalité.

Les correspondants directs et les membres de UNDA sont, non des personnes ou des entités d'ordre politique, mais les évêques ou les organismes désignés par eux sur le territoire géographique où s'exerce leur mandat et au service de toutes les personnes, pour la justice et pour la paix, dans l'esprit et le respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Notre Association a bien noté, en particulier, la résolution 2758 (XXVI) adoptée le 25 octobre 1971 selon laquelle « le gouvernement de la République populaire de Chine est l'unique représentant légitime de la Chine à l'Organisation des Nations Unies ».

Jean Desautels, S.J.
Secrétaire général ». 19-6-1979



Zonta international

» Nous avons effectivement à Taiwan cinq clubs Zonta qui, à ce titre, sont membres de Zonta international, organisation à but philanthropique sans attache politique ou partisane d'aucune sorte. A vrai dire, notre Règlement interdit toute activité de ce genre.

Ces cinq clubs font partie des 800 clubs répartis dans 46 pays et comptant quelque 30.000 membres. Tous ces 46 pays ne vivent pas en bonne intelligence politique, mais notre association étant une organisation à but philanthropique de femmes cadres supérieurs d'entreprises ou exerçant des professions libérales.

dont le but unique est d'améliorer les conditions d'existence d'autrui sans sectarisme, nous ne soutenons aucune « clique ou faction » politique. Notre position demeure telle que nous l'avons exposée dans les communications que nous vous avons adressées les 14 janvier et 26 septembre 1974. 30 mai 1975 et 30 août 1977.

Evelyn E. Dewitt
Présidente internationale ». 31-5-1979

La position de Zonta international, telle qu'elle a été énoncée et reproduite dans les rapports précédents du Directeur général au Conseil exécutif est la suivante : « Zonta international est une organisation non gouvernementale authenti-

quement apolitique, rassemblant des femmes cadres supérieurs d'entreprises ou appartenant aux professions libérales. La localisation géographique de ses membres ne correspond à aucun alignement politique particulier, pas plus que le fait d'appartenir à un Club Zonta ne signifie l'adhésion à une politique quelconque ».

CATEGORIE C :



Association internationale des Lions Clubs

« En réponse à votre lettre, j'ai l'honneur de vous informer que notre Comité directeur doit nécessairement être saisi de votre lettre, car elle représente un changement de position concernant les conclusions des échanges de vues que nous avons eus précédemment à ce sujet.

Toutefois, notre Comité ne se réunira pas avant le 12 juin 1979. et nous nous efforcerons de vous faire parvenir une réponse aussitôt après.

Roy Schaezel
Administrateur exécutif
et secrétaire général ». 8-6-1979



Conseil international des infirmières

- Vous êtes en possession de la correspondance que nous avons engagée avec vous dans le passé au sujet de l'association de Taiwan membre du C.I.I. et nous n'avons nulle raison de modifier notre position. Toutefois, nous avons commencé à faire des recherches au sujet du personnel infirmier de la République populaire de Chine et en attendons les résultats.

Dans votre communication précédente, vous nous avez aimablement invités à vous rendre visite pour étudier cette question et si je vais à Paris prochainement, je me ferai un plaisir de prendre contact avec vous pour que nous puissions convenir d'un rendez-vous.

Winifred W. Logan
Directeur exécutif », 8-6-1978

unda

Association catholique internationale pour la radiodiffusion et la télévision

- Les buts et les activités de notre association, qui est une organisation non gouvernementale, ne se situent en aucune manière sur le plan politique.

UNDA est essentiellement une organisation professionnelle et autonome de l'Eglise catholique, laquelle entretient depuis toujours les meilleures relations avec l'Organisation des Nations Unies et ses Organisations spécialisées, en particulier avec l'Unesco.

Le but de UNDA est de mettre la radio, la télévision et tous les moyens audiovisuels annexes au service du développement



The problem

Despite the sophistication of conference organization, there is an increasing sense of malaise (1). Even in well-organized events, something seems to be missing. There are a variety of symptoms of this, including :

- participants preferring coffee table exchanges to formal sessions.
- participants simply bored with pre-planned sessions and finding excuses to leave the conference site (whether for business engagements or tourism).
- participants intimidated by the proficiency of those who frequently participate in such events,
- small group sessions failing to bring together the people who could fruitfully interact.

(*) With some applications for communication in complex conventional organizations

- participants frustrated in their efforts to present ideas to others, possibly because of discussion time constraints,
- participants irritated by the formality or informality of the conference process (e.g. style of chairperson, protocol arrangements, etc.),
- experienced participants « holding back » - from active involvement in discussion sessions in order to give inexperienced newcomers an opportunity,
- speakers frustrated in their inability to continue a dialogue with participants after their presentation (and possibly on other topics),
- participant irritation at use of discussion time by some to publicize their interests and views in order to make useful contacts.
- participants and speakers unable to correct misunderstandings which appear to have arisen from their interventions,
- pre-planned topics preventing discussion of spontaneously emergent topics

or those of interest to a participant minority,

- participants with several interests unable to communicate ideas to sessions organized in parallel with the one corresponding to their major interest or obligation,
 - ideas distorted by poor simultaneous interpretation,
 - participants having difficulty in determining the people with whom discussions would be most fruitful.
- Much of the interest of a conference lies in the unforeseen communication between those present. This is necessarily unplanned and independent of the conference programme. The challenge is to find ways of stimulating and facilitating it.

A simple solution : participant messaging

Many conferences make available a « message board » for the exchange of messages between participants. This is

seldom a high priority concern of the organizers and in its usual form it has little impact on the above problems. But with relatively little funds or personnel, participant interaction messaging can acquire a whole new dimension. This is all that is required :

1. **Explanation** : Inform participants of the availability of this new facility. This can be done by verbal announcement, preferably reinforced by a single sheet explanation in each participant's folder or in the printed programme.

- We are a beautiful metaphor of the problem we claim to be facing - (Anon. UNEP/INFOTERRA, 1979).

2. **Message cards**: Reinforce the point by inserting some blank file cards or half-sheets of paper in the participant's folder.
3. **Use** : Invite participants to use the cards to indicate any of the following :
 - additional issues they would like to discuss
 - comments on points made by speakers in plenary (or elsewhere)
 - questions, possibly addressed to specific speakers, factions or coalitions
 - remarks on statements in the conference documentation, or on the programme as a whole
 - initiatives on which they are seeking support from other participants
 - invitations to attend spontaneously organized meetings (whether in a conference room, or at some location such as a coffee room)
 - organizational or other queries and complaints
 - humorous observations, wisdom, meta-reflections (appropriate or otherwise)
 - comments on previous messages
 - etc. (*)

Note that the organizers can themselves insert messages, queries and announcements. The whole process may even be started several months before the conference.

- A basic problem is the role of focal points. Should they passively re «pood to queries, or should they be encouraged to attempt a more active role ? » (Anon. UNEP/INFOTERRA, 1979).

4. **Anonymity** : Participants are free to :
 - omit their names so that remarks are anonymous

(*) Non - text messages, such as sketches or cartoons, may also be accepted

- use a pseudonym, as appropriate
- use their names, possibly with a pigeonhole (or hotel room) number to which replies can be sent
- use a collective name in the case of a remark formulated by a group of participants.

5. **Message boxes** : Messages can then be inserted by participants in » Participant Interaction Boxes » located at any or all of the following :

- the conference reception/registration area
- the main conference room (outside)
- the conference room (inside)
- the hotel reception area.

Placing a stack of blank half-sheets of paper by the box also encourages participants to use them.

6. **Collection** : One or more conference staff members must be given responsibility to empty the boxes periodically (once or twice a day, or more frequently).

7. **Typing** : The messages received are then simply typed one after the other on to a full-size sheet of paper suitable for photocopying (or possibly offset reproduction). Stencils could of course be used. Each message should be given a number (which can also be written on to the original message card) to facilitate reference to it in later messages.

8. **Reproduction** : When the two sides of a full sheet have been filled with messages, this may be treated as an issue of the Participant Interaction Bulletin. Each issue should be visibly identified by a number (from 1 upwards), but the message numbers within them should not start from 1 within each issue - they should continue from issue to issue to avoid confusion.

Obviously, if there were many messages, several sheets could form one issue of the Bulletin. This involves stapling and collating operations which it may be better to avoid.

9. **Translation** : In international conferences it is desirable to be able to process messages received in any conference language. There are three possibilities :

- (a) insert the message as received without translation. This involves the minimum effort and delay
- (b) pass « other language » messages to translators, with the object of including them in the Bulletin in the « major » conference language after translation
- (c) translate all messages into each conference language with the object of producing the Bulletin in

ferably reproduced on paper of different colours, to avoid confusion).

« If we do not understand how we are part of the problem, then we cannot ; understand the nature of the solution required » (Anon, Findhorn, 1979).

The approach adopted will depend on the relative importance of communication in the different languages. Obviously translation increases delay and cost, but it may well ensure vital communication (particularly when interpretation is weak).

10. **Wall display**: The message cards may either be kept (in case of queries) or else stuck on a convenient wall, possibly where coffee is served. It is useful to display all issues of the Bulletin on the same wall in order to familiarize participants with the facility it offers. Some may argue that it is sufficient to display the individual messages and a waste of resources to type them. Or if it is agreed to type them, it may be argued that only a few copies are

Photo Council of Europe

needed on walls at strategic locations. This may indeed be adequate for some meetings, but much is achieved by giving participants a complete set of all messages to mull over at their convenience, rather than whilst crowding in front of a bulletin board. (See also the « image » questions, below).

11. **Distribution** : The *Bulletin* can be distributed to participants in any of the usual ways : in pigeonholes (if available), to participant seats in meeting rooms (at coffee break), from one or more designated locations (document desk, message box locations, etc.), hand-cuts by ushers at meeting room doors, etc.
12. **Continuation** : The contents of each *Bulletin* should in part provoke participants to formulate further messages in reply. Other messages will be formulated irrespective of previous comments. In this way new issues of the *Bulletin* are produced and the process is continued throughout the duration of the conference and even as a post-al continuation of the conference.

Organizational requirements

The above procedure is so simple that few special arrangements are required. The decision to implement the process can even be taken on the eve of the meeting. The work is mainly typing (unless there is translation) and may require one person for an hour or two per day at most. Clearly, if the volume of messages is high, much more time could be required. If it is necessary to depend upon a staff person with other commitments, it is important to ensure that this process has adequate priority. This is really a test of the organizer's commitment and if the organizer takes decisions which effectively decrease its priority and importance, this will be sensed by participants

«Australia's suggestion - titles and abstracts of publications available from each source -is a valuable one; it bridges the gap between pure referral and supply of substantive data. We should explore this fully». (Anon. UNEP-INFOTERRA. 1979).

A preferred arrangement would of course be a specially allocated « Participant Interaction Office » where typing (and reproduction) could take place, namely a fixed location at which people working on the process could meet. Given such an office, it should be remembered that in some meetings there are participants who are enthusiastic about processes such as this and quite willing to assist.

Other possible organizational requirements are considered in connection with Additional Options (below).

- The SGSR should stop examining itself and get on with examining systems » (Anon. SGSR. 1979).

Editorial considerations

The only « editorial » problems in the process as described above are :

- separation of messages on the same topic, to maintain the sense of variety
 - separation of messages from the same person, if someone has enthusiastically inserted several
 - mixing humorous, serious and other messages
 - minimal standardization of treatment of participant name (e.g. in parentheses at the end of message)
 - minimal standardization of reference to previous messages by their number (e.g. 3/59 : meaning issue 3, message 59; although 59 would be sufficient).
- The process can be misused. This, together with other editorial options, is discussed below.

Practical hints

1. **Notepads** : If participants are supplied with notepads as part of their folder, they should be encouraged to use them for messages.
2. **Message boxes** : These can easily be constructed on the spot from cardboard cartons used to transport documents. Cartons for photocopy paper are ideal, particularly if they have removeable tops into which a slit can be cut. Otherwise the top can be tied shut with string or ribbon. It is an advantage to cover the boxes with an identifiable coloured paper, and to mark on them something like «Participant Interaction Box ».
3. **Reproduction equipment** : Photocopy machines have a tendency to break-down or to be overloaded due to other conference commitments. Since the value of this process increases with the rapidity of the cycle, alternatives should be examined, including stencil, cyclostyle, etc. An independent operation is preferable, specially if there are red tape delays in the use of the photocopies.
4. **Message length** : Long messages (e.g. exceeding 4 sentences) reduce the readability of the *Bulletin* and can be given a lower priority in typing or translation. Or a policy accepting only single sentence messages may be established.
5. **Translation** : There are various tricks in handling messages for translation. For example, they can be numbered, such that the typed version returned by the translator can be used as a page of the *Bulletin*. As such they should not slow the handling of messages not requiring translation.

6. **Simplicity** : Avoid cumbersome procedures. The technique is so simple that there is no reason it should not evolve and adjust to the requirements of the meeting.

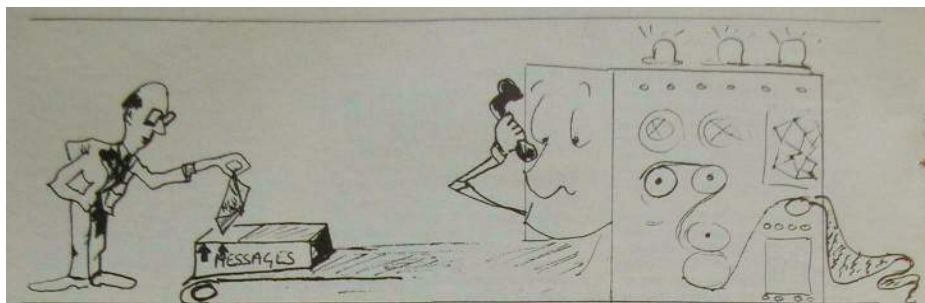
7. **«Pump priming»** : There is great advantage to be gained from having Issue n° 1 of the *Bulletin* available as early as possible, and preferably in the participant's folder on arrival. The reason is that it constitutes an immediately comprehensible explanation of the process (which otherwise is too easily categor-

« Many of us would appreciate it if the people with bad coughs would sit in the viewing gallery. And we hope you're better soon » (Anon. Findhorn. 1979).

ized as an elaboration of the conventional « suggestion box »). In order to get the issue out quickly, the « editor » should (a) request comments from those available just prior to the conference, (b) extract significant comments from pre-conference correspondence, (c) generate a few stimulating comments himself. This is unnecessary after the first few issues have launched the process.

« The brochures and pamphlets prepared by INFOTERRA PAC should include sample specific questions on the environment that have been answered or could be answered by INFOTERRA: this would give potential users an idea of the capabilities of INFOTERRA » (L. Miravalles. Philippines. UNEP/INFOTERRA. 1979).

8. **Legitimation** : It is very helpful to the success of the process, if on several occasions at the beginning of the conference the chairperson (or other eminent individuals) can strongly recommend its use to participants. Similarly, when good ideas are voiced in informal discussion (at coffee break), organizing committee members present can suggest « Why not put it in the box ? », as a way of ensuring a wider exposure.
9. **Bulletin frequency** : As noted above, the more frequent it is, the more significant it appears as an alternative communication vehicle :
(a) At a frequency of one a day, it may well be out of phase with the speed of development of the meeting
(b) Twice a day is perhaps the easiest to manage with minimum organization
(c) If an issue is available at the end of every session (i.e. at meal and coffee breaks), it is well integrated into the conference process
(d) Under certain conditions it may be useful to arrange for collection of



messages and distribution of Bulletin issues during long plenary sessions (see below). This depends on whether the chair arrangement impedes movement of ushers.

The messaging process helps to counteract the sterilizing effect of any necessary pre-planning. For whilst careful planning eliminates the risk of disasters, by so doing it eliminates the (risk of) serendipitous breakthroughs whose emergence could be facilitated by skillful interweaving of unforeseen messages. Many conferences claim to be organized and attended in the hopes of such breakthroughs.

Problems of misuse

Misuse of the process will depend on the nature and concerns of participants. Possibilities include :

1. Excessively long messages. This question has already been discussed.
2. An excessive number of messages from the same participant on the same point. An editorial decision may be taken to omit most of them or simply to refer to the fact that more messages on the same point have been received from the same source.
3. Deliberately abusive impersonal messages. Again these may be omitted. But if there is a grain of truth in the statement it can make interesting reading, possibly with an « editorial comment » - attached. Some organizers may welcome the opportunity of responding to such messages in an « appended note ».
4. Abusive personal messages (e.g. criticism of a speaker). Again these may simply be omitted. But the person in

« The Society is badly in need of anomalous behaviors, and deviation-amplifying strategies if it is to move to new levels of organization » (Anon, SGSF, 1979).

« How about having speakers available to the small groups ? Many questions are unresolved ». (Helen, David, Peter, and Anna, Findhorn, 1979).

question may welcome the opportunity to respond in an appended note. (Some speakers welcome hecklers; this is likely to be even more true with written comments).

5. « Stacking » the box with messages in support of a factional viewpoint. This could be more difficult to detect, but could be handled as with point 2. Alternatively, a representative of the faction could be invited to summarize the contents of the messages received, perhaps in a « special supplement » to the Bulletin.
6. Falsification of identity. This is only likely to arise in special cases and can quickly be corrected by a verbal announcement and a written message. The problem is more serious if the person has already left the conference. A simple solution is discussed under Additional Options (below).

** Two sets of international directory for updating sources please - (NFP-India, UNEP-INFOTERRA, 1979).*

« The systems movement is characterised mainly by an unquestioned crude positivism which simply assumes that systems are real-world entities. A phenomenological paradigm of learning is preferable to the positive paradigm when the concern is real-world human activity » (Anon, SGSF, 1979).

7. Tampering with message boxes.

Removal of messages from boxes is again only likely to occur in special situations. Boxes can be locked.

8. « Dating » messages. Again these may simply be omitted, depending on their content. A message such as « Anyone free for dinner in town after the Wednesday plenary ? » may be acceptable. Qualifications as to desired respondents may not. (This is a problem faced and solved in different ways by newspaper advertisement editors).
9. Embarrassing messages. If there are questions such as « Who is funding this conference ? » which are sensi-

tive, these may either be omitted or carefully answered.

10. Editorial manipulation. Given the « pump priming » precedent (see above), participants may wish to ensure that the process as a whole is not subject to editorial manipulation. It is in this connection that the editorial committee option could be valuable (see below). Sticking the original messages onto a wall display also allays fears.

11. Deterioration of messaging style. It seems that if messages do not fulfil the sender's expectations, subsequent messaging may deteriorate. This is a challenge to the editors to mature the messaging process so that messages reinforce each other (see below).

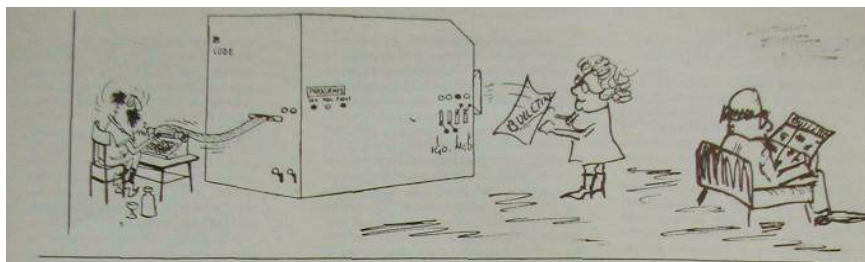
It is important to be aware of the possibility of misuse, but it is unlikely to be significant in most cases. An interesting parallel is the citizens band (CB) radio and the misuse to which it gives rise. The messaging process provides a « citizens band » at a conference but with more possibilities (or weaving the messages into a new pattern of significance. Using potential misuse as an argument against the process may well signal the presence of more fundamental problems.

Improving and maturing the process

It is perhaps too early to generalize, but it would appear that there are some characteristic responses of participants to the freedom offered by this process:

1. One distinct group of messages includes :
 - enthusiastic advocacy of some special course of action
 - humorous insights (possibly about organizational arrangements)
 - wise, philosophical, meta-comments.

These essentially invite participants to subscribe to a point of view which is not integrated into the subject matter of the conference at the level at which it is being discussed. At best they are alternative perspectives, introducing new dimensions which are often challenging, although possibly perceived



as unconstructive. But « motherhood statements - (e.g. Peace is good) may also emerge.

2. Another common group of messages includes :
- critical comments on plenary statements and conference objectives
 - appreciative comments
 - messages reacting to the content of other messages.

«I was a little surprised by the emotional response to Barbara's talk. I saw it as an informative scientific history, entertainingly presented. Our choices and many implications are yet to be discussed. Were we brought to our feet by lights and music?» (Helen. Findhorn, 1979).

« UK NFP agrees entirely with proposal's 41, 42, 43, 44, 45 and 46 in Bulletin 2, which could be adopted in major NFP's linked with library services to benefit users and make for better working » (W Pearson, UNEP/INFOTERRA, 1979).

Clearly these are part of a dualistic dynamic in which advocates of A or B criticize or appreciate each other's perspectives. At worst, it deteriorates into emotional hostilities or mutual admiration. At best, they energize the whole discussion, define its dimensions, and stimulate its evolution.

- This conference is really about how to admit the existence of god without embarrassing your friends or upsetting your concepts » (A non, SGSR, 1979).

3. As a result of messages of the previous types, a further type may emerge :
- mediatory comments attempting to reconcile extreme positions
 - recognition of complementarities and relationships
 - evaluative comments comparing several viewpoints.
- Such statements help to weave perspectives together into a meaningful

whole, but they may fail to get beyond a superficial placatory level.

« Is there anyone who would be interested in contributing towards an evening of sharing ~ through music, poetry, song, dance, etc., to create a spontaneous spirit ? If so, please speak to Richard Frost at Cluny » (Findhorn, 1979).

4. A fourth group includes constructive proposals building on constraints and possibilities recognized in the debate. These will include some which, however constructive they are, fail to take account of how the proposal is to be initiated.
5. A fifth group of messages reflects a willingness of the participant to take responsibility and act concretely in the implementation of a proposal. But again this will include feasible projects of a kind which has been of questionable value in the past, despite the enthusiasm with which they were then carried out.
6. A sixth group of messages reflects a sense of history, of collective learning, and a recognition of recurring patterns of discussion (in relation to previous meetings or other contexts). These may be very helpful in educating newcomers and introducing a sense of strategy. At worst they may be discouragingly sterile, offering little hope for new initiatives - the sterile wisdom of those who have failed in the past.
7. One can perhaps argue that a seventh group of messages reflects a special awareness of the uniqueness and strategic value of the conference. Other groups of messages may also be usefully distinguished. (This question is explored with an extensive bibliography in ref. 3.)

Whether the above grouping is any more than a crude guideline is not important. The problem is to encourage a sufficient variety of messages to prevent a preponderance of those from Group 1 or 2, and a deterioration into - conference graffiti ». This is specially important at the beginning when the tone of the exchange is set.

A *Bulletin* editor (or editorial group) of participant status can to some extent insert messages to correct for any such preponderance and « upgrade » the process. To some extent the art of improving the process lies in allowing any such preponderance to stimulate participants to respond with corrective perceptions. But unless the interaction process « feels right », it will not be used as a vehicle by some whose comments would most help to balance and improve it (e.g. comments in Groups 3 to 7). Note however that each group of messages can provide an important contribution. A preponderance of Group 7 is as unproductive as a preponderance of Group 1.

This is a problem of judgement and intuition. Too much editorial intervention erodes the value of the process. Too little intervention may lead to the proliferation of trivial or purely negative comments and lead to a « spastic - condition. Participants should be made aware of this problem by « editorial comments » as the final messages in a *Bulletin* issue. There has been so little experience with the process that at this stage it is probably better to minimize editorial intervention. But in the future, with experience an editorial group will probably be able to guide and stimulate participants quickly into mature interaction with a rich variety of comments (*). This demands a special skill and could give rise to a new conference profession. Perhaps it may then be possible to weave disparate comments into new patterns of significance as suggested elsewhere (1, 4). Possibly real breakthroughs in conference productivity could be achieved by allocating significant attention time and resources to this process (**).

(*) Ecologist R Margalef suggests that the - maturity - of an ecosystem is closely related to its diversity (complexity) and to the information (organization) that can be maintained with a definite spending of potential energy. The lower the maturity, the less the energy required to disrupt the ecosystem. Perceiving a contenance as an ecosystem which can be evolved or disrupted, opens an interesting challenge with many possibilities to be investigated

archival organization inhibited by conventional

Additional options and variants

1. Horus wall display : Rather than simply sticking the message cards to a wall in any order, an editorial group could divide the wall up into sectors corresponding to conference themes and insert the cards (possibly typed or cut from the *Bulletin*) in the appropriate sector. Coloured ribbons could be used to link related cards in different sectors. A circular display could emphasize the integrative role of concentric sectors or the central sector. A detailed description of this approach is given elsewhere (4). (Horus stands for : Holistic Overview and Representation of Underlying Structure).
2. Personal messages : The message collection procedure may also be used for personal messages (not to appear in the *Bulletin* or be displayed). The editorial - message processing office - could then make appropriate arrangements for these to be delivered or picked-up. Such messages should not require typing (but a translation service could be offered, if required). If costs are a consideration, see Option 9 (below).
3. Editorial options : The editorial group can put more effort into sorting the messages (as for Option 1). They could then be grouped within an issue of the *Bulletin* according to conference agenda item or even by message type (cf. previous section). If appropriate or if the number of messages justifies it, each group of messages could appear in separate *Bulletin* series (perhaps on differently coloured paper) and only distributed to those involved with the theme in question. The editors could also take a more active role, inviting or generating other texts, so that the *Bulletin* also has a newsletter function, or is

« My feelings thus far about the Syn-Con process : How can we come up with visions to deal with our planetary problems until our problems as a group are dealt with ? » (Anon, Findhorn, 1979).

:

used for texts of draft recommendations, etc.

4. In-session messaging : Some conferences may be well-suited to periodic collection of messages and distribution of *Bulletins* during each 1-3 hour meeting session. Investigation of this possibility is very worthwhile because of the way it can considerably increase the sessions' productivity. For in conventional practice only one participant at a time can speak to a session, however many are listening (or not). Here there is the possibility

of many participants contributing written messages simultaneously to the session discussion, even some participants with obligations in parallel sessions (*). These contributions can be quickly scanned by participants in *Bulletin* form, may be cited and linked by speakers (particularly with regard to exact wording), may reduce the time pressure in discussion periods, and provide an immediately available written record of issues raised. Allocating the necessary typing, reproduction and collection/distribution support could even prove to be a better investment, in some instances, than simultaneous interpretation (specially if translations were made).

5. In-session messaging (to podium only) : A variant on the previous option, is to restrict distribution of the in-session *Bulletin* to those on the podium (e.g. panel members) who are thus able to select and group the points raised prior to a verbal response (although some written message responses would also be possible if the *Bulletin* issues were to be available to all participants on leaving the conference room or later). This is an extension of a practice already

pie not present at a single physical location, such as a conventional conference site (5, 6). The messages typed via terminal to the distant participants in such computer - conferences », and the messages received from them, can both be incorporated into issues of the *Bulletin*. In fact, to save typing, the locally-received handwritten messages can be typed directly onto the terminal, edited combined with incoming messages, and then (a) produced from the terminal as a clean copy of the *Bulletin* issue for local reproduction and distribution, and (b) released over the terminal to the participants at distant locations, who may also reproduce it (see Case 4, below).

(*) This is one of the major arguments made in favour of

«To Judy (Item 1/23): MAN as a generic term does not imply MALE. Your arrogance is YOUR problem. I don't want to be a PERSON or a SIBLING or a FOLK» (An unenlightened male person, Findhorn, 1979).



adopted, when written questions are filtered by the session secretary and then distributed to panelists.

6. Computer conferencing (external) : An increasing number of experiments are being made with computer conferencing as a means of linking people. « Users are interested in obtaining information easily and rapidly. Given that a referral system appears to be the only ideal system I believe that NFPs should contact the sources. This will (a) speed up the system and (b) encourage usage » (Penny Marinou, Greece, UNEP/INFOTERRA, 1979).

* Will we get the names of participants before Christmas? (Anon. UNEP/INFOTERRA, 1979).

- Our understanding and communication about systems work would benefit from maintaining a clear distinction between technical action (problem solving, value exclusive) and practical action (meaning communicative, value inclusive) » (Anon, SGSR, 1979).

- Please correct information on the referral activity of the NFP/Egypt His 70 not 30. Thank you » (E M Abdel Megid, Egypt, UNEP/INFOTERRA, 1979).

7 Computer conferencing (Internal and external) : Investigations are already being made into the potential of computer supported messaging/conferencing systems at a conference site (7, 81. Technically it is irrelevant whether the computer is on-site. What is important is the effective number of terminals on-site. When there are few, this option cannot be usefully distinguished from the previous one. When there are more, participant messages can be fed into the *Bulletin* from strategically located terminals by secretarial staff. When there are many, participants will then be able to do it themselves (e.g. from hotel rooms on rented terminals, etc.). But although the basic messaging concept remains the same, many other options become possible with computer support, or are affected by it : selective distribution of messages, voting, translation and advisory services, precise charging for messaging services, editorial re-ordering and linkage of messages, etc. These have been explored elsewhere (8).

8. Specialty requested feedback : When appropriate during a meeting session, one particular question (or more) may be designated (or voted) as worthy of special written feedback from participants. In this way a variety of perspectives on the question may be quickly obtained through an issue of the *Bulletin*. If there are many such special questions, each could be given a reference number so that in effect this option blurs into that of a questionnaire. Such a set of key questions may in fact be a useful way of launching the process (see « Pump priming - above).

9. Identity and message regulation : When guarantees are required against falsification of the identity of the author of a message, there is a simple solution. Each participant is supplied with a pre-printed set of - interaction stamps » on each of which the unique participant number is overprinted. By sticking one stamp to each message card and having the number typed onto the end of the message, misuse becomes difficult. This is not necessary for anonymous messages, but does not protect a pseudonym. If costs are a consideration, participants can be asked to pay

for a set of - interaction stamps ». It may also provide a way of distinguishing between participants permitted to interact (e.g. "full members") and those who are not (e.g. « observers »), or to ensure that their messages go into separate *Bulletins*. It may also be used to limit the possible number of written messages from different categories of participant.

10. Voting: When voting or opinion assessment is desirable, the message collection and processing service may be used. This may well avoid wastage of session time (e.g. roll-call voting, card voting, hand counting). Use of the « stamp », procedure discussed above avoids identity problems. When the range of questions is greater, an issue of the *Bulletin* may contain (or consist of) a questionnaire/vote form to be returned as with normal messages. If necessary a procedure analogous to the « reader service reply cards » to be found in some magazines could be used (e.g. a card consisting only of lists of numbers to be ringed according to participant interest in the questions to which they relate).

11. Mapping and modelling : Participants may be grouped according to the degree of similarity in their responses to a defined set of comments. These, listed in an issue of a *Bulletin* serving as a questionnaire, may be either

» For Bill Tara : What is your source reference for the sequence of development of the sensory modalities in infants that you presented in your talk ? There is quite a lot of research that indicates infants have a very good vision from birth » (Sally Z. Findhorn, 1979).

statements designed by an editorial committee or statements received from participants or a mixture of both. The information is best processed by computer using matrix correlation software. From the results the network of participants may be drawn out manually for reproduction and distribution back to participants. The same data may be used to show how the structure of the network of topics is perceived by participants (a).

12. Computer graphics assistance: Investigations are being made into the possibility of using computers to draw maps of the networks of concepts or people described in the previous option. Once this is operational such maps may be used as non-textual annexes to the *Bulletin*. As such they provide the sort of overview sought in Option 1 and constitute a focusing device for comments, possibly leading to more precise maps, or alterna-

tive maps. Such maps would of course constitute non-linear agendas.

Origin and case studies

The messaging process is so simple as a concept that variations of it are likely to have been explored in a number of contexts in the past. The following cases, experienced by the author, are a good illustration of the variety of possibilities currently being explored.

Case 1 (Professional/academic): At the first international conference of the Society for General Systems Research (London, August 1979) a « meta-conference » was launched by an eminent ex-president of the Society, Professor Stafford Beer (UK cybernetician and one-time computer systems adviser to Chilean President Allende). In an opening speech he invited the 200 participants to formulate fundamental statements relating to the theme and sub-topics of the conference (*). These were left in a box, then reviewed by an editorial group consisting of himself and two other eminent colleagues (**). The result was distributed to participants as a numbered list of 70 statements in English. Participants were invited to indicate on the document

« In order to facilitate the flow of information, can we have vodka on the tables, instead of water, tomorrow? » (Anon, UNEP/INFOTERRA, 1979).

whether they (a) agreed (b) disagreed, or (c) were indifferent to each statement. The document was then returned via the box with the name of the participant. Further comments were also invited. Using the technique mentioned in Option 11, wall maps were produced over night showing the networks of participants and issues (***). A new document was distributed incorporating a numbered list of the more central issues perceived by participants together with those new comments accepted. The cycle was repeated giving a total of three computer runs. *Comment:* The process interested participants greatly, if only in terms of the concentration on questionnaires during coffee breaks. The main delays were due to lack of typing/data input personnel (****). There was criticism of the statistical methodology, which was accepted and partly modified. The comments reflected the concerns of an academic society in search of relevance. But more skill and experience was required to help the process to converge fruitfully. As it was the preponderance of Group 1 and 2 remarks did not lead to any concrete proposals, even when consensus emerged through the process. An excellent experiment in that it « tailed » in a way which showed the remedies required. SGSR, and its outgoing, President Richard Ericson, should be congratulated on being the first international conference to undertake it.

(****) It is appropriate to record that a serendipitous contact made by chance proved to be the unknown participant whose responses to the questionnaire most closely corresponded to my own

(a) One technique for doing this has been described in a previous issue of *Transnational Associations* (9). Another is outlined as Case 1 (below) and will be described in a future issue

and stability of social systems

(**) Although not clear it seemed as though the « review » consisted of slight editing and « rejection » of some comments which were simply stuck up on a special wall

Case 2 (Intergovernmental) : At the second ne-produced two management meeting of the UN Environ-with 185 messages. Messages were posted on ment Programme's information referral system, a wall after typing. The *Bulletins* were also dis-INFOTERRA (Moscow, October 1979), it was played there. agreed on the evening before the opening ses-*Comment* : The community is avowedly anti-intel-sion to implement a straight forward messaginglect oat and perceives itself (with Marshall McLu-system, but working in English, French, Spanish(han) as - post-Gutenberg »and thus, except for and Russian. The chairman of the meeting Drinspirational writings, disapproves of use of line-Ashok Khosla (Indian director of INFOTERRA) ar text whenever it can be avoided by using other drew the attention of the delegates (120 from media, or none at all (**). Thus although guest 100 countries) to the messaging facility on every speeches were available for purchase on cas-appropriate occasion, A total of 6 *Bulletins* weresettes the following day, aside from the pro-produced (in each language) carrying 98 mes-gramme leaflet, the *Bulletin* was the only confer-sages in all The English version was posted on once document distributed(***) The number of a wall after typing and before translation.messages was therefore very encouraging and *Comment*: Participants were slow in responding the *Bulletin* clearly met a need of many (non-to this unexpected facility. The mix of messagesnewspaper. Which, in view of the virtually zero was much better than in Case 1 since the *Bullet*-time available to people, was nothing short of *ins* were also used as a vehicle for early propo-amazing». As claimed, it operated in parallel sals. Later formal proposals had to bypass thewith the formal conference, but it did not seem to *Bulletins* because of typing, translation and pho-generate direct inputs into it. One participant photocopying delays. In commenting on the facilitysuggested thal for such an essentially expres-one delegate stated he - would have gone datsive environment, the Chinese « dazibao » wall-without it ». Another said he first thought it was poster approach would have been better. Both a - Mickey-Mouse relating process - which could well be used. In respect of what the non-turned him off, although he had subsequently member participants felt, more important is how changed his mind. The chairman declared that it the community felt about the effect of this form of had - saved the meeting ». It is interesting thatexpression within their highly pre-planned con-on the final days messages were being receivederence format. The test will be whether they use in all 4 languages, despite the early predomi-nance of English. Without the delays the process could have been even more significant to the meeting.

Case 3 (Alternative community) : At the 4th Onearth Gathering (*) of the Findhorn Founda-tion 300-member international community (Scotland, October 1979), it was agreed a day before the opening session that a straight for-ward messaging system should be implemented m English. A one-sheet explanation was folded into the printed programme distributed at regis-tration time. Message boxes were located both

« How can interaction between NFP's m a region be encouraged to share problems and experience in NFP. source and user community develop-ment ? - (Zambia/NFP, UNEP/INFO-TERRA, 1979).

at the conference hall and at the main residence (Option 6/7. above). External messages re-for the 120 guest participants. The first *Bulletin* ceived were incorporated with the summaries issue was available at the end of the morning of into a Bulletin distributed to the participants m the opening day, although it included a number of Brussels. editorially generated messages to provoke inter-*Comment*: This was just an experiment but it demonstrated the ease with which such a pro-cess could be organized and carried out. The summaries were only prepared infrequently but is was clearly possible to have them prepared (with any messages) by continuous input into terminals and much more frequent reproduction for the group. The final report was also drafted via the terminal for discussion.

*, Theme: A positive vision for the 1980's

**, One message received:« How many trees does it take to produce a Bulletin ? -

*** The community does use several computer termi-nals and was in fact specially linked to the EIES network in North America on the occasion of the gathering The possibility of intergrating the EIES messages with the Bulletin (Option 6. above) was not implemented EIES messages were also pos-ted the display wall next to the Bulletin

ing of the second day 05 messages had been carried in 4 issues of the *Bulletin*. By the end of the 6-day meeting, 8 issues had been

conference participants. Conventional conferences are primarily aural events, al-though there is occasionally « audio-visu-al » assistance for the communication process. There is always the temptation to « read » papers to the audience. Not to go to the trouble of preparing one is per-haps a guarantee of spontaneity. It cer-tainly ensures that participants must « listen » to their totality if they are to « hear » the message, whereas docu-ments may be quickly scanned to deter-mine what is worth hearing. What hap-pens to the productivity of a non-aural person in an aural conference process, or to that of an aural person confronted by documents? Do individuals switch be-tween modes and when ? When is which mode appropriate and what constraints does each impose or conceal ? Is the real potential for non-linearity achieved in au-dio-visual settings, or is this argument used to disguise weaknesses ? What are the inter-cultural implications ? It is prob-able that a clearer perspective on these questions would show the valuable inter-medial role of a participant messaging process.

Attitudes towards the messaging process

It is a fact that organizers have had little or no interest in promoting contact between participants outside the framework of the planned programme, receptions and tours. The low status of any « message board » is an example of this. The sterility of the conventional » suggestion box » is another.

A special effort is therefore required to distinguish this process from such « low status, insignificant » initiatives. Some participants will immediately recognize the opportunity it offers. Others will re-spond to encouragement from the chair-person in a formal announcement. Others will wait to see the extent to which their colleagues make use of it. Some participants, often the more emi-nent, consider it beneath their dignity to be seen to be examining scraps of paper on a message board. Some will not even be seen to examine typed *Bulletins* on a wall display. Hence the value of personal copies in some way related to the formal conference documentation. The presence of amusing comments may ensure that the *Bulletin* are read during boring mo-ments in plenary sessions - but they may also reinforce the disdain with which such - unsanctioned » perceptions are viewed by « serious » participants. Participants may recognize that they can use « dood-ling-time » moments fruitfully in order to formulate additional comments of their own.

There is however a tremendous problem of passivity which traditional procedures have instilled into participants and which has been reinforced by the conventional attitude of organizers. It would be interest-

The alternative community gathering (Case 3) raises the important question of the preferred communication mode of

ing to explore the possibility that conventional! speaker-oriented conferences, dominated by masculine influences, require and engender a feminine passivity on the part of the audience. In this sense, participant interaction messaging may be seen as a feminine (networking) communication process to counterbalance the masculine (hierarchically structured) use of microphone/amplifier systems. It could also be argued that the latter provides a channel for collective conscious expression whereas the former may provide a channel for a less visible, and more sensitive, form of awareness (*). Many participants expect to experience a conference like a set of television programmes amongst which they can choose by - changing channel ». They are quite content that organizers should provide few occasions for unplanned . interchanges and are thus unsure how to behave when such occasions occur. It is not clear what proportion of participants perceive themselves as contributors to the exercise, as opposed to consumers of what is offered. Unfortunately there are many conferences where such passivity is a guarantee of the unproductivity of the event. The condition is often appreciated by organizers who count the obedience with which participants follow the programme as an indication of the success of the event. Participant initiatives are perceived as threatening. But worse than passivity is the unquestionable, all-pervading acceptance of the programme and organization as established months beforehand. This turns participants into actors in a play whose script and direction are governed by the creativity of the past. Until participants recover the ability to take un-preplanned initiative in the present, it is unlikely that the conference as a whole will be able to take any collective initiative of consequence, or (b) fulfil the potential for fruitfulness of the human resources assembled, or (c) match the hopes and expectations of newcomers to such events and of the outside world(**). Change does not result from planning but from action in response to plans. If planning monopolizes creativity and inhibits the ability or desire to act and innovate together, then plans become empty formulas, however successful they may be made to appear on paper. This is the tragedy of many conferences quickly forgotten, and of the United Nations vain efforts to engender - the necessary political will to change » (2).

(*) I am indebted to Tatiana Glibokar for these insights

(**) Note Charlerton's effort « to overcome the mental

nantly landing them in the strange predicament of born seeing a thing it When people s perceptions are in this condition, they must, m the strictest sense of the word be made to renew their acquaintance with things They must be made to see them a new as it for the first time » Hugh Kenner. *Pasador in Chesterton*. London, 1948. p 43) Also Edward de Bono's advocacy of « Po »

References

- tional Associations, 28, 1 1978, pp 34-37.
- sponse to today's problems. *Transnational Associations*, 31, 1979, 1/2, pp. 8-14.
- tion of sets; the role of number. *International Classification*, 5, 1978, 3, pp. 126-133.6. 1979, 1, pp. 15-25.6. 1979, 2, pp. 92-103.
4. Interrelating viewpoints in complex meetings: the Horus wall-display technique. *Transnational Associations*, 30, 1978, 12, pp. 542-548.
5. Karl L. Zinn, CONFER at the ISTA Congress. *Transnational Associations*, 29, 1977, 10, pp. 112-417.
6. World Symposium on Humanity (April 1979 Los Angeles, Toronto, London; linked by computer cor. (arene)).
7. Enhancing communication at a large conference/festival (using computer conferencing *Transnational Associations*, 29, 1977, 12, pp. 532 - 540.
8. A Computer-enhanced Communication Environment for an International Conference Centre Brussels, Union of International Associations 1979 (under contract to International Congress Centre, Be-)
9. Peter and Trudy Johnson-Lenz. Conference facilitation by computer-aided sharing. *Transnational Associations*, 29, 1977, 10, pp. 440-445
10. Groupware configurations of challenge and harmony *Transnational Associations*, 31, 1979, 10, pp. 467-475.



Photo - Unesco



*Nos mei
Bon
à tous*

*All god
1980 to*

La Vie des Associations From Associations News

Chemin de la paix

A la majorité des voix, le Comité exécutif de la Fédération internationale de Football Association (FIFA) a voté le 13 octobre 1979 la réadmission de la « Football Association of the People's Republic of China » (Beijing). L'Association nationale de Taiwan demeure membre de la FIFA. ayant accepté de modifier son nom en - Chinese Taipei Football Association ». Au cours des entretiens qui avaient précédé cette décision. Beijing a offert que, par l'intermédiaire du gouvernement de la République Populaire de Chine, l'instruction soit donnée à toutes les ambassades, que la Chine n'a aucune objection à ce que des pays entretenant des relations diplomatiques avec elle, disputent des matches à domicile ou à l'étranger contre des équipes de Taiwan et que rien n'entraverait de tels contacts. Par là non seulement des millions de footballeurs de République populaire de Chine pourront intervenir dans les événements internationaux et mondiaux du football, mais les footballeurs de Taiwan pourront, eux aussi, maintenir à l'avenir de telles relations partout sans difficulté. La Fédération de Football de la République populaire de Chine a même annoncé par ses délégués officiels au Président de la FIFA que ses équipes se mesureront certainement - en République populaire de Chine ou n'importe où - contre des équipes de Taiwan, si cela est nécessaire dans le cadre de championnats ou tournois officiels. Quel excellent exemple à suivre !



Tropical Dentistry

Under the guidance of its editor, Professor G. Grappin, the Tropical Dental Journal has successfully completed its first full year of publication, it is a substantial journal offering both research articles and information on matters concerning the organization and administration of oral health services in the tropical regions. It is

designed to interest professional organizations, independent professional dental practitioners and publishers of other medical and dental journals throughout the world. A valuable two-way communication could be set up with experienced members of the profession in developed countries offering the benefits of their expertise in the form of articles, and with the Tropical Dental Journal providing information on the practical, clinical applications of dentistry performed under rural conditions. The publication is endorsed by the Secretariat for Dental Health in Africa in Nairobi (Tropical Dental Journal, B.P. 2932 Dakar. Senegal).



Projets ONG

Le Bulletin des Communautés européennes n° 9, 1979, indique que, en date du 30 septembre 1979, les services de la Commission des Communautés avaient reçu 163 demandes de cofinancement de projets dans les pays en voie de développement de la part de 64 ONG, au titre de l'exercice 1979. Ces 163 projets représentent une demande globale de 14.296.451 unités de compte européennes. Des engagements totalisant 7.390.388 unités de compte sont intervenus pour 97 projets. En outre, la Commission a contribué à dix actions d'éducation au développement de l'opinion publique européenne - pour un montant de 121.307 unités de compte-entreprises par les ONG.

INGO support : Australia

« Government support for the development assistance activities of non-government organisations (NGOs) will grow this financial year by 9.6 per cent to \$ 2.24 million. The ability of NGOs to ser-

vice some of the areas of most serious poverty and to operate on a grass roots level at which the official programme cannot readily function has long been recognised. Efforts are now being made to link the NGOs with the official programme to fill gaps previously left unfilled at the local level by major projects, both through small scale development projects and organisation of local involvement in selfhelp programmes.

The principal avenue of Government/NGO co-operation will continue to be the Project Subsidy Scheme under which eligible NGOs undertake a variety of small scale projects ranging from community leadership training to provision of sanitation, safe drinking water and integrated agricultural activities» (Australia 1979-80 Budget Paper No. 8).

Passeports d'avocats

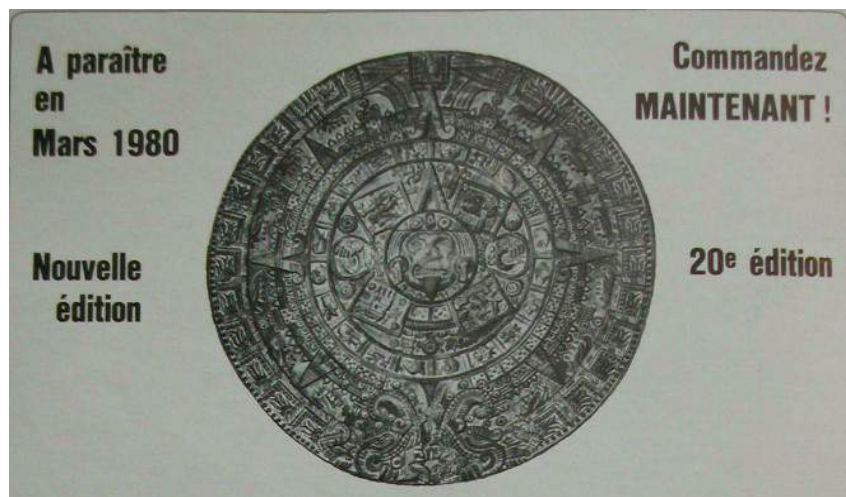
Treize mille passeports européens d'avocats ont été distribués en un an par la Commission consultative des barreaux de la Communauté européenne (CCBE). Mise en place le 23 octobre 1978 par la CCBE avec l'appui de la Commission des Communautés européennes, cette carte d'identité est destinée à faciliter aux avocats de la Communauté l'application de la directive européenne du 22 mars 1977 sur la liberté des prestations de service. La carte est distribuée par la CCBE aux ordres nationaux d'avocats, ceux-ci les distribuant aux barreaux nationaux lesquels, à leur tour, les remettent à leurs membres. (Avenue A.J. Siegers 356. Bte 14, B-1200 Bruxelles).

Fourth World

In June 1979, The international Movement ATD Fourth World organized at Unesco headquarters, a photographie exhibition illustrating '30 years' history of the « fourth world » child in the West.

1919-1979

Le 21 juin 1979, le Conseil de la Chambre de commerce internationale (CCI) a tenu à Paris une importante session au cours de laquelle a été célébré le 60e anniversaire de l'organisation. C'est en effet en 1919 qu'un groupe d'éminents industriels, banquiers et négociants des cinq nations alliées de la première guerre mondiale se réunirent pour fonder la CCI. Des



INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR 1980

« L'Annual International Congress Calendar » répond aux nombreuses questions que se pose toute personne intéressée, à quelque titre que ce soit (scientifique, technique, commercial, documentaire etc...) aux réunions internationales prévues à travers le monde dans les années à venir.

Où et quand se tiendront-elles ? Qui les patronne et/ou les organise ? Quels en seront les thèmes ? Comment y participer ?...

La 20^e édition 1980 du Calendrier des Congrès est établie sur base d'informations transmises directement à l'UAI par les associations organisatrices.

Sur un total de plus de 3500 annonces de congrès internationaux prévus entre 1980 et 1985, deux tiers au moins des annonces concernent des congrès dont les lieux, dates, thèmes, secrétariat ont été fixés ces derniers mois.

Comme pour les éditions précédentes, les informations sont regroupées en deux sections principales complétées par deux index :

Section chronologique donnant pour chacune des réunions annoncées depuis 1980 jusqu'aux dates les plus éloignées la date, le lieu, le nom et l'adresse de l'organisateur, le type de réunion, le thème, le nombre de participants attendus, la mention d'une exposition conjointe s'il y a lieu.

Section géographique permettant de repérer par pays et par ville les réunions qui s'y tiendront et en même temps tous les renseignements concernant celles-ci.

Un index des organisations internationales, selon leur titre anglais, mentionnant les références à la fois chronologiques et géographiques des réunions dont ces organisations sont responsables.

Un index analytique, en anglais, des organisations et des thèmes des réunions signalant où et quand ces réunions sont prévues.

Ce calendrier, publié en mars 1980 est complété par les suppléments mensuels qui paraissent dans la revue Associations Transnationales.

Bon de Commande page 56.

délégués de près de 50 pays participaient à cette manifestation. L'invité d'honneur était M. Raymond Barre, premier ministre du gouvernement français et économiste distingué. A l'occasion de cet anniversaire une brochure intitulée « Le commerce international, condition de la paix CCI 1919-1979 » a été publiée par la Chambre de commerce internationale : elle retrace décennie par décennie l'histoire et les réalisations de la CCI.



Reading Award

The « International Reading Association Literacy Award » will be given annually under the aegis of Unesco. The proposal for the award was adopted unanimously by the Unesco Executive Board on 17 May 1979.

Funded by the International Reading Association the award of S 5,000 is intended to reward the services of institutions, organizations or individuals displaying outstanding merit and achieving particularly effective results in contributing to the struggle for literacy. Candidates must have carried out literacy or post-literacy activities in one of the following ways : by direct teaching, by organizing literacy programmes at the national or local level, by promoting support from the public, by producing teaching materials or special media for literacy programmes, by carrying out research in fields related to literacy, by carrying out special surveys of primary importance for literacy planning, by offering youth the possibility of taking part in literacy activities, or by carrying out non-formal education activities of a social, cultural, economic or political nature in which literacy and related literacy activities are integrated.

The names of candidates are to be submitted to the Director-General of Unesco by the governments of Member States, in consultation with their Unesco National Commissions, and by international non-governmental organizations specially concerned with education and admitted to the consultative and associate, information and consultative, or mutual information category of relationship with Unesco. Each is, entitled to nominate one candidate (800 Barksdale Road, P O Box 8139, Newark, Delaware 19711, USA).

Naissance d'une ONG

Le « Progrès social - bulletin de l'Association belge pour le progrès social publie un article par Serge Mayence, président de l'Association internationale des universités du troisième âge qui évoque les buts et les étapes de la formation de cette association. Notons ici le processus de création décrit dans cet article : « Quoique résultant d'une initiative française, les universités du troisième âge n'ont pas suivi une voie cartésienne pour créer leur structure mondiale. La logique eût voulu qu'elles se rencontrent d'abord au plan national et s'associent à ce niveau. Le pouvoir des faits en a décidé autrement. Comme les premières universités du troisième âge n'appartenaient pas au même pays, elles étaient trop peu nombreuses pour s'unir de cette manière. Une de leurs premières préoccupations fut d'assurer immédiatement une présence auprès des grands organismes internationaux. Un secrétariat fut ouvert à Genève, pour développer les contacts avec l'ONU, et un bureau permanent pour l'Europe fut créé à Marcinelle. Celui-ci est chargé des relations avec la Commission des Communautés européennes. Aujourd'hui, la situation a considérablement évolué, et il est possible de penser à des organisations nationales. Déjà, il est arrivé à plusieurs reprises que les responsables des universités du troisième âge d'un pays se rencontrent pour échanger leurs points de vue ou effectuer des démarches communes. Ce pragmatisme a permis, en réalité, de jeter les bases des organisations nationales qui se créent actuellement. Par le nombre de ses institutions, la France deviendra naturellement l'association nationale la plus importante, suivie de l'Espagne et de la Belgique. On peut cependant se demander si, dans quelques années, les rapports de force ne se modifieront pas en faveur de pays plus vastes du continent américain. Une fois encore, l'Europe aura été, comme elle le fut si souvent sur le plan de la civilisation en général et de l'action sociale en particulier, le creuset d'une grande idée de solidarité humaine ».

Wise

NGOs in Europe have established in February 1978 a World Information Service on Energy - WISE, to assist groups there and elsewhere obtain the latest information on new energy options and to counter the mis-information being put out by the entrenched energy industry. (Ze Weteringplantsoen 9, Amsterdam, the Netherlands).

Coopération entre ONG

Le 23 mai 1979, l'Union internationale des étudiants et la Fédération syndicale mondiale ont signé une déclaration commune

dans laquelle ils ont mis au point, entre autres, les modalités concrètes de renforcement de leur coopération mutuelle. Il s'agit notamment des domaines d'action suivants :

l'échange d'informations;

le soutien mutuel des activités développées par l'une et l'autre organisation au profit des jeunes travailleurs et des étudiants;

la coopération dans le cadre de l'O.N.U. et de ses organisations spécialisées, en particulier l'Unesco, l'OIT et la FAO; l'intensification de la coopération de toutes les organisations de jeunesse démocratiques - internationales, régionales et nationales.

Olave Mémorial

At the 1978 Conference of the World Association of Girl Guides and Girl Scouts it was decided that the best form of memorial to the World Chief Guide, Olave Lady Baden-Powell would be a Centre that would live and be of great benefit to the Movement as a whole. The Olave Centre will house both the World Bureau (the World Association's secretariat) and Olave House (the present hostel) and will offer more facilities than these two existing premises. The Secretariat is looking for a site in London in a convenient situation for visitors from the whole world. To be of real value the Centre must house :

more convenient office facilities for the World Bureau staff; residential accommodation in the form of dormitories as well as small bedrooms; rooms for international programmes, seminars, committees; a world library for books and other literature from National Organisations in the Movement; refreshment facilities; and last but not least... a museum to commemorate the truly world-wide life and work of Olave Baden-Powell.

(132 Ebury Street. London SW1W 900. UK).



Concours

L'Union internationale des architectes

(UIA) organise une consultation internationale pour la réalisation du siège du Ministère des Affaires Etrangères à Riyadh.

Les architectes sélectionnés ont été choisis par le Ministère des Affaires Etrangères d'Arabie Saoudite. Le jury est constitué de 7 experts choisis par l'UIA : Son Excellence A. A. Al Thonayan, Ministre des Affaires Etrangères d'Arabie Saoudite, Dr.

S Bakhraibah (Arabie Saoudite), R de la Moz (Espagne), Erickson (Canada), P.J. Eriksen (Norvège), H. Fathy (Egypte), M. Islam (Bangladesh).

Textiles, 75th Anniversary

On may 27, 1979 the International Textile Manufacturers Federation marked the 75th anniversary of its foundation. Two books have been written about its history, one by Dr. W.T. Kroese (« Historic Sketch ») covering the period from 1904 to 1960, and a second by Mr. Mario Ludwig (« The Textile Industry in the Development Decade. IFCATI 1960-1970 »). Dr. Kroese's publication having been out of print for a long time a new book with the title « 75 years. 1904-1979 », has been prepared with a view to present a comprehensive summary of the Federation's history to this day. It draws largely on the above two titles and not only traces the Federation's history, but also includes in a separate section general as well as specific textile information on each of its member countries (Am Schanzengraben 29, Postfach CH-8939, Zurich).



Ecrivains

Au mois de juin 1979, a Helsinki, le Syndicat international des auteurs a tenu son 5e congrès mondial. Plusieurs résolutions y ont été adoptées concernant notamment la position des auteurs vis-à-vis des nouvelles techniques audiovisuelles: la télévision par câble, le vidéogramme, les satellites. Il a été décidé de restructurer l'organisation: cette tâche a été confiée au Bureau du Syndicat qui devra la terminer pour le 30 juin 1981 au plus tard.

« Flavour News »

The first issue of « Flavour News » was issued in August 1979 by the International Dairy Federation (IDF) with a sub-title « Flavour research in the dairy field ». It is a compilation from information made available by members of a IDF Working Group dealing with flavour in milk and milk products. The majority of members belong to Dairy Research Institutes. The Group meets periodically, once or at most twice a year, to exchange views and information mainly in relation to the development of new methods « Flavour News » is an attempt by the Group to inform dairy interests about the essential aspects of problems in this relatively new field of research 'Square Vergote 41, B-1000 Brussels.

Presse

L'Institut international de la presse a adopté à Athènes, à l'issue de sa 28^e assemblée générale, des résolutions condamnant la répression de la presse en Afrique du Sud, en Argentine, en République démocratique allemande, en Egypte, en Iran, au Nicaragua et en Tchécoslovaquie. M a également invité tous les pays signataires de l'acte final d'Helsinki à respecter les clauses concernant le libre échange d'informations et plus particulièrement permettre aux correspondants étrangers d'exercer leur profession sans obstacles.

Luther in Russia

The next Conference for Lutheran Churches in Europe will probably take place in September 1980, in Tallinn, USSR, capital of Estonia. It will be organized by the department of church cooperation of the Lutheran World Federation jointly with the Lutheran church of the host country. It is the first conference of Lutheran World Federation to be held in USSR. Member churches from 20 European countries will be invited to send delegates, and invitations will also go to participants from other continents. Since the conference will take place shortly before the Madrid meeting of the Conference on Security and Cooperation in Europe, the topic « The Conference on Security and Cooperation in Europe - a challenge to the churches » will be on the programme (P.O. Box 66, Route de Ferney 150, CH-1211 Geneva 20).

Migrations

Réunie en session à Genève en octobre 1979, le Conseil de la Commission internationale catholique pour les migrations (CICM) a élaboré un plan de secours pour les enfants réfugiés sans accompagnement familial. En 1979, la CICM a permis à 70.000 réfugiés de trouver de nouvelles conditions d'existence. Depuis 25 ans, 2 millions de personnes ont pu être aidées dans leur réinstallation par la CICM et plus de 40 millions de dollars ont été avancés aux personnes déplacées et réfugiés pour assurer leur transport (65, rue de Lausanne, CH-1202 Genève).



Bird Bulletin

The first issue of « The International Council for Bird Preservation Newsletter » came out in September, 1979. It succeeds « The President's Letter », published through out 1978. The newsletter is the result of a recommendation by the International Council Publications Committee, that ICBP should produce an information bulletin with news of conservation issues, meetings and conventions, ICBP activities, and other items of interest to ICBP's national sections, working groups affiliated organizations, friends and supporters. A bimonthly schedule is planned. (British Museum, Natural History dept London SW7).



Dictionnaire

L'Union Internationale des Journalistes et de la Presse de Langue Française (UIJPLF) participe à la réalisation d'un dictionnaire multilingue (français, espagnol, italien, portugais) de la presse écrite et audio-visuelle. Commandée par l'Union latine, organisme intergouvernemental, la rédaction de cet ouvrage a été confiée à l'Association française de terminologie (AFTERM) qui a demandé à M. Alain Rey. Rédacteur en chef des dictionnaires le Robert, d'en assurer la direction linguistique. L'UIJPLF participera en particulier à la revision des travaux effectués (3, Cité Bergère F-75009 Paris).

Journalists

A meeting was held between August 22 and 25, 1979, in the headquarters of the General Secretariat of the International Organization of Journalists (IOJ), in Prague, between a delegation of the Federation of Arab Journalists (FAJ) and the IOJ. The meeting centred mainly on questions of fraternal cooperation between both journalist organizations. During the friendly talks the participants upheld the same positions on the situation in the Middle East. The IOJ representatives welcomed the news about a European-Arab conference of journalists and expressed full support for it. At the end of the talks a document on long-term cooperation between both organizations was signed. The document

was signed by Dr. Saber Falhout, Vice-President of FAJ and Jiri Kubka, Secretary General of IOJ.

Jaycees

A l'occasion de l'Année internationale de l'enfant, M. Kumar Géra, Président de Jaycees International, s'est fixé pour but pour son année de présidence que les membres aident au moins 1 million d'enfants par l'intermédiaire de leurs projets. Si chaque membre « Jaycee » aide directement deux enfants seulement, la JCI aura aidé 1.137.616 enfants. En dehors de ce but précis, la JCI se concentre sur des projets de grande envergure et à longue échéance qui puisse être poursuivis bien au-delà de l'année internationale de l'enfant.



Child Consumers

As a contribution to the International Year of the Child, the International Organization of Consumers Unions (IOCU) has compiled a selected bibliography on « The Child as Consumer ». The consumer protection of children covers a large area of child products and services, and the bibliography is intended to illustrate the methods with which consumer organizations approach the special needs and problems of children as consumers. The bibliography is made up of IOCU and member organizations' publications (9 Emmastraat 2595 EG, The Hague).

Commerce

Suivant l'avis de plusieurs milliers de promoteurs, architectes et managers, le prix international des centres commerciaux ouverts en 1978-79 a été attribué par le Conseil international des centres commerciaux à City 2, édifié à Bruxelles, dans le cadre de la rénovation du centre de la ville. C'est la réalisation la plus importante conçue au cœur d'une ville européenne.

Scouting

How does the World Scout Bureau's Staff Management Conference help to maintain

the unity of scouting while respecting its diversity ? The answer is to be found in Scout - Idea Exchange', October 1979: « The World Bureau's staff operates from the head office in Geneva and from 5 Regional Offices. Naturally this creates communications problems which cannot be solved by correspondence and publications alone. A National Scout Association faces the same problem, but with its volunteer and/or professional staff members, who work in districts which may have quite different needs. If decisions are made - either at a national or international headquarters, or at the lower levels - without excellent communications - then policies and activities may be insufficiently flexible to cater for different needs, or, there may be such differences that one loses sight of the essential unity. How do we solve this problem at World Bureau level ?

Every year, each Region holds its own Staff Management Conference. Then all our Regional Executives come to Geneva and spend a few days in personal consultation with each department head. After this we all go into a « retreat » together for a week's intensive work which begins informally at breakfast and continues all day in alternating plenary and group sessions. During lunch and dinner participants often identify new problems and solutions, which then enrich the following sessions. The purpose is always the same : to provide better Scouting for more boys, while preserving the unity and integrity of the Movement ». (C.P. 78. CH-1211 Geneva 4).

World Photography Year

A provisional Committee has been formed to support a « World Year of Photography » which was launched by a motion proposed by Mr Victor Coucke, Secretary General of Europhot, during the 5th Europhot International Congress of Photography in Belgrade. The Committee will contact and consult photographic associations and institutions as well as 44 international organizations for culture, science, education, cultural heritage, tourism and international understanding, in order to study the best ways a « World Year of Photography » could serve the ideals of Unesco. (Quai des Messageries 28, F-71100 Chalon s/Saône).

Eglises

Un article bien documenté « The politics of the World Council of Churches » paraît dans « The World Today » de septembre 1979. Il est rédigé par K.F. Civic, spécialiste des affaires d'Europe orientale à l'Economist. L'auteur évoque le poids moral très important dans le monde de ce groupement de 295 églises protestantes, né en 1948 et totalisant aujourd'hui 400

Conseil oecuménique des églises - nom français du World Council of Churches - connaît des tiraillements internes dus à la politique anti-raciste amorcée en 1968 et radicalisée depuis. L'auteur n'exclut pas l'éventualité que des membres importants du Conseil puissent se désolidariser de cette politique et n'affaiblissent ainsi la position du Conseil. (Chatham House, 10 St James's Square, London SW1Y 4LE, UK).

Prix international

La Confédération internationale des négociants en œuvres d'art (CINOA) attribue chaque année un prix pour encourager l'étude de l'histoire de l'art dans les pays où elle est représentée. Le montant de 5.000 dollars est destiné à permettre la publication d'une thèse de doctorat - ou un travail de niveau équivalent. Il a été successivement attribué à un professeur d'histoire de l'art de l'université de Liverpool, à un professeur d'histoire de l'art de l'Université de New York et à un docteur en histoire de l'art de l'Université de Baie. La prochaine attribution se fera lors de l'assemblée générale de la CINOA à Dublin le 28 juin 1980. La Confédération compte actuellement des associations membres dans les 13 pays suivants: Autriche, Belgique, France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Irlande, Italie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne, Afrique du Sud, Suède et Suisse (27, rue Ernest Allard, B-1000 Bruxelles).



Cancer

En août 1979, un contrat a été signé entre l'Organisation européenne de recherche sur le traitement du cancer (EORTC) et la Commission des Communautés européennes. Au terme de ce contrat l'EORTC recevra une aide qui lui permettra de réaliser une partie de son programme de recherche. Jusqu'alors ce programme de recherche européen n'était subside que par le National Cancer Institute des Etats-Unis. Le patronage de la Communauté européenne renforcera les liens de collaboration unissant la recherche cancérologique de l'Europe occidentale à celle des Etats-Unis et des progrès plus rapides peuvent être attendus.

La Belgique, pays-hôte des organisations internationales

Selon les statistiques les plus récentes publiées par l'Union des Associations Internationales, la Belgique en 1977 donne l'hospitalité à 702 sièges principaux ou secondaires d'organisations internationales, 903 en France, 799 dans le Royaume-Uni, 519 en Suisse, 288 dans la République Fédérale d'Allemagne, 245 en Italie, 241 aux Pays-Bas pour se limiter aux principaux pays-hôtes européens.

A titre d'indication des croissances, signalons que les chiffres analogues pour 1960 et 1972 étaient pour la France 424 et 645, pour la Belgique 206 et 583, pour le Royaume-Uni 273 et 442, pour la Suisse 250 et 346, pour les Pays-Bas 104 et 183, pour la République Fédérale d'Allemagne 49 et 172, pour l'Italie 75 et 134.

Au point de vue de la répartition des sièges par villes, la situation se présente, en ordre décroissant, comme suit : Paris 646, Bruxelles 562, Londres 511, New York 422, Washington 244, Genève 232, etc.

Si l'on doit souhaiter une large répartition géographique des sièges des organisa-

tions internationales comme aussi des sièges des réunions internationales, il convient de corriger l'opinion inexacte qui prévaut encore dans certains milieux, principalement de parlementaires ou de fonctionnaires des administrations nationales, au sujet de la charge qui représenterait pour un pays la présence sur son territoire des sièges d'organisations internationales.

Il est sans doute difficile de chiffrer l'apport en prestige et son accroissement de culture ou l'avantage de pouvoir suivre, de près et facilement, les réalisations, projets et tendances de la coopération internationale, dont les décisions, comme on le sait, exercent une influence de plus en plus grande sur la vie nationale.

Il y a aussi les possibilités de formation et d'accès aux fonctions internationales et donc d'emplois nouveaux.

Mais à certains, il faut surtout souligner l'aspect économique et nous rappellerons ici qu'une enquête effectuée au début de 1966 par la Fédération des Associations

Internationales établies en Belgique a révélé que 88.50% des ressources (en espèces) de ces organisations proviennent de l'étranger et que 87.80 % de leurs dépenses (en espèces) sont effectuées en Belgique.

TAPIS ROUGE A
L'HÔTEL DE VILLE
DE BRUXELLES

Le 24 janvier 1980, le Bourgmestre de Bruxelles, M. Pierre Van Halteren, recevra à l'Hôtel de Ville, les représentants des organisations internationales et de leurs branches nationales établies à Bruxelles.

Les autorités bruxelloises souhaitent ainsi témoigner leur intérêt et leur soutien aux nombreuses organisations qui choisissent Bruxelles pour cadre de leurs activités.

Lors de la réception, les invités seront documentés sur les facilités, services, équipement que la Capitale de la Belgique met à leur disposition pour toutes leurs réunions et congrès.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS, 1 / 1980 43



Hotel de Ville de Bruxelles Photo : Inbel.



1978

Répartition géographique des réunions internationales par continent, pays et ville en 1978

Geographical distribution of international meetings by continent, country and city

REPRODUCTION INTERDITE

- COPYRIGHT UAI 1978

Depuis 30 ans, l'UAI a établi à l'intention de ses membres un relevé statistique des réunions internationales tenues dans l'année qui vient de s'écouler.

Ces statistiques sont établies sur la base des données recueillies par l'UAI et retenues selon certains critères constants depuis 30 ans; cela afin de maintenir la comparabilité et les possibilités d'analyse.

Le réseau d'information de l'UAI concerne avant tout les organisations et associations mentionnées dans l'Annuaire des Organisations Internationales : les assises de leurs principaux organes, les sessions régionales (groupant plusieurs pays), les symposiums, les groupes d'études, à l'exclusion des réunions ou manifestations à caractère essentiellement religieux, didactique, politique, commercial ou sportif. Des enquêtes spéciales sont menées également par l'UAI pour dépister les réunions nationales avec participation internationale suffisamment large. Sont prises en considération les réunions d'une certaine importance soit par le nombre, soit par la représentativité, soit par le pouvoir des délégués rassemblés. Ne sont pas retenues les réunions nationales, les réunions très limitées ou spécifiques, les sessions régulières de comités ou groupes d'experts particulièrement nombreuses au niveau intergouvernemental.

For the past 30 years UAI has undertaken a statistical study of international meetings that took place during the preceding year, for the benefit of its members. These statistics are based on figures obtained by UAI and selected according to a set of criteria established 30 years ago, at the outset of these surveys this continuity has been deliberately maintained in order to furnish validly comparable material for subsequent analysis.

UAI's information network is concerned above all, with those organizations and associations which appear in the Yearbook of International Organizations the sittings of their principal organs, their regional sessions (grouping several countries/more than 3 countries) symposium, study tours, congresses etc.; those meetings or gatherings of an essentially religious, didactic, political, commercial or sportive nature are excluded.

UAI also undertakes special surveys in order to select national meetings enjoying large groups of international representatives. Those meetings of a certain importance, in terms of either number or representativeness, or power of assembled delegates are taken into consideration. Whereas those which are either entirely national, or of either strictly limited or specialised

Ainsi les présentes statistiques ne peuvent refléter que partiellement la courbe ascendante du nombre total de réunions internationales.

Nous ne publions ici que le tableau de répartition géographique des congrès internationaux organisés en 1978.

L'étude faite chaque année par l'UAI pour ses membres comprend de nombreux autres tableaux tels que : répartition mensuelle des congrès, liste des principaux pays et villes hôtes, expositions organisées conjointement avec des congrès, nombre de participants, répartition géographique des congrès internationaux prévus pour les années à venir, etc., etc... L'étude concernant l'année 1979 sera disponible d'ici quelques semaines.

nature or which are particularly numerous regular sessions of committees or groups of experts or meetings on an intergovernmental level are not included.

Thus the present statistics can only partially reflect the upwars curve of the total number of international meeting which satisfy UAI's selective criteria.

We are only publishing here one of the tables contained in the annual survey; other tables including monthly distribution of international congresses, main host countries and cities of congresses, organization of exhibition in conjunction with congresses, breakdown on the number of participants, geographical distribution of future meetings, etc... The 1979 survey will be completed very shortly and distributed solely to UAI's corporate members.

Africa			
ALGERIA 1		IVORY COAST 4	
Algiers	1	Abidjan	3
BOTSWANA 1	1	others	1
CAMEROON 2	2	KENYA 21	
CONGO 5	5	Nairobi	19
EGYPT 15			-
Cairo	12	MALAWI 1	1
others	3	MALI 1	1
ETHIOPIA 3	3	MAURITIUS Isl 1	1
GABON 7	7	MOROCCO 11	11
GAMBIA 1	1	NIGERIA 6	6
GHANA 4	4	RWANDA 2	2
GUINEA 1	1	SENEGAL 4	4
		SIERRA LEONE 2	2
		SOUTH AFRICA 6	6
		SUDAN 2	2
		SWAZILAND 1	1
		TANZANIA 3	3
		TOGO 1	1
		TUNISIA 9	9
		UPPER VOLTA 1	1
		ZAIRE 6	6
		ZAMBIA 3	6
		not fixed 1	1
		129	

Asia			
BANGLADESH 1	1	MALAYSIA 25	26
HONG KONG 15	15	MONGOLIA 1	1
INDIA 47		NEPAL 1	1
New Delhi	25	PAKISTAN 3	3
other	22	PHILIPPINES 32	
INDONESIA 10	10	Manila	29
IRAN 11	11	others	3
IRAQ 1	1	SAUDI ARABIA 4	4
ISRAEL 105		SINGAPORE 36	36
Jerusalem	37	SOUTH KOREA 4	4
Tel Aviv	32	SRI LANKA 13	13
others	35	SYRIA 4	4
JAPAN 80		TAIWAN 4	4
Kyoto	30	THAILAND 22	
Tokyo	33	Bangkok	19
others	17	others	3
JORDANIA 1	1	not fixed 1	1
KUWAIT 2	2		
LEBANON 5	5		429

Australasia			
AUSTRALIA 43			
Melbourne	11		
Sydney	11		
others	21		
FIDJI 1	1		
NEW CALEDONIA 7	7		
NEW ZEALAND 8	8		
59			

America					
ANTILLES 3	3	CHILE 4	4	URUGUAY	3
ARGENTINA 32		COLOMBIA 10	10	Montevideo	1
Buenos Aires	28	COSTA RICA 6	6	not fixed	2
others	4	CUBA 3	3	USA 440	
BARBADOS 2	2	DOMINICAN REP. 2	2	Atlanta	11
BAHAMAS Isl 1	1	ECUADOR 6	6	Boston	6
BRAZIL 34	15	GUADELOUPE 4	4	Chicago	20
Bon Ape Janeiro				Denver	5
Sao Paulo				Las Vegas	14
others	13	GUATEMALA 2	2	Los Angeles	15
BOLIVIA 2	2	GUYANA 6	6	New Orleans	44
CANADA 132		JAMAICA 2	2	New York	51
Montreal	32	MEXICO 34		Philadelphia	3
Ottawa	19	Mexico	29	San Diego	12
Quebec	3	others	5	San Francisco	26
Toronto	27	PANAMA	2	Washington	55
Vancouver	10	PERU	5	others	211
other	41	PUERTO RICO	4	VENEZUELA 9	9
CARIBBEAN 5	5	TRINIDAD	1		754
Europe					
AUSTRIA 104		GREECE 47		SWEDEN 61	
Innsbruck	17	Athens	39	Stockholm	28
Salzburg	14	others	8	others	33
Vienna	57	HUNGARY 38		SWITZERLAND 225	
others	16	Budapest	29	Geneva	148
BELGIUM 199		others	2	Lausanne	10
Brussels	122	ICELAND 1	1	Montreux	4
Liege	32			Zurich	21
others	45	IRELAND 33		others	42
BULGARIA 19		Dublin	26		
Varna	13	others	7	TURKEY 13	13
others	6	ITALY 150	23	UK 386	23
CYPRUS 3	3	Florence	38	Brighton	8
CZECHOSLOVAKIA 60		Rome		Cambridge	
Bratislava	4	others	89	Edinburgh	22
Liblice	3			London	193
Prague	29	LUXEMBOURG 16	12	others	140
others	24	MALTA 4	4	USSR 31	
DENMARK 74		MONACO 9	9	Moscow	9
Copenhagen	41	NETHERLANDS 80		others	22
others	33	Amsterdam	27	YUGOSLAVIA 26	
FINLAND 42		The Hague	14	Belgrade	4
Helsinki	35	others	39	others	22
others	7	NORWAY 33		not fixed	
FRANCE 339	165	Oslo	18		2392
Paris		others	15		
Strasbourg	22	POLAND 56	23		
others	152	Warsaw	33		
GERMAN Dem Rep	4	others	33		
BERLIN East	3	PORTUGAL 23	23		
BERLIN West	44	RUMANIA 3			
GERMANY Fed Rep 201		Bucharest	2		
Dusseldorf	11	others	1		
Hamburg	37	SPAIN 65			
Munich	33	Barcelone	11		
others	120	Madrid	33		
		others	21		
				Total	
				AFRICA	129
				AMERICA	754
				ASIA	429
				AUSTRALASIA	59
				EUROPE	2392
					3763



INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR

1980

Nous publions ci-dessous la liste des réunions internationales prévues en janvier et février 1980 qui nous ont été annoncées avant le 15 octobre 1979.

We are publishing here under the list of international meetings due to take place in January and February 1980 which have been announced before October 15, 1979.

MARCH

MARS

1980 Mar 1-2 Bowling Green (OH, USA)
Geobotany conference.
R.C. Romans, Dept of Biological Sciences. Bowling Green State University. Bowling Green, OH 43403.

1980 Mar 1-2 Geneva (Switzerland)
World Alliance of Young Men's Christian Associations. Meeting of area executives. (YB n° A 3453)
YUMA, John a Mott House. Quai Wilson 37. CH-1201 Geneva.

1980 Mar 1-2 Liege (Belgium)
Congres communautaire de la Croix Rouge. P : 1000.
Croix-Rouge de Belgique. Chaussée de Vieugat 98. 8-1050 Brussels

1980 Mar 1-7 Berlin (West)
Int Tourism Exchange Berlin 1980. Congress and ex. P: 133.900.
M. Trautmannsberger. AMK Berlin. Messedamm 22, D-1000 Berlin

1980 Mar 2-7 Brighton (UK)
Oceanology int conference and exhibition. P : 1000.
A D J Brooks. Esq. 8PS Exhibitions Ltd. 4 Seaford Court. 220/222 Great Portland Street London W1N 5HH.

1980 Mar 2-9 Chicago (IL, USA)
International Association of Students in Economics and Management. Congress : Int student exchange P 275 C : 56. (YB n° A 1349)
Nous publions ci-dessous la liste des réunions internationales prévues en janvier et février 1980 qui nous ont été annoncées avant le 15 octobre 1979.
AIESEC Int. Ay A Buyi 123. B-1050 Brussels. Belgium, or AIESEC US. 622 Third Ave. 31st Fl. New York NY 10017, USA.

1980 Mar 3 Reykjavik (Iceland)
Nordic Council. 28th Session. (YB n° A 2384)
Hordiska radet Presideseekretariatet Gudmund Saxrud, PO Box 19506, S-104 32 Stockholm 19.

1980 Mar 3-5 Las Vegas (NV, USA)
Institute of Internal Auditors. Inc. General audit management conference. P : 150-160.
C 10-12. (YB n° A 1031)
Conference Register, HA. 249 Mariland Avenue, Altamonte Springs. FL 32701. USA.

1980 Mar 3-5 and 6-7 Los Angeles (CA, USA)
USC Center for Future Research. Workshop on futures research techniques for corporate planners and managers: 1. Perspectives and techniques: 2) applied cross-impact analysis.
Graduate School of Business Administration. University of Southern California. Los Angeles CA 90007.

1980 Mar 3-6 Cairo (Egypt)
Int Association for Medical Research and Cultural Exchange. 8e Journées medicates
logie pediatrie ophtalmologie (YB n° A 1199)
AIRMED, Sue de Sere, 4. F-75009 Paris

1980 Mar 3-7 Manila (Philippines)
Int Association of Agricultural Librarians and Documentalists/ Agricultural Libraries Association of the Philippines/Agricultural Information Bank of Asia. 6th IALD world congress. Agricultural information to hasten development. P: 250. (YB n° A 1247)
National Planning Committee. In IALD World Congress. do the Library. University of the Philippines at Los Banos College. Laguna 3720. Philippines.

1980 Mar 3-28 Geneva (Switzerland)
futures. (YBn° B61731)
CEI. Chemin de Conches 4. CH-1231 Conches-Geneva.

1980 Mar 3-Apr 3 Montreal (Canada)
International Civil Aviation Organization. Council. 99th session. (YB n° A 1505)
ICAO. Int Aviation Square. 1000 Sherbrooke St W. Montreal PO H3A 2R/ Canada.

1980 Mar 4-6 London (UK)
Miss J. McCann, Conference Officer. Institute of Petroleum. 61 New Cavendish Street. London W1M 6AR.

1980 Mar 4-8 Bordeaux (France)
Foire Int de Bordeaux. Parc des Expositions de Bordeaux. PO Box 55 Grand-Parc. F-33030 Bordeaux Cedex.

1980 Mar 5-6 Hong Kong (Hong Kong)
Hung Kong investment seminar P : 400.
World Economic Reporters. Room 1914. Asian House. 1 Hennessy Road. Hong Kong.

1980 Mar 5-6 Jerusalem (Israel)
Committee or. Data for Science and Technology. Meeting Problems in the treatment of numerical data. (YBn-B0319)
CODATA. Prof/EF. Westrum Jr. Dept of Cemistry, University of Michigan. Ann Arbor. MI 48109. USA.

1980 Mar 5-7 Amsterdam (Netherlands)
European Society for Opinion and Marketing Research. 59th ESOMAR seminar on : - Information systems in action - from data to information. (YB n° A 0853)
ESOMAR Central Secretariat Aasdruisstraat 15. NL-1016 DB Amsterdam

1980 Mar 5-7 Bordeaux (France)
BHRA Fluid Engineering /OCEANEXPO. 3rd Int symposium on dredging technology
The Conference Organiser, BHRA Fluid Engineering. Cransfield Bedford MK43 0AJ. UK

1980 Mar 5-7 Milan (Italy)
SIRIUCIMUCEIUMFISIJIRA Int Federation for the Theory of Machines and Mach-
robot technology 4th NC robot automation ex (YB n° A 390/1)
OEJ and TOOL-JET. Viale Fulvio Tsb 128, I-20092 Cinisello Balsamo (Milan)

1980 Mar 5-9 Pittsburgh (PA, USA)
Conference on analytical chemistry and applied spectroscopy
E S Hodge. 440 Fifth avenue. Pittsburgh. PA 15213.

1980 Mar 5-15 Piriapolis (Uruguay)
World Alliance of Young Men's Christian Associations. Evaluation seminar of regional
(MWRshie development programmed 3452)
YMCA. John R. Mon House. Quai: Wilson 37. CH-1201 Geneva.

1980 Mar 9-20 Palm Coast (FL, USA)
1980 Sanibel symposia . 1) Quantum biology and quantum pharmacology. 2) atomic,
molecular and solid-state theory, collision phenomena and computational quantum che-
Acting Director. Sanibel Symposia. Quantum Theory Project 365 Williamson Hall, Uni-
versity of Florida. Gainsville. FL 32611, USA.

1980 Mar 7-11 Berlin (West)
M Hotel Association. Council meeting. (YB n° A 2110)
HA. 89 rue du Faubourg Saint-Hotivb, F 75008 Paris.

1980 Mar 6-7 Chicago (IL, USA)
Mena Enterprises of Canada. Int chromatography conference.
ALENCA. PO Box 1779, Cornwall, ON, Canada K6H 5V7.

1980 Mar 9 Calcutta (India)
World Federation of Public Health Associations/Indian Public Health Association 3rd
Int congress of the WFPHA . Gains and difficulties in implementing primary health care
P : 500-800. C : 40-50. (YB n° A 3870)
WFPHA Secretariat c/o Dr S Kessler. American Public Health Association. 1015 19th
Street NW. Washington. DC 20005. USA.

1980 Mar 9 (France)
hit Sports Federation of Catholic Teaching Establishments. Int university cross.
(A 4172,
FISEC. Hue Saint-Jacques 277. F-75005 Paris.

1980 Mar 9-13 Houston (TX, USA)
American College of Cardiology. Annual scientific session.
ACC. 9111 Old Georgetown Road. Bethesda, MD 20014. USA.

1980 Mar 9-13 New Orleans (LA, USA)
American Society of Mechanical Engineers. 25th Annual Int gas turbine conference and
products show
Thomas E Stott, President Stal-lev Inc. 400 Executive Boulevard. Elmsford. NY
10523. USA.

1980 Mar 9-14 Jerusalem (Israel)
bit Radiation Protection Association. 5th Int congress P: 1000.
Keres. POB 16271. Tel Aviv. Israel

1980 Mar 9-14 Moshav-Shoresht (Israel)
European Molecular Biology Organization. Meeting on muscle cell culture m the study
Of gene expression during differentiation. P : 40-50 (YB n° A 0811)
Prof Dan Jaffe. Chairman. Department of Cell Biology. Weizmann Institute of Science.
PO Box 26. Rehovot. Israel.

1980 Mar 10-11 London (UK)
Pacific Area Travel Association. Mart conference. Ex. (YB n° A 3042)
S. Gray-Forton. Int Conference Promotions Ltd. Teniteri Street 1. London W1.

1980 Mar 10-12 San Diego (CA, USA)
Conference on cardiovascular disease epidemiology.
AHA. 7320 Greenville Av., Dallas. TX 75231. USA.

1980 Mar 10-14 Darwin (Australia)
Commonwealth Association of Science and Mathematica Educators/Darwin Protes-
S.J.G'a. Cent re/Depart. ment Of Education. Regional meeting of CASME (YB n° A 4545)
D.G Thomas. Office of the Scientific Adviser. Commonwealth Secretariat. Marlborough
House. Pall Mall. London SW1Y 5HX. UK.

1980 Mar 10-14 London (UK)
Tropical Products Institute Conference on natural fibres.
Publication. Publicity and Public Relations. TPI. 56/52 Grays Inn Road London WC1X
BLU.

1980 Mar 10-14 Rhode-Saint-Genése (Belgium)
von Karman Institute for Fluid Dynamics. Lecture series on unsteady aerodynamics P:
50 C : 10-12. (YB n° B 3420)
VKI, ches de Waterloo 72. B-1640 Rhode-Saint-Genése.

1980 Mar 10-14 Straabourg (France)
European Parliament. Plenary session. (YB n° B 0667)
European Parliament Centre Européen. PO Box 1601. Luxembourg. Luxembourg.

1980 Mar 10-15 Kuala Lumpur (Malaysia)
Eastern Regional Organization for Planning and Housing. 7th Congress Human settle-
ments in the development process (YB n° A 0479)
Mr C Leong. Malaysian Institute of Architects. 23 Jalan yap kwan sang. POB 2635.
Kuala Lumpur

1980 Mar 10-30 Buenos Aires (Argentina)
Int Telecommunication Union. Conférence administrative regionale de radiodiffusion, a
nu, Place des Nations, CH-1211 Genève 20

1980 Mar 10-Apr 11 Vienna (Austria)
UN/United Nations conference on contracts for the international sale of goods
UN. Palais des Nations. CH-1211 Geneva 10. (YB n° A
3375)

1980 Mar 11 Philadelphia (PA, USA)
Interuniversity Communications Council. EFPM seminar spring 1980 Financial and
general academic planning using the model EFPM. P : 25. (YB n° B 0770)
Ms Carol Parysz. EDUCOM. PO Box 364. Princeton, NJ 08540. USA.

1980 Mar 11 - 12 Columbus (OH, USA)
United States Supervisor of Diving/Battelle/American Society of Mechanical Engineers
Ocean Technology Division/etc... Working diver symposium 1980.
c/o Betty Akire. Battelle-Columbus. 505 King Avenue, Columbus. OH 43201.

1980 Mar 11-13 London (UK)
Ciba Foundation. Symposium 79 on the biological role copper. Print. (YB n° B 1827)
Dr D C Evered. Ciba Foundation, 41 Portland Place. London W1W 4BN.

1980 Mar 11-14 London (UK)
Int business computing, word processing and information management conference
BED Exhibitions Ltd. Bridge House, Restmor Way. Wallington. Surrey SM6 7SZ. UK.

1980 Mar 12 Leicester (UK)
British Nuclear Energy Society. Symposium. Design of chemical and nuclear installa-
tions against impacts from plant generated missiles.
Mr D T Davies. GEC. Reactor Equipment Ltd. Cambridge Road, Whetstone. Leicester.

1980 Mar 12-13 London (UK)
The Royal Society. Meeting for discussion : The emergence of man. P 300
(YB n° B 5634)
Royal Society, 6 Carlton House Terrace. London SW1Y 5AG.

1980 Mar 12-14 Charleston (SC, USA)
Institute of Mathematical Statistics/ENAR. Biometric Society. Eastern regional meeting
(YB n° A 1034)
William L. Harkness. IMS Program Secretary. College of Science, Dept of Statistics,
Pennsylvania State University. 210 Pond Laboratory, University Park. PA 16802. USA.

1980 Mar 12-14 Dijon (France)
Int Norrofel Association. Meeting about the vegetables and exotics productions : Big
150-200. C : 10-15. Ex : Florissimo (YB n° A 4493)
Int Association Norrofel. PO Box 108. F-21003 Dijon Cedex.

1980 Mar 12-14 Paris (France)
Int Federation for Information Processing. TC6/IRIA Symposium on distributed data
bases. (YB n° A 1828)
IFIP. Rue du Marché 3. CH-1204 Geneva.

1980 Mar 12-14 Paris (France)
Int Federation for Information Processing. TC6/IRIA. Symposium on distributed data
bases. (YB n° A 1828)
IFIP. rue du Marche 3. CH-1204 Geneva.

1980 Mar 12-14 Tokyo (Japan)
2nd Int beverage industries congress. P : 1800. C : 4.
Clapp and Polak Asia. Inc. Hosan Building, 3-9-2. Kyobashi. Chuo-ku. Tokyo 104.

1980 Mar 12-14 Versailles (France)
Int symposium on distributed data bases.
IRIA. Domaine de Voluceau. PO Box 105. F-78150 Le Chesnay, France.

1980 Mar 12-14 Fondation de l'Industrie Pharmaceutique pour la Recherche. Colloquium. P : 200-300. C :
Prof Brunaud. Fondation de l'industrie pharmaceutique pour la recherche. 25 rue de
Montevideo. F-75116 Paris. France.

1980 Mar 12-21 Brussels (Belgium)
European Conference of Postal and Telecommunications Administrations, Plenary
assembly P: 400. C : 26. (YB n° A 0696)
Secretariat CEPT. Régie des Postes-CEPT. Centre Monnaie. B-1000 Brussels.

1980 Mar 13-14 Copenhagen (Denmark)
Nordic Shipa Officers Congress. Conference (YB n° A 2996)
No's* Stymandsforening. Arbenstgt 11. Oslo 2. Norway

1980 Mar 13-17 Milan (Italy)
Association or Attendars and Alumni of the Hague Academy of Int Law. Congress.
(YB n° B 0119)
AAA. Laan Copes V. Cattenburch 9& NL-The Hague.

1980 Mar 2nd hall Piriapolis (Uruguay)
World Alliance of Young Men's Christian Associations. Latin American Confederation.
Governing board meeting (YB n° A 3453)
YMCA. John R Mott Mouse. Quai Wilson 37. CH-1201 Geneva

1980 Mar 15-19 Association of Retailer-Owned Wholesalers in Foodstuff General assembly P: 50 UGAL 3 Av L. Gribbaumont B-1150 Brussels.	Rome (Italy) (YB n° A 0159)	1980 Mar 17-26 Arabes P 200 Unesco, Place de Fontenoy 7, F-75700 Paris	Tunisi (Tnesia) (YB n° A 3363).
1980 Mar 15-31 World photographic congress P 1000 Ex ITF Pte Ltd, Sulte 304, 8th Floor, World Trade Centre, Maritime Square, Singapore 4	Singapore (Singapore)	1980 Mar 17-28 Unesco, Comité special d'experts gouvernementaux d'elaborer un projet de 200. (YB n° A 3363) Unesco, Plea de Fontenoy 7, F-75700 Paris.	
1980 Mar 18 European Numismatic Alliance Meeting. P: 100. (YB n° B 0866) M Thmesse, Vice-President du Cercle Numismatique rue Neuve 43. B-4600 Cherée, Belgium	Liege (Belgium)	1980 Mar 17-Apr 4 UN, Human Rights Committee. 9th Session. UN, New York NY 10017, USA.	New York (USA) (YB n° A 3375)
1980 Mar 16 Int. Academy of Proctology. Congress: Proctology, gastroenterology and colon and rectal surgery P. 150. C + 18-20. Ex Alfred J Cantor, MD. 96 Wildwood Road TO Box L. Great Neck, NY 11023, USA.	New Orleans (LA USA) (YB n° B 0225)	1980 Mar 18-21 Direct Mail/Marketing Association. Conference. AmyRupp, 1730 K Street NW, Suite 905, Washington, DC 20006, USA.	Colorado Springs (CO. USA)
1980 Mar 16-18 Nuclear and Plasma Sciences Society/Institute of Electrical and Electronica Engineers. Particle accelerator conference. Of Louis Control NPS Meetings Co-ordinator, National Bureau of Standards, C-333 Radiation Physics, Washington, DC20234, USA.	(USA) (YB n° B 0621)	1980 Mar 18-21 Inter-American Press Association. Midyear meeting. 2911 W W 39th Street, Miami, FL 33142, USA.	San JOSE (Costa Rica) (YB n° A 1094)
1980 Mar 16-23 League of Red Cross Societies/Hungarian Red Cross. 5m European regional meeting Of RCY directors (YB n° A 2907) League of Red Cross Societies PO Box 276, CM-1211 Geneva 19	Budapest (Hungary)	1980 Mar 18-24 or 25-31 World Meteorological Organization/UN Economic Commission for Asia and the Pacific. Panel on tropical cyclones- 7th session. WMO, PO Box 5, CH-1211 Geneva 20.	Bangkok (Thailand) (YB n° A 3559/B 41 77)
1980 Mar 16-23 Club Managers Association of America. Convention. P: 1200. Exec Dir., Horace Duncan, CCM, 7615 Winterberry Pl., Washington, DC 20015, USA.	New York (USA)	1980 Mar 19-20 The Royal Society. Meeting for discussion: Extensional tectonics associated with convergent elate boundaries. P: 300. Royal Society, 6 Carlton House Terrace, London SW1Y 5AG.	London (UK) (YB n° 8 5634)
1980 Mar 16-28 British Council. Seminar: Head injuries. British Cl. 10 Spring Gardens, London SW1A 2BN, UK.	Glasgow (UK) (YB n° B 5259)	1980 Mar 19-21 IFIP Applied Information Processing Group (IAG). Seminar Standards of analysis. IFIP/IAG, 40 Paulus Potterstraat 1971 DB Amsterdam, Netherlands.	Rome (Italy) (YB n° B 3848)
1980 Mar 16-28 British Council. Seminar: Cardiovascular and respiratory clinical measurement. British Cl. 10 Spring Gardens, London SW1A 2BN, UK.	London and Bristol (UK) (YB n° B 5259)	1980 Mar 19-22 Association of Speech Trainers. Congress, P: 500 Spadille Congress Service, Sommervej 3, DK-3100 Hornbaek, Denmark	Nyborg (Denmark)
1980 Mar 16-29 social change. P: 50-60, C: 20-25. Salzburg Seminar, PO Box 129, A-5010 Salzburg, or, 17 Dunster Street Cambridge, MA 02138, USA.	Salzburg (Austria)	1980 Mar 19-23 and 26-30 European Industrial Space Study Group. Training seminar. Satellite communications. P. 35 (W Europe). Eurosapc, 16bis avenue Bosquet, F-75007 Paris.	Paris (France) and London (UK) (YB n° A 0784)
1980 Mar 17-19 Fondazione Int le Menanni, Piazza del Carmine 4, IMilano.	Florence (Italy)	1980 Mar 20-21 Alena Enterprises of Canada, PO Box 1779, Cornwall, Ontario, Canada K6H 5/7.	Miami Beach (FL, USA)
1980 Mar 17-21 European Centre for Social Welfare Training and Research. Symposium: Community work and community development for dispriveleged groups. P: 60. C: 17. ECSWTR, Berggasse 17, A- 1090 Vienna.	Berlin (West) (YB n° B6139)	1980 Mar 20-21 Int Council for Building Research Studies and Documentation. W29 Concrete Surface Finishings. Meeting CIB, PO Box 20704, NL-3001 JA Rotterdam, Netherlands-	Paris (France) (YB n° A 1723)
1980 Mar 17-21 Dechema/ American Institute of Chemical Engineers /European Federation of Chemical Engineering. Int symposium: phase equilibria and fluid properties in the chemical industry. Dechema, PO Box 97 O1 46, D-6000 Frankfurt (M 97, Germany, Fed Rep.	Berlin (West) (YB n° B 0725)	1980 Mar 20-21 Informatics and Biosphera. Colloquium: Fauna and informatics. P: 60-120. C: 10-15. (er 3 Rue Schetter 42, F-5016 Paris	Paris (France) (YB n° B 3483).
1980 Mar 17-21 World Intellectual Property Organization, Permanent Committee for Development Co-operation related to Industrial Property. WIPO, 32 Chemin des Colombettes, CH-1211 Geneva 20	Geneva (Switzerland) (YB n° A 3635)	1980 Mar 20-23 Scandinavian Federation for Laboratory Animal Science. Symposium and workshop Isolator, work with Isolatory, germ-free animals, laminar air-flow, clean bench, alternative and complementary methods, aniestesia behaviour. P: 100-200. C: 5-10. Ex. Mrs Barbro Salomonsson, c/o UHA, Box 45501, S-10430Stockholm, or, Miss Liliebit Hagberg, Dept of Physiology, Fact, S-40033 Gothenburg.	Gothenburg (Sweden) (YB n° A 4623).
1980 Mar 17-21 Int Agency for Research on Cancer. Int Course: Epidemiological approach to occupational cancer. P: 20 (YB n° A 3549) Dr W Davis, Chief Research training and hialson unit IARC, 150 Cours Albert Thomas, F-69372 Lyon Cedex 2, France.	Lyon (France) (YB n° A 3635)	1980 Mar 20-24 EEC Commission of the Fédération of European Aerosol Associations. Spring meetings. P 100. FEA, Square Mane-Louise 49, B-1040 Brussels.	Geneva (Switzerland) (YB n° B 0494)
1980 Mar 17-21 Economic Institute for the Development of Peoples. Session methodologique: Enquête consicetisante: Comment l'enquête sociologique peut etre un instrument d'evail de la conscience critique, tea masses populaires et de leur mobilisation contre les facters d'oppression INODEP, Avenue de Reille 34, F-75014 Paris.	Paris (France) (YB n° A 4463)	1980 Mar 21-22 Int colloquium on the aeronautics industry. P: 200. HEC Liege, Prof Braine, Secetaire General, Rue Sotfer 21, B-4000 Liege	Liège (Belgium)
1980 Mar 17-21 Association of the Welt and Ceiling Industries-Int. Annual convention P 1500-C: 10 E/ (YB n° B 4877) Association of the Wall and Ceiling Industries-Int. 1711 Connecticut AvenueNW, Washington, DC 20000, USA.	Phoenix (AZ, USA)	1980 Mar 21-23 Experiment in Int Living. Bi-annual European local representatives conference. Information and consultations sessions P: 60. C: 12. Experiment Int Secretariat PO Box 2913, NL-7301 EM Apelkoom, Netherlands.	Omans (France) (YB n° A0917)
1980 Mar 17-21 6th Int congress. Data processing - in Europe Opportunities and limits of information processing Sekretariat, 0 Int Kongress Dataverarbeitung im Europäischen Raum, c/o Intercon-vention, PO Box 36 A-1095 Vienna	Vienna (Austria)	1980 Mar 21-23 Ciba Foundation. Medical student conference: Trauma and after Dr Ruth Porter, Ciba Foundation, 41 Portland Place London WIN 4BN, UN.	Sheffield (UK) (YB n° 8 1827)
		1980 Mar 22-28 North American wildlife and natural resources conference P 1500 E/ Dr L. R. Jahn, 1000 Vermont Avenue, NW, Washington, DC 20005, USA	Miami Beach (FL, USA)

1980 Mar 22-27 Buenos Aires (Argentina)
23rd World Insurance congress P 1000
Congress Int SA. Reconquista 533 6° Piso. 1003 Buenos Aires.

1980 Mar 23-26 Brussels(Belgium)
ASLIB Association Nationale de la Recherche Technique/Bibliothèque Royale de Belgique « Eunim 4 - European conference on Innovation in primary publication Impact on producers and users.
Conference Organiser. Aslib 38Belgrave Square London SW1X 8PL UK

1980 Mar 23-27 Kyoto(Japan)
Int Camellia Society. 1980 Congress. P : 250. C : 14.
Kinki Tourist Co. Ltd Kyoto Foreign Tourist Center Kyoto Hotel. Kawaramachi Orke. Nakagyo-ku, Kyoto 604.

1980 Mar 23-29 Sydney (Australia)
Institution of Engineering. 17th Int coastal engineering conference.
Institution of Engineers. Australia. 11 National Circuit. Barton, Australia 2600.

1980 Mar 23-Apr 3 Leeds (UK)
Britten Council. Seminar : Calcium and phosphate metabolism. (YB n° B 5259)
British Cl. 10 Spring Gardens. London SW1A 2BN, UK.

1980 Mar 24-26 Amsterdam (Netherlands)
European Accounting Association. 3rd Congress. (YB n° B 5801)
Prof J Klaassen. Vrije Universiteit Amsterdam. NL-Amsterdam,

1980 Mar 24-26 Dakar (Senegal)
Int Association for Medical Research and Cultural Exchange. 21 e Colloque de médecine nucléaire de langue française : Exploration du foie et des voies biliaires par isotopes et ultra-sons: médecine nucléaire en pathologie carencielle et parasitaire: radioanalyse des médicaments et techniques utilisant les récepteurs. (YB n° A 1199)
AIRMEC. Rue de Sèze 4. F-75009 Paris.

1980 Mar 24-26 Glasgow (UK)
Institute of Physics/Chemical Society Carbon and Graphite Group/Department of Chemistry. University of Glasgow. Conference on microstructure of carbon and graphite Ex. Dr T Baird Department of Chemistry. University of Glasgow. Glasgow G12 200.

1980 Mar 24-26 London (UK)
Int conference on biological engineering. P : 700
Mr K. Copeland. Hon. Secretary, Biological Engineering Society. Biophysics Department Faculty of Medical Sciences. University College. Gower Street London WC1.

1980 Mar 24-27 Zurich (Switzerland)
International Federation of Freight Forwarders Associations. Spring meetings P : 200.
(YB n° A 1916)
FIATA. 29 Brauerstrasse. PO Box 177. CH-8026 Zurich.

1980 Mar 24-28 Birmingham (UK)
European Marketing Association. Seminar : Marketing management. P : 20. C 8
(YB n° A 0553)
EMA. 9 Aston Rd. Nuneaton. Wks. UK.

1980 Mar 24-28 Cambridge (UK)
Institute of Physics. Vacuum Group. Conference on - Vacuum devices -
The Meetings Office. The Institute of Physics, 47 Belgrave Square. London SW1X BOX UK

1980 Mar 24-28 Nagoya(Japan)
H Union of Pure and Applied Physics. Int conference of plasma physics 1980. Joint conference of the 4th int congress on waves and instabilities in plasmas and the 4th Kiev
int conference on plasma theory. P : 400. C : 33 (YB n° A 2768)
Secretariat. 1980 Int Conference of Plasma Physics. c/o Institute of Research Physics. Nagoya University. Furocho. Chikusa-ku. Nagoya 464.

1980 Mar 24-28 Rhodé-Saint-Genève (Belgium)
von Karman Institute for Fluid Dynamics. Lecture series on computational fluid dynamics P 5G C 10-12 (YB n° B 3420)
VKI. Cree de Waterloo 72. B- 1640 Rhodé-Saint-Genève.

1980 Mar 24-28 Stuttgart (Germany Fed Rep)
Institute of Electrical and Electronics Engineers/Convention of National Societies of Electrical Engineers of Western Europe/VDE. Technical conference - EUROCON 80. Microelectronics. trends and applications P : 750 C 10-20. Ex. (YB n° B0621/A 4356)
VDE. Lautenschlagerstrasse 21. D-7000 Stuttgart 1 or Prof W E Proebster. IBM Deutschland. Postfach 80 08 80. D-7000 Stuttgart 80.

1980 Mar 24-Apr 11 New York (USA)
UN. Committee on the Elimination of Racial discrimination 21 st Session. (YB n° A 3375)
UN. New York NY 10017. USA

1980 Mar last week Yeounde (Cameroon)
World Federation of Catholic Youth. Int French speaking African youth conference with contribution of each delegation Participation of the young Christians to the promotion of autodetermination and cultural Identity in Africa P : 50. C 15 African. (YB n° A 357)
WFCY. AVENUE DE l'Hopital Français 31. B-1080Brussels

1980 Mar 25 London (UK)
Institute of Physics. Electron Microscopy and Analysis Group Meeting on data collection m electron microscopy and analysis
Institute of Physics, 47 Belgrave Square. London SW1X BOX.

How to make sure your London meeting is a real success



London is now the world's conference centre and with good reason. Not just because it's so easy to get to, but because it offers so much of interest and entertainment,



To: London Convention Bureau,
26 Grosvenor Gardens,
London SW1W 0DU, England.

☐ Please send me a free copy of "Convention London" ☐ I would like a call from your representative, Mr. Paul van Weel.

Name _____

Address _____

Phone _____

 **London Convention Bureau**

and such a variety of facilities. But to get the best out of it you need to know your way around. And that is where the London Convention Bureau comes in. LCB was set up as an Agency of the London Tourist Board to give free, impartial advice on venues and services, costs, transport, aids for delegates and public relations. We are as happy to help over a meeting involving ten people as with an international congress of thousands, and Mr. Paul van Weel, our European representative, will be glad to call on you without obligation. Our handbook "Convention London" is a good way of starting to find your way about London, and will explain our services in detail. Phone your nearest British Tourist Authority office or send the coupon for your free copy.

1980 Mar 25-26 Lisbon (Portugal)
Int Union of Family Organisation/Instituto da Familia e Acção Social. Int conference : Young people's unemployment - children's work P: 100. C: 50. (YB n° A 2717)
IUFO. Place Saint-Georges 28. F-75442 Paris Cedex 09.

1980 Mar 25-27 Brighton (UK)
Electro-optics conference and exhibition. P : 800.
Brighton Centre. Resort and conference services, dept., Marlborough House, Old Swine. Brighton BN1 1EQ.

1980 Mar 25-27 Canterbury (UK)
SHRA Fluid Engineering /City University of London. 3rd Int conference on pressure surges
The Conference Organiser, BHRA fluid Engineering. Cranfield, Bedford. MK43 0AJ. UK

1980 Mar 25-27 Munich (Germany Fed. Rep)
International Society for Terrain-Vehicle Systems. Workshop : Terra in-vehicle systems. design and mission profiles P. 50-75 C. 18. (YB n° A 2511)
Brig Gen Stig AK Areskoung. Defense Materiel Administration. S-10450 Stockholm.

1980 Mar 25-27 Nice (France)
European Federation of Chemical Engineering. Working Party on Chemical Reaction

Chimie Industrielle, etc... 6th Int symposium on chemical reaction engineering. (YB n° A 0725)
Société M Chimie Industrielle. rue St. Dominique 28. F-75007 Paris.

1980 Mar 25-28 Berlin (West)
German Nuclear Society/German Atomic Forum. Meeting on nuclear reactors.
Dr K. G. Bauer. Deutsches Atomforum. Heussalle 10. D-5300 Bonn 1. German Fed REP

1980 Mar 25-28 Cambridge (UK)
Institute Physics/Institute of Electrical Engineers Vacuum devices conference elec-

Meetings Officer, IOP, 47 Belgrave Square London SW1X 8QX. UK.

1980 Mar 25-28 Durham (UK)
Share European Association. Conference Mixing and matching, coherent development of large systems P : 175
SEAS HO, Toernooiveld Nijmegen, Netherlands. (YB n° B 0856)

1980 Mar 25-28 Linköping (Sweden)
Nordic Federation for Medical Education. Biannual meeting with general assembly : Cost of medical education, comprehensive medical education. P : 100. C : 5-7
(YB n° A 4350)

Aarhus Psychiatric Hospital, DK-8240 Risskov, Denmark.

1980 Mar 25-29 or Apr 1-5 Mexico (Mexico)
World Meteorological Organization. Seminar - workshop on the use of satellite data for hurricane detection and prediction. (YB n° A 3556)
WMO, PO Box 5, CH.1211 Geneva 20.

1980 Mar 25-30 Florence (Italy)
European Consortium for Political Research. Joint sessions of workshops on political science. P : 300. C : 15. Ex
(YB n° B 3988)
ECPR, Contrat Services, University of Essex, Wivenhoe Park, Colchester CO4, 3SQ UK

1980 Mar 26-27 Brussels (Belgium)
Economic and Social Committee of the European Communities. Plenary session P: 144 C 9, (YB n° B 0669)
Economic and Social Committee of the European Communities. 2 rue Ravenstein, B-1000 Brussels.

1980 Mar 26-27 Brussels (Belgium)
Commissariat General au Tourisme/Union Professionnelle Belge des Agences de Voyage. 6th Official tourism workshop Belgium.
Salon trades Vacances, Tourisme et Loisirs. Tourism Workshop, Avenue Charles-Quint 345, B-1080 Brussels.

1980 Mar 26-27 Cambridge (UK)

Ions, P: 150
Manager Conference, 1 Birdcage Walk, Westminster, London, SW1H 9JL, UK.

1980 Mar 26-27 London (UK)
The Royal Society. Meeting for discussion : The enzymes of glycolysis : Structure, activity and evolution P : 300
(YB n° B 5634)
Royal Society 6 Carlton House Terrace, London SW1Y 5AG.

1980 Mar 26-27 London (UK)
Int conference on retailing in the 80's : Inventory management for profit.
Online Conference Ltd, Cleveland Road, Unbridge US8 2DD, UK.

1980 Mar 26-28 Edinburgh (UK)
European Academy for Advanced Research in Marketing. Annual meeting.
(YB n° B 6099)
European Academy for Advanced Research in Marketing, Rue de la Concorde 51, B-1050 Brussels.

1980 Mar 26-28 Edinburgh (UK)
European Safeguards Research and Development Association. 2nd Annual symposium on safeguards and nuclear materials control. (YB n° B 4726)
A.S-Adamson: NMACT 816.30, AERE, Harwell, Didcot Oxon OX11 1 ORA, UK

1980 Mar 26-28 Exeter (UK)
Chemical Society. Faraday Division. Conference: Phase transitions in molecular solids.
Mrs Y A Fish, Faraday Division, The Chemical Society, Burlington House, London W1V 1CB, UK

1980 Mar 26-28 Paris (France)
Investment Clubs. Int congress. P : 600.
Palais des Congrès, 2 Place de la Porte Maillot, F-75017 Paris.

1980 Mar 26-28 Singapore (Singapore)
2nd U S / S E Asia telecommunications conference. P : 800. Ex.
ITF Pte Ltd, Suite B04, 8th Floor, World Trade Centre, Maritime Square, Singapore 4.

1980 Mar 26-28 (UK)
Int Committee on Rheology. Meeting on applied rheology. (YB n° B 1637)
c/o ICSU, Boulevard de Montmorency 51, F-75016 Paris.

1980 Mar 26-29 Bochum (Germany, Fed Rep)
M Association of Sedimentologists. 1st European meeting (YB n° A 1342)
H Fuchtbauer, Ruhr-Universität Bochum, Institut für Geologie, PO Box 10 21 48, D-4630 Bochum

1980 Mar 26-29 Pecs (Hungary)
Hungarian Pharmaceutical Association. 3rd Hospital pharmaceutical symposium : Inter-
T Mohr M. D. Szabolcs u. 33-35, H-1135 Budapest.

1980 Mar 27 Frankfurt (Germany, Fed Rep)
Int Federation for Housing and Planning. SC Urban and Building Climatology Plenary meeting (YB n° A 1826)
IHP, Wassenaarseweg 43, NL 2696 CO The Hague, Netherlands.

1980 Mar 37 Paris (France)
2nd Int dry on financial saving P: 600.
Palais des Congrès, 2 Place de la Porte Maillot, F-75017 Paris

1980 Mar 27 Sheffield (UK)
Chemical Society, Analytical Division, Atomic Spectroscopy Group. 7th Annual reports on analytical atomic spectroscopy symposium.
Analytical Division, Chemical Society, Burlington House, London W1V 0BN, UK

1980 Mar 27-28 Brussels (Belgium)
Europa Nostra- Int Federation of Associations for the Protection of Europe's Cultural and Natural Heritage. Conference : Conservation of areas of architectural interest, historic Buildings, public participation. P : 400-500. C : 20 Ex - prob.
as Vincent Square, London SW1P 2PG, UK.

1980 Mar 27-30 London (UK)
World Evangelical Fellowship. 7th General assembly Evangelical strategy (or the eighth) P : 120 C:40.
(YB n° A 3511)
WEF, PO Box 670, Colorado Springs, CO 80901, USA.

1980 Mar 29-Apr 1 Kyoto (Japan)
Int Yoga Teachers Association. 6th General meeting, P : 1400. C: 25. (YB n° B 6223)
Oki Yoga Center, do Organizing Committee. 6th IYTA General Meeting, 2-25-19, Dai-zawa, Setagaya-Ku, Tokyo 155, Japan.

1980 Mar 29-Apr 2 Berne (Switzerland)
Institution of Environmental Sciences/World Environment and Resources Council. 2nd applications. P: 150-200, C 20-30.
(YB n° B 4007/A 4583)
David Hughes-Evans, Programme Secretary IES, 183 Quadrangle Towers, Cambridge Square, London W2, UK.

1980 Mar 30 San Francisco (CA, USA)
Interuniversity Communications Council. EFPM seminar spring 1980 Financial and general academic planning using the model EFPM. P : 25.
(YB n° B 0770)
Ms Carol Parvysz, EDUGOM, PO Box 364, NJ 08540, USA.

1980 Mar 30-Apr 2 London (UK)
Int congress on death and the last moments.
JWA Conferences and Seminars, 37 Maids Vale, London W9 1TP.

1980 Mar 30-Apr 4 Leuven (Belgium)
Int Sports Federation of Catholic Teaching Establishments. Rencontres sports collectifs.
(YB n° A 4172)
FISEC, Rue Saint-Jacques 277, F-75005 Paris

1980 Mar 30-Apr 4 San Diego (CA, USA)
Dr G.D. Allen, Dept of Anesthesiology, UCLA School of Medicine, Los Angeles, CA 90024, USA.

1980 Mar 30-Apr 4 San Francisco (CA, USA)

Dr R.F. Bunshah, Conference Chairman, 6532 Boelter Hall, Univ. of California/Los Angeles, Los Angeles, CA 90024, USA.

1980 Mar 30-Apr 6 Jerusalem (Israel)
2nd Scandinavian prophetic conference. 1980, P : 2000.
Ari Advartsen, Sarons Dal, 4480 Kvinesdal, Norway.

1980 Mar 31-Apr 2 Delft (Netherlands)
European Mechanics Colloquia. Conference : Stability, buckling and postbuckling behaviour foundations and analysis. P : Inv (YB n° A 0808)
Professor Dr. Ir. P. Meijers, Laboratory of Engineering Mechanics, Delft University, Mekelweg 2, HL-2628 CD Delft.

1980 Mar 31-Apr 2 Madrid (Spain)
European Physical Society. 3rd Int conference on physico-chemical hydrodynamics. P : 200. (YB n° A 0834)
Manuel C. Velarde, Facultad de Ciencias C-3, Universidad Autonoma de Madrid, Cantoblanco, Madrid.

1980 Mar 31-Apr 3 Rinteln (Germany, Fed Rep)
International Society for Vegetation Science. Symposium : Syntaxonomy. P : 120.
(YB n° A 2497)
Int Vereinigung für Vegetationskunde, Untere Karspule 2, D-3400 Göttingen, Germany FR.

1980 Mar 31-Apr 4 Athens (Greece)
12e Congres européen de ballistocardiographie, cardiographie atraumatique et dynamique.
Dr P. Toutouzas, Likou St. 10, Athens 138.

1980 Mar 31-Apr 5 Tsukuba (Japan)
Int Society for Horticultural Science. Section Vegetables Symposium on Chinese cabbage (YB n° A 2488)
N S Takiar, Asian Vegetable Research and Development Center, PO Box 43, Shanhue Tainan 741, Taiwan, Rep. of China.

1980 Mar Bangkok (Thailand)
UN ESCAP, 36th Session (YB n° B 4177)
UN ESCAP, UN Bldg, Rajadamnern Avenue, Bangkok 2, Thailand

1980 Mar Brussels (Belgium)
European Union of Dental Surgeons Meeting.
Dr. Bindele, rue de Verviers 5, B-4 700 Eupen, Belgium.

1980 Mar African Civil Aviation Commission. 25th Bureau meeting. 4FCAC Secretariat, PO Box, 2356 Dakar	Dakar (Senegal) (YB n° A 0017)	1980 Mar Women's Int Network. Annual directors meeting WOT. 187 Grant Street, Lexington, MA 02173, USA.	(YB n° B 436)
1980 Mar African Cultural Institute/Canada Seminar : Cultural identity and its expression through the arts P. 15 C. : 15 n° A40 14) ACI PO Box 01, Dakar	Dakar (Senegal) (YB n° A 4245)	1980 Mar World Association for Professional Training In Tourism: Congress. AMFORT, Centre Int de Gilon. CH-1823 Gilon.	(YB n° B 0203)
1980 Mar Int Working Group for the Construction of Sports and Leisure Facilities. 4th Int seminar. Artificial links IAKS. Kolnerstrasse 68. D-5000 Koln 40. Germany, Fed Rep.	Füssen (Germany, Fed Rep) (YB n° A 1416)	1980 Mar-Apr Experiment In Int Living. Annual Latin American regional conference Training and development. P. : 30. C. : 10. 0917) Experiment Int Secretariat, PO Box 2913, NL-7301 EH Apeldoorn, Netherlands	Asudon (Paraguay) (YB n° A
1980 Mar Int BUREAU for Precast Concrete, Int Flooring Commission Meeting. (YB n° A 1416) BIBM. 60 Charles Street Leicester LE1 1FB UK.	Innsbruck (Austria)	1980 Mar-Apr Reunion pour les sources sur l'histoire de l'Asie centrale. Prof J Hamatta. Magyar Tudományos Akademia, Hatyu u. 2. H 1015 Budapest Hun-	Budapest (Hungary)
1980 Mar 4th Int workshop on calcified tissues. P. 250 Prof J. Sela. Chairman. Oral Pathology Dept. Hadassah Faculty of Dental Medicine. Hebrew University. Jerusalem. Israel.	Kriat-Anavim (Israel)	1980 Mar-Apr UN ECE. 35th Session. (YB n° B 4176) UNECE, Palais des Nations. CH-1211 Geneva 10.	Geneva (Switzerland)
1980 Mar Association of Geoscientists for Int/Development/Banco Minero de Peru/Sociadad Geologica de Peru. Training Course : Gold alluvial deposits. P. : 20. (YB n° A 0042) AGIO. Apartado 21241. San Martin. Caracas, Venezuela.	Lima (Peru)	1980 Mar-Apr UNCTAD, Trade and Development Board. 19th Session, second part. UNCTAD. Palais des Nations. CH-1211 Geneva 10.	Geneva (Switzerland) (YB n° B 3381)
1980 Mar Commonwealth Parliamentary Association. UK Branch- 29th Seminar on parliamentary practice and procedure. CPA, Dir Robin Vanderfel 7 Oki Palace Vard London SW1P 3JY.	London (UK) (YB n° A 0372)	1980 Mar-Apr World Meteorological Organization, Commission for Basic Systems, Working Group on the Global Data-Processing System. 5th Session. WMO, PO Box 3, CH-1211 Geneva 20.	Geneva (Switzerland) (YB n° A 3556)
1980 Mar Int Society for Horticultural Science. Commission Tropical and Subtropical Horticulture. Symposium on current problems in fruit and vegetables crop research. (YB n° A 2488) Or P. Batugal Dir. of Int Projects Div. PCARR Los Banos. Laguna.	Los Banos (Philippines)	1980 Mar-Apr Int Union for the Scientific Study of Population/possibly with World Fertility Survey/Center for Population Studies of the London School of Hygiene and Tropical Medicine. Seminar : Analysis of maternity histories. P. : 50. C. : 30. (YB n° A 2676) Rue Forgeur S. B-4000 Lieger.	London (UK)
1980 Mar Olympic Solidarity Fund/Judo Federation of Australia/Oceania Judo Union. Seminar: Administration and coaching of judo. P.80. C. 10. (YB n° B 0625) E S Knoop 52 Fordholm Rd. Hawthorn. Vic 3122. Australia.	Melbourne (Australia)	1980 Mar-Apr World Meteorological Organisation, Study Group on Vertical Ozone Distribution Prof-les. Meeting. WMO, PO Box 5. CH-1211 Geneva 20.	Tokyo (Japan) (YB n° A 3556)
1980 Mar 1st Online information meeting. Online review, Learned Information (Europe) Ltd. Besselsleigh Road. Abingdon Oxford OX13 6EF. UK.	New York (USA)	1980 Mar-Apr Centre for F ranch-Language Literary Studies/Centre d'Etudes Francophones de Paris 13. Table ronde : Literature orale et littérature écrite moderne de la langue française (Afrique du Nord. Afrique Noire, Océan Indien, Caraïbes). P. 50-50 C. : 10. Ex. (YB n° B 4159) Secrétariat de Lettres Modernes. Université de Paris Nord (13), avenue J.B. Clément F-93430 Villetaneuse.	Villetaneuse (France)
1980 Mar Int Ocean Institute (Pacem in Maribus). Annual Pacem in Maribus convocation (Pacem in Maribus 10) : 1 Surveillance of economic zones of Developing countries. 2) multi-pru- (YB n° A 3987)	(Cyprus)	1980 Mar-Jul Associate of Geoscientists for Int Development/Geological Survey of Bolivia/Corporacion Mineral de Bolivia/ Mines and Energy Ministry of Bolivia. Training Course: Exploration of tin alluvial deposits. P. : 25. (YB n° A 0042) AGID. Apartado 12141. San Martin, Caracas, Venezuela.	La Paz (Bolivia)
1980 Mar 2nd Int conference on magnetic fluids. M Zahn. Dept of Electrical Engineering. University of Florida. Gainesville. FL 32611. USA	(FL. USA)		

A/TO : UAI, 1. rue aux Laines, 1000 Bruxelles
BON DE COMMANDE

ORDER FORM

Prière d'envoyer:

Please supply:

...exemplaire(s) du ANNUAL INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR 1980

...copy/ies of the
avec les suppléments mensuels publiés en 1980. Prix FB. 1.550,- ou équivalent
+ port 190 - FB
With the monthly supplements published in 1980. Price BF. 1.550.- or equivalent
+ postage BF. 190,-

...exemplaire(s) du ANNUAL INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR 1980

... copy/ies of the
Prix : BF 990,- ou equivalent + port 50.- FB.
Price: BF 990,- or equivalent + postage BF. 50,-

NOM/NAME :

ADRESSE/ADDRESS :

Veuillez trouver ci-joint chèque pour un montant de :
Please find enclosed our check for the amount of :
Veuillez nous adresser une facture.
Please bill/invoice us.

